

Bilan

— **2020** —

**des investissements
internationaux
en France**



2020

sommaire

6
PRÉFACE

8
AVANT-PROPOS

10
SYNTHÈSE 2020

1

Contexte international

2

**La France,
une économie résiliente**

20
LES INVESTISSEURS FONT
CONFIANCE À LA FRANCE POUR
LEUR IMPLANTATION

31
DE NOMBREUX PARTENARIATS ET
INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION
CONSOLIDENT NOTRE ECONOMIE

34
COMMENT BUSINESS
FRANCE A RÉPONDU AUX
BESOINS DES ENTREPRISES

3

Attractivité territoriale en 2020

38

LES INVESTISSEMENTS SE RÉPARTISSENT
SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

46

L'ATTRACTIVITÉ SE CONFORTE
DANS LES FONCTIONS
À FORTE VALEUR AJOUTÉE

58

DES PROJETS
SECTORIELLEMENT DIVERSIFIÉS

64

UNE ATTRACTIVITÉ
DIFFÉRENCIÉE SELON
LES SPÉCIALISATIONS RÉGIONALES

4

Contribution des filiales
étrangères à l'économie
française

5

Regards
par pays d'origine

6

Annexes

*"Notre objectif reste le même :
faire de la France
le pays le plus attractif d'Europe."*



Bruno Le Maire

Ministre de l'Économie, des Finances
et de la Relance



Franck Riester

Ministre délégué auprès du ministre de
l'Europe et des Affaires étrangères, chargé
du Commerce extérieur et de l'Attractivité

Le bilan des investissements internationaux en France en 2020 était particulièrement attendu : parce que la France était devenue en 2019 le premier pays européen en matière d'attractivité, mais aussi parce que la crise Covid a généré un recul sans précédent des flux d'investissements à l'échelle mondiale. Ce bilan, le voilà, et il a de quoi rassurer. C'est la 2^e meilleure performance que notre pays enregistre en 10 ans en termes de création d'emplois. Les 1215 projets d'investissement étrangers, ont permis de créer ou de sauver de 35 000 emplois partout sur notre territoire. Ces résultats illustrent la solidité du site France, qui a su rester un choix gagnant pour les entreprises étrangères, en résistant mieux que la plupart de ses partenaires, en Europe et dans le monde.

La contribution des investissements internationaux au dynamisme et à la prospérité de notre pays était déjà considérable. Elle sera déterminante pour réussir la relance. Les 16 600 entreprises étrangères implantées en France représentent 2,3 millions d'emplois, plus de 20 % du chiffre d'affaires de l'économie, plus 14 % de l'investissement des entreprises et près du tiers des exportations. Car les entreprises étrangères qui s'installent en France le font aussi pour partir à la conquête des marchés internationaux.

Nous y voyons le signe que trois ans de réformes ont consolidé les fondamentaux qui permettent, aujourd'hui, à notre économie de résister à la crise. Plébiscitées par les investisseurs, les transformations menées par le Gouvernement sous l'impulsion du Président de la République ont permis à notre pays de faire face aux défis économiques et technologiques actuels et à venir. Nous avons créé un environnement social plus flexible et plus sûr, adapté à ce qu'est aujourd'hui

la réalité de l'emploi. Avec notamment deux grandes réformes, la loi PACTE de 2019, relative à la croissance et à la transformation des entreprises et la loi ASAP de 2020, relative à l'accélération et à la simplification de l'action publique, nous avons facilité davantage la vie des entreprises, en allégeant leurs formalités administratives. Développer son activité en France n'a jamais été aussi aisé. Nous avons engagé des baisses d'impôts sans précédent. Pour les entreprises, qui auront vu leur taux d'impôt sur les sociétés passer de 33% à 25% entre 2017 et 2022. Pour libérer le pouvoir d'achat des ménages, en baissant l'impôt sur le revenu de 10 milliards d'euros et en supprimant intégralement la taxe d'habitation à l'horizon 2022. Et, enfin, pour libérer l'investissement : c'est le sens de la réforme de la fiscalité du capital et des hauts revenus. Nous continuons à investir massivement dans nos infrastructures, dans l'économie de demain et dans les compétences dont elle a besoin.

C'est également un signal que nos mesures d'urgence et de relance vont dans le bon sens. Dès le début de la pandémie, nous avons mobilisé plus de 20% de notre richesse nationale, soit 500 Md€, pour soutenir les entreprises et protéger l'emploi, en déployant un filet de sécurité économique parmi les plus importants d'Europe. Avec notre plan France Relance, nous accélérons encore les transformations pour rendre le site France encore plus compétitif, développer les compétences et les écosystèmes sur des filières d'avenir comme l'hydrogène ou le quantique, être moins carboné, et être encore plus attractif pour les entreprises étrangères. Nous investissons ainsi 100 milliards d'euros supplémentaires pour ressortir renforcé de cette crise. Je pense notamment à la baisse inédite et pérenne des impôts de production,

enclenchée dès le 1^{er} janvier dernier - 10 Mds€ par an, dès 2021. Ce plan, qui investit dans les secteurs stratégiques et les compétences associées, a été déployé sans attendre - 11 Mds€ ont été engagés fin 2020. Nous accélérons sa mise en œuvre en 2021 avec l'objectif de déployer 40 Mds€ de plus. Au 1^{er} mars, 26Md€ avaient ainsi été déployés depuis septembre dernier. Les vingt projets d'investissement les plus importants sélectionnés pour bénéficier du fonds d'accélération des territoires d'industrie sont portés par des entreprises étrangères ; ils représentent plus de 500 M€ d'investissement. Quant au programme d'investissements d'avenir visant à promouvoir l'innovation technologique, il est jugé attractif par 88 % des dirigeants d'entreprise étrangère. France Relance a doublé ses capacités et 11 Md€ seront mis en œuvre sur 2021-2022.

Ce bilan se signale aussi par l'ampleur de la part des projets de provenance européenne - près des deux-tiers. Au-delà de la proximité géographique, cela manifeste la force du marché intérieur pour les entreprises, mais aussi la volonté des pays de l'Union de bâtir activement l'autonomie stratégique et industrielle dont nous avons besoin, en constituant des chaînes de valeur plus européennes et plus intégrées.

De tels résultats nous confortent dans les priorités définies par le Président de la République, que nous mettons en place depuis 2017. Ce cap sera maintenu et les transformations engagées accélérées, au service la compétitivité, de l'innovation et de la relance de notre économie, de l'emploi et des compétences. Notre objectif reste le même : faire de la France le pays le plus attractif d'Europe.

*En 2020, la résilience ;
en 2021, le rebond !*



Pascal Cagni

Président du Conseil
d'administration de Business France
et Ambassadeur délégué
aux investissements internationaux



Christophe Lecourtier

Directeur Général
de Business France

Plusieurs mois de confinement en France et sur tous les continents, la fermeture de nombreuses frontières pendant de longues périodes au cours de l'année 2020, la chute brutale de près de 40 % des investissements directs étrangers dans le monde : tout laissait penser que le nombre de projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi dans notre pays allait s'effondrer.

Tel n'a pas été le cas : Business France et les régions ont recensé 1 215 projets en 2020, soit plus de 23 par semaine. Leur diminution en nombre, - 17 %, doit être relativisée à un double titre : d'une part, l'année 2019 fut exceptionnelle, avec une hausse de 11 % par rapport à 2018, qui fut elle-même une très bonne année; d'autre part, ce chiffre s'inscrit dans la moyenne des cinq années précédentes, qui s'établit à 1 233 projets. En outre, le score en termes d'emplois créés ou maintenus par ces projets - 34 567 - est supérieur à la moyenne des années 2015-2019 (33 424) et, qui plus est, supérieur de 14 % à 2018.

Si l'on regarde ensuite ces projets en détail, plusieurs éléments satisfaisants apparaissent.

Un quart des projets visent à implanter ou étendre un site de production, et ils représentent plus de 37 % des emplois créés ou sauvegardés, soit près de 13 000. L'allemand Siemens se distingue avec le recrutement de 850 personnes pour accélérer son développement dans la mobilité électrique, l'automatisation et le stockage de l'énergie. Une telle attractivité appuie la stratégie de reconquête industrielle de notre pays. 80 % des cadres dirigeants étrangers jugent l'industrie française attractive, selon le baromètre Kantar de l'attractivité de la France en 2020.

En outre, certains secteurs déterminants ont amorti le choc. Ainsi de la logistique, dont les investissements se sont

maintenus, et des services aux entreprises, qui enregistrent une baisse de 4 % seulement. Quant au nombre de projets dans la R&D, bien qu'en diminution, il se maintient à un niveau élevé, avec 146 projets, un chiffre supérieur à ceux de 2018 (129) et 2017 (125).

Enfin, des secteurs stratégiques progressent nettement. Les projets dans le champ de la santé enregistrent une hausse de 40 %. La majorité sont des extensions de sites de production, tels ceux de Recipharm, le producteur suédois de vaccins à ARN-messager, en Centre Val de Loire, et de Fresenius, le spécialiste allemand du traitement de l'insuffisance rénale, près de Lyon, qui créent chacun une centaine d'emplois. Les énergies renouvelables ont, quant à elles, attiré 13 % de projets en plus et le nombre d'emplois associés a quasiment doublé. L'américain Clarios investit en Lorraine pour fabriquer des batteries, le producteur irlandais d'énergie photovoltaïque Amarenco se développe à Lagrave (Occitanie) et à Montélimar, le canadien Boralex poursuit la construction de sites éoliens. La transition écologique est bien un facteur d'attractivité pour la France, comme le jugent 89 % des dirigeants d'entreprise étrangère. Pour autant, nous n'oublions pas que certains secteurs pâtissent fortement de la pandémie, aux premiers rangs desquels l'hôtellerie-restauration et l'aéronautique, dont le nombre de projets chute de moitié, ainsi que le transport et l'entreposage.

Quant aux pays d'origine des projets, ils sont toujours aussi nombreux - 60 - et certains d'entre eux sont en forte progression : ainsi l'Irlande (+50 % de projets), les Pays-Bas (+43 %), l'Espagne (+9%) et le Danemark (+7%). Enfin, s'agissant de la répartition géographique de ces projets, on se réjouira de constater que l'attractivité de l'Île-de-France et des principales métropoles ne nuit pas aux autres régions : compte tenu de leur

poids économique respectif, les régions Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est accueillent un nombre de projets plus élevé que la région capitale.

Ce bilan, appréciable à plus d'un titre, doit nous rendre optimistes. Il est le fruit de nos atouts structurels et du dynamisme réformateur du Gouvernement. Il est le reflet de la grande confiance qu'inspire la France aux investisseurs étrangers, une confiance encore confortée par les initiatives exceptionnelles de soutien et de relance de l'économie prises depuis un an.

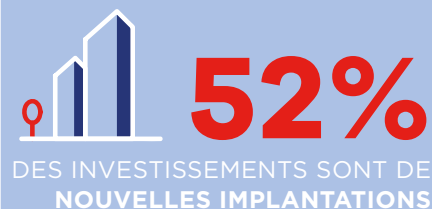
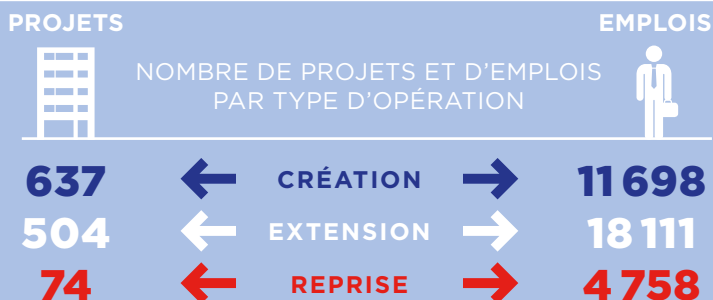
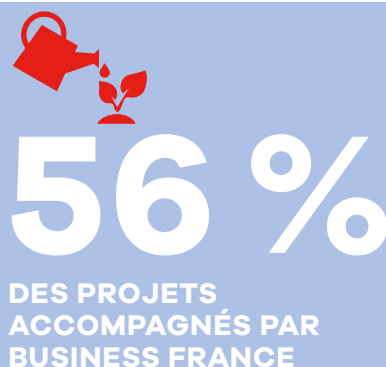
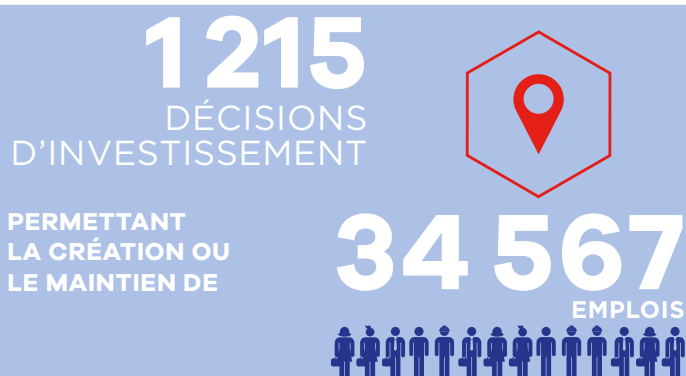
Enfin, puisque, comme l'écrivait Corneille, « la façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne », notre attractivité va aussi bénéficier de l'amélioration en cours de l'accueil des investisseurs : forts d'une volonté commune, les acteurs de la Team France Invest, l'équipe de France de l'attractivité, qui réunit Business France, les Régions, les préfetures, Bpifrance et la Banque des territoires, accentuent leur coordination en vue d'optimiser la prospection et l'accompagnement des projets. En 2020, la résilience ; en 2021, le rebond !

Bonne lecture.

SYNTHÈSE 2020

Investissements internationaux en France

LA FRANCE, UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE



LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION RESTENT PRÉDOMINANTES



FORTE ATTRACTIVITÉ DES SECTEURS DE LA SANTÉ ET DE L'ÉNERGIE



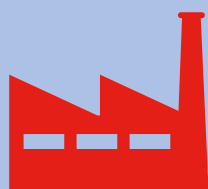
L'expertise médicale est perçue comme une force spécifique de **LA FRANCE** par rapport à ses voisins européens

Source : Baromètre Business France-Kantar

+40%

pour les investissements dans le domaine de la santé

PRODUCTION



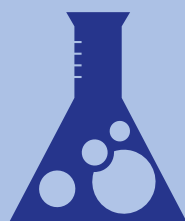
1/4

des investissements concerne les activités de production

37%

DE L'EMPLOI TOTAL

R&D / INGÉNIERIE



12 %

DES INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS DE R&D ET INGÉNIERIE.

L'ambition de la France en matière de transition écologique est un facteur d'attractivité

Source : Baromètre Business France-Kantar

+13 %

pour les investissements dans le secteur de l'énergie

TOP 5 DES PAYS INVESTISSEURS

17% ÉTATS-UNIS

16,5% ALLEMAGNE

10% ROYAUME-UNI

8% ITALIE

7% PAYS-BAS

L'EUROPE, PRINCIPALE SOURCE D'INVESTISSEMENT

64 %

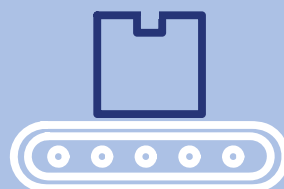
EUROPE

20 %

AMÉRIQUE DU NORD

10 %

ASIE



+62 %

POUR LES INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION

PAYS DYNAMIQUES DURANT LA CRISE

+33 % PAYS-BAS

+50 % IRLANDE

+9 % ESPAGNE

+7 % DANEMARK

1

Contexte international

CONTEXTE INTERNATIONAL

LA PANDÉMIE DE COVID-19 PÈSE LOURDEMENT SUR LES ÉCONOMIES ET LES SOCIÉTÉS

La crise de la Covid-19 a eu un impact inédit sur l'ensemble des économies, le PIB mondial s'est rétracté de 3,5 %¹ en 2020. Bien que la découverte d'un vaccin permette d'envisager une sortie de crise, la reprise de la pandémie dans plusieurs économies et les mesures de confinement ralentissent de nouveau la reprise économique mondiale et devraient induire de nouvelles baisses de la production à court terme.

Dans ce contexte d'incertitude, l'économie mondiale devrait néanmoins connaître une croissance de 5,5 % en 2021 et de 4,2 % en 2022. Les prévisions pour 2021 sont révisées à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions précédentes, ce qui reflète les attentes d'un renforcement de l'activité liée à l'accélération des campagnes de vaccination dans les mois à venir et d'un soutien politique supplémentaire dans quelques grandes économies.

Au plus fort de la crise sanitaire, en avril 2020, les dirigeants d'entreprise, interrogés par EY sur les tendances qui allaient s'accroître le plus au cours des trois prochaines années en conséquence de la crise de la Covid-19, répondaient pour plus de la moitié : un retournement de la mondialisation. Ces réponses traduisent l'incertitude et l'aversion aux risques induits par la pandémie de Covid-19. La crise a-t-elle impacté les stratégies d'implantations des firmes multinationales et leurs projets d'investissement ? Les projets d'investissement étranger ont diminué dans presque tous les pays du monde à la suite de la pandémie de Covid-19 : une chute de 33 % au niveau mondial. L'Amérique du Nord est la région du monde où les projets d'investissement étranger ont le moins reculé (-7 %). La France a donc amorti le choc et fait preuve de résilience avec une baisse enregistrée des investissements étrangers de 17 % contre 39 % en Europe de l'Ouest.

La baisse de 33 % du nombre de projets au niveau mondial est proche de celle observée en 2020 pour les flux d'investissement direct étranger de l'ordre de -42 % selon la CNUCED. On observe aussi une redistribution des flux d'investissement direct étranger au profit de certaines régions durant la pandémie. Les pays émergents sont les principaux pays récipiendaires des flux d'IDE et accueillent

70 % du montant global. La Chine est devenue le principal pays d'accueil des flux d'IDE avec 163 milliards de dollars, suivi par les États-Unis avec 134 milliards de dollars. Au sein de l'Europe et en termes relatifs, les flux d'IDE ont reculé de manière drastique au Royaume-Uni, Italie, Russie et Allemagne.

MALGRÉ UN CERTAIN ATTENTISME, LA CONFIANCE DANS LE SITE FRANCE EST RENOUVELÉE

Dans le contexte particulier de la crise de la Covid-19, les entreprises étrangères installées en France n'envisagent pas pour le moment de freiner leurs activités en France : pour plus de la moitié d'entre elles (60 %), les projets dans l'Hexagone ont été maintenus ou développés et seules 6 % les ont annulés. En revanche, signe de cette ambivalence entre volonté de continuité et attentisme, plus d'un tiers des cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France (34 %) rapportent que les projets ont été reportés.

90% des cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France tirent un bilan positif de leur investissement en France

Avec la crise sanitaire, le sentiment d'incertitude est prégnant, cependant, la confiance dans le site France est renouvelée. Par ailleurs, 48 % d'entre eux considèrent que leur présence en France a tendance à se développer, 42 % qu'elle se maintient contre seulement 10 % qui estiment qu'elle diminue.

Enfin, l'attractivité de la France se maintient à un niveau élevé : 85 % des cadres dirigeants à l'étranger la considèrent comme attractive, soit 2 points de moins qu'en 2019.

LA PLUPART DES MESURES DU PLAN DE RELANCE SONT JUGÉES PERTINENTES POUR SOUTENIR LES IDE

Les politiques de soutien macroéconomiques ainsi que les mesures structurelles pour préserver la confiance et atténuer les incertitudes jusqu'au déploiement généralisé

¹ FMI, mises à jour des perspectives de l'économie mondiale, janvier 2021.

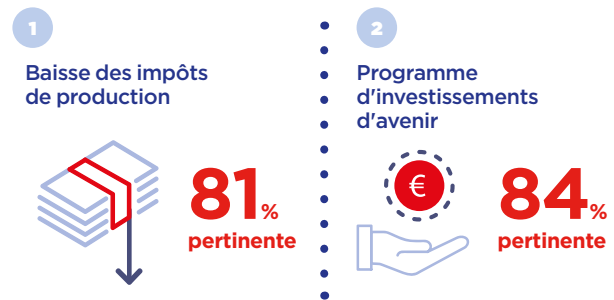
d'un vaccin efficace ont été adoptées par de nombreux gouvernements. Ces mesures ont pour ambition de soutenir l'emploi et de renforcer le dynamisme de l'économie, en favorisant la réallocation des ressources vers les secteurs les plus performants.

Le gouvernement français a ainsi annoncé un plan de relance de 100 milliards d'euros, France Relance, parmi les plus ambitieux en Europe. Parmi les principales mesures, la réduction de 10 milliards d'euros des impôts de production, les subventions à l'embauche et à l'achat ou la location de véhicules, et l'augmentation de l'investissement public, ainsi que les financements supplémentaires affectés à la formation, soutiendront largement la reprise au cours des deux prochaines années. La reconduction des mesures d'urgence et les baisses déjà programmées de la taxe d'habitation et de l'impôt sur les sociétés, ainsi que l'augmentation des budgets du secteur de la santé, permettront également d'atténuer en partie l'impact négatif de la crise sur les revenus des ménages et les marges bénéficiaires des entreprises.

Les autorités françaises ont également prolongé les mesures d'urgence en faveur des secteurs et des entreprises durement touchés pour alléger leurs coûts (exonérations fiscales temporaires et la prise en charge d'une fraction importante des salaires dans le cadre des accords d'activité partielle), et faciliter leur financement (grâce à la garantie par l'État de leurs emprunts et à un dispositif de prêts participatifs à long terme destiné à apporter aux entreprises des quasi-fonds propres). Parallèlement, dans la plupart des secteurs, le plafonnement de la prise en charge par les dispositifs d'activité partielle et les fonds supplémentaires alloués à la formation vont favoriser le redéploiement des ressources.

Les mesures à court et à long terme du plan de relance sont bien perçues et leur impact anticipé pour les entreprises mais aussi sur l'attractivité du pays est largement positif. Les mesures d'urgence de soutien économique (prêts garantis, chômage partiel, report des échéances fiscales et sociales) sont perçues très positivement par 80 % des dirigeants dans leur capacité à soutenir l'activité de l'entreprise pendant cette crise. Le programme d'investissements d'avenir de 11 milliards d'euros d'ici 2022 (84 % des répondants) pour soutenir l'innovation et l'investissement dans les technologies

PERTINENCE DES MESURES



Source: Baromètre Business France-Kantar sur l'attractivité de la France 2020

d'avenir et la baisse des impôts de production (81 %) s'affirment comme les deux mesures les plus pertinentes aux yeux des cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France : au-delà de la question fiscale il est important, à leurs yeux, de préparer l'avenir de l'économie française.

MÉTHODOLOGIE

BAROMÈTRE BUSINESS FRANCE-KANTAR SUR L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

Kantar Public a interrogé en novembre 2020, pour le compte de Business France, des dirigeants d'entreprises étrangères implantées ou non en France. L'objectif est de mesurer les perceptions relatives à l'image économique et l'attractivité de l'économie française et de mieux comprendre les processus de décision en matière de choix de localisation des investissements.

Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de 902 entreprises étrangères : 705 leaders d'opinion à l'étranger répartis aux États-Unis, en Chine, en Inde, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie, en Suisse ; et 197 cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France.

UNE REPRISE DE LA CROISSANCE PLUS ÉLEVÉE QUE DANS LES AUTRES PAYS DE LA ZONE EURO

L'OCDE publie ses prévisions de croissance du PIB pour 2021 et 2022. La croissance du PIB mondial devrait être de 5,6 % cette année, soit une révision à la hausse de plus d'1 point de pourcentage par rapport aux Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2020.

Pour 2021, la France tire son épingle du jeu, avec la croissance la plus forte en Europe, et l'une des plus fortes parmi les pays étudiés : 5,9 %, devant le Royaume-Uni (5,1 %), l'Allemagne (3 %).

Ces projections sont en phase avec d'autres organismes économiques : Bercy prévoit 8 % de croissance, la Banque de France "au moins 5 %" et la Commission européenne 5,5 %.

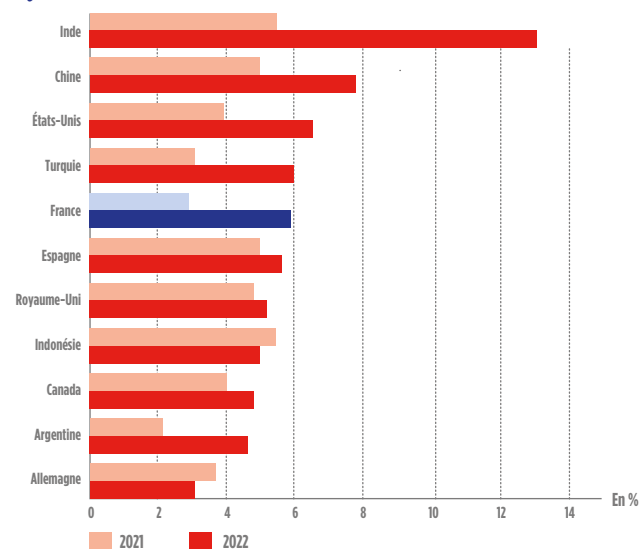
Les dernières estimations de la Direction générale du Trésor prévoient un recul du PIB de 10 % en 2020, puis un rebond de 8 % en 2021. En 2021, le PIB français s'établirait 2,7 % en dessous de son niveau de 2019. Au-delà de leur appréciation de la profondeur de la crise (2020) et de la vigueur du rebond (2021), les prévisions les plus récentes pour la France placent toutes le PIB 2021 entre 2 et 4 points en-dessous de son niveau en 2019. Ces dernières estimations ont pu intégrer :

- Le rebond relativement vif de l'activité durant l'été 2020 en France ;
- La dégradation, en France comme chez nos partenaires, de la situation sanitaire depuis la fin de l'été, qui pourrait ralentir la consommation et l'activité fin 2020 et qui devrait se normaliser progressivement au cours de l'année 2021 ;

- Le plan de relance annoncé le 3 septembre, dont certaines mesures (prime à l'embauche par exemple) sont déjà en place et qui devrait relever le niveau du PIB d'environ 1,5 point de pourcentage en 2021 par rapport à un scénario sans plan de relance.

Dans le scénario central de la Banque de France, le rebond de l'activité en 2021 en France serait soutenu, non seulement par celui de la consommation des ménages mais aussi, notamment, par celui de la demande publique. D'une part, l'activité du secteur public reviendrait à la normale alors qu'elle avait été fortement réduite durant le premier confinement. D'autre part, l'investissement public rebondirait nettement, sous l'effet notamment du plan de

Fig. 1 PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Source : perspectives économiques de l'OCDE, 2021.

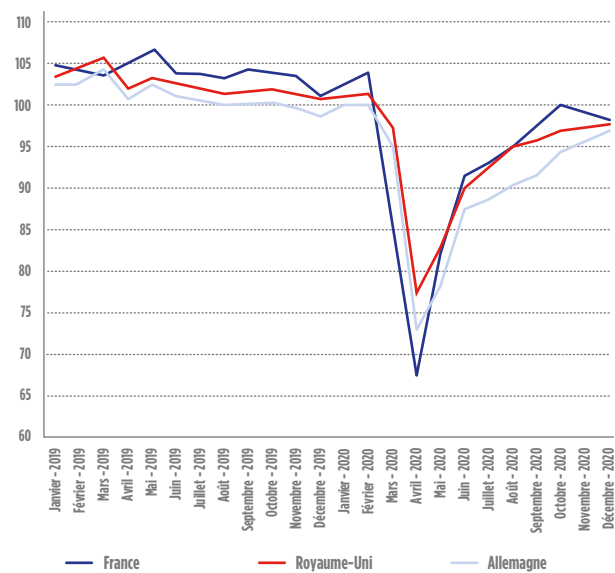
relance. Les mesures du plan de relance à destination des ménages et des entreprises, sous la forme de subventions ou de transferts, contribueraient également à renforcer le rebond de l'investissement privé en 2021. La baisse des impôts sur la production renforcerait les marges des entreprises, avec, très progressivement, des effets sur l'activité. À l'inverse, un mouvement de déstockage durable de la part des entreprises pèserait sur la reprise du PIB, en particulier en 2021. La reprise de l'activité se poursuivrait en 2022, avec une croissance toujours soutenue, à 5 %, portée essentiellement par le retour à la normale de la consommation privée avec la levée des mesures de restriction. Le plan de relance continuerait également à soutenir en 2022 l'investissement privé et public. L'activité retrouverait ainsi son niveau d'avant-crise à la mi-2022.

Les dernières prévisions de la Commission européenne établissent que l'activité économique française devrait enregistrer une croissance de 5,5 % en 2021. La France devant rebondir plus fortement que la plupart des autres pays de la zone euro.

Par ailleurs, on observe dès le mois de mai 2020 que la production industrielle rebondit significativement en Europe, et plus particulièrement en France. La baisse de la production constatée dans l'ensemble des secteurs a été plus modérée dans les biens d'équipement (-5,2 %), les industries agro-alimentaires (-2,1 %) et les industries extractives, énergie, eau (-1,9 %). Le climat des affaires se rétablit et après une chute générale de l'investissement en 2020, les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière interrogés par l'Insee en janvier 2021 prévoient un fort rebond de leur investissement, en hausse de 10 % en valeur. La reprise de l'investissement serait très dynamique dans la fabrication de biens d'équipement.

L'ensemble de ces éléments nous amènent à être optimistes. La France apparaît plutôt bien placée dans sa capacité à sortir de la crise de la Covid-19 et à rebondir.

Fig. 2 INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



Source : Eurostat

2

La France, une économie résiliente

20 LES INVESTISSEURS FONT CONFIANCE À LA FRANCE
POUR LEUR IMPLANTATION

31 DE NOMBREUX PARTENARIATS ET INVESTISSEMENTS
DE MODERNISATION CONSOLIDENT NOTRE ECONOMIE

34 COMMENT BUSINESS FRANCE A RÉPONDU
AUX BESOINS DES ENTREPRISES

LES INVESTISSEURS FONT CONFIANCE À LA FRANCE POUR LEUR IMPLANTATION

Dans un contexte de fort recul des investissements où les incertitudes pèsent sur l'économie mondiale, la France a fait preuve de résilience. La crise a interrompu la dynamique positive de 2019 mais n'a pas remis en cause l'attractivité du site France.

LA FRANCE A ATTIRÉ 1 215 NOUVELLES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER EN 2020

La France a attiré 1 215 nouvelles décisions d'investissement étranger en 2020, soit un recul de 17 % par rapport à 2019, un recul moindre que la tendance mondiale de 33%. Les emplois créés ou maintenus par les investissements des filiales étrangères ont également connu une baisse de 13 % par rapport à 2019. Le choc sur les créations d'emplois est néanmoins amorti car avec 34 567 emplois, **2020 est la deuxième meilleure année depuis 10 ans.**

Avec la crise sanitaire, le sentiment d'incertitude est prégnant, cependant, la confiance dans le site France est renouvelée. **90 % des cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France tirent un bilan positif de leur investissement en France.** Par ailleurs, 48 % d'entre eux considèrent que leur présence en France a tendance à se développer, 42 % qu'elle se maintient contre seulement 10 % qui estiment qu'elle diminue.

Cette dynamique des investissements s'inscrit dans un contexte de confiance réaffirmée par les décideurs économiques. Selon le Baromètre Kantar-Business France, près de neuf cadres dirigeants sur dix (85 %) estiment que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers.

Fig. 1 ÉVOLUTION DES PROJETS ET EMPLOIS ASSOCIÉS



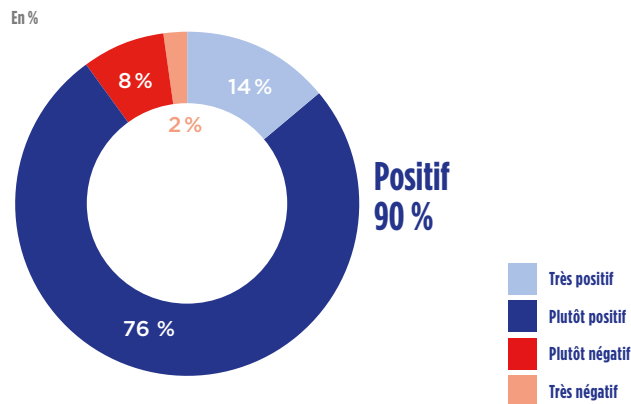
Source : Bilan France 2014 - 2020, Business France

RECENSEMENT DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES DÈS LE PREMIER EMPLOI

Le Bilan France de Business France recense l'ensemble des projets d'investissement étranger qui créent ou maintiennent des emplois en France, et comptabilise les emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination. Jusqu'en 2015, contrairement à d'autres agences de promotion européennes et de consultants privés, seuls les projets créateurs d'au moins 10 emplois étaient retenus. Ce critère de taille ne s'appliquait pas aux primo-implantations européennes et aux projets qui relèvent d'une activité à forte valeur ajoutée (R&D, design, ingénierie, quartiers généraux, conseil aux entreprises).

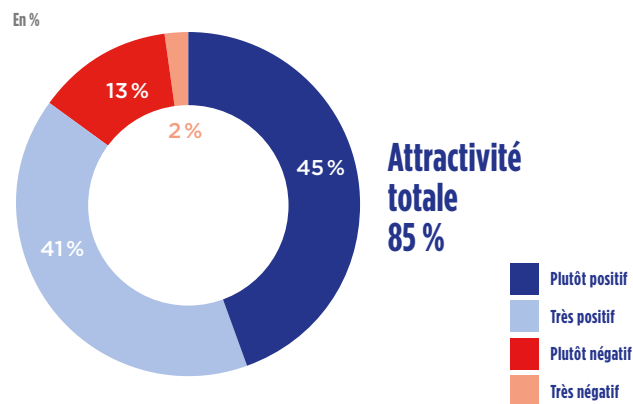
Pour mieux comprendre notre environnement concurrentiel et apprécier la réalité des investissements étrangers créateurs d'emploi, Business France a décidé depuis 2015 de comptabiliser les décisions d'investissement dès le 1^{er} emploi créé.

Fig. 2 DIRIEZ-VOUS QU'AU SUJET DE LEUR INVESTISSEMENT EN FRANCE, LES DIRIGEANTS DE VOTRE GROUPE TIRENT UN BILAN



Source : Baromètre Business France-Kantar de l'attractivité de la France 2020

Fig. 3 DIRIEZ-VOUS QUE LA FRANCE EST UNE DESTINATION ATTRACTIVE POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?



Source : Baromètre Business France-Kantar de l'attractivité de la France 2020

LES CRÉATIONS RESTENT MAJORITAIRES

La crise n'a pas affecté la typologie des investissements. Les décisions des nouvelles implantations en France restent majoritaires : 52 % de l'ensemble des investissements. Un tiers des projets de production concerne l'implantation des centres de décision. Alors que les investissements de création ont connu un recul de l'ordre de 17 %, elles ont progressé de 32 % dans les activités de production.

Les extensions illustrent le renouvellement de la confiance accordée au site France par les groupes étrangers déjà implantés sur le territoire français. Les projets d'extension sont les principaux pourvoyeurs d'emplois : ils représentent 50 % de l'ensemble des emplois associés aux investissements étrangers en France. La moitié des emplois induits par les extensions résulte majoritairement du développement des sites industriels déjà implantés sur le territoire.

Fig. 4 RÉPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS PAR NATURE DE L'INVESTISSEMENT EN 2020



Source: Bilan France 2020, Business France

RÉPARTITION DES PROJETS PAR NATURE DE L'INVESTISSEMENT EN 2020

	PROJETS				EMPLOIS			
	2020	2019	ÉVOLUTION	PART	2020	2019	ÉVOLUTION	PART
Création	637	768	-17 %	52 %	11 698	15 347	-24 %	34 %
Extension	504	610	-17 %	41 %	17 416	18 755	-7 %	50 %
Rachat-extension	30	37	-19 %	2 %	508	521	-2 %	1 %
Reprise	37	38	-3 %	3 %	4 217	3 392	24 %	12 %
Reprise-extension	7	15	-53 %	1 %	728	1 527	-52 %	2 %
Total général	1 215	1 468	-17 %	100 %	34 567	39 542	-13 %	100 %

Source : Bilan France 2020, Business France

LES MESURES DU PLAN DE RELANCE JUGÉES PERTINENTES POUR SOUTENIR LES INVESTISSEMENTS ET L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

Le plan de relance exceptionnel de 100 milliards d'euros sur deux ans est déployé par le Gouvernement autour de 3 volets principaux : l'écologie - l'objectif stratégique de ce plan - pour accompagner la transition vers une économie plus décarbonée et durable, la compétitivité pour donner aux entreprises les conditions les plus favorables pour développer leurs activités et ainsi préserver l'emploi, et la cohésion pour soutenir l'emploi des jeunes et garantir la solidarité entre les générations, entre les territoires, et entre tous les Français.

- **L'écologie : le premier volet du plan de relance mobilisera 30 milliards d'euros pour financer la transition écologique dans toutes ses dimensions.** Il s'appuiera sur la mise en œuvre de mesures de rénovation énergétique des bâtiments, de décarbonation des sites industriels, de développement d'infrastructures et des mobilités vertes, mais également un soutien accru aux énergies et technologies vertes, ainsi que des mesures en faveur de la biodiversité, de la transition agricole et de la lutte contre l'artificialisation des sols.
- **La compétitivité : le deuxième volet du plan de relance consacrera 34 milliards d'euros au renforcement de la compétitivité des entreprises,** notamment pour développer le tissu productif industriel dans les secteurs innovants, gagner en autonomie pour nos approvisionnements sensibles (accompagnement de la relocalisation de secteurs stratégiques) et ainsi consolider la puissance économique française et européenne. À cet égard, le

plan de relance comprend des mesures de baisse massive et pérenne des impôts de production (soit 20 milliards d'euros sur deux ans), de renforcement des fonds propres des TPE, PME et ETI à travers deux grandes mesures : (1) la création du label « France Relance », pour valoriser les véhicules d'investissement favorisant le renforcement du capital d'entreprises implantées en France et (2) la garantie publique accordée pour l'octroi de 20 milliards d'euros de prêts participatifs par les réseaux bancaires aux entreprises ayant un modèle viable à moyen terme mais fragilisées par la crise.

- **La cohésion : le troisième volet du plan, d'un montant de 36 milliards d'euros, sera dédié à la préservation et au développement des compétences, ainsi qu'à la cohésion sociale et territoriale.** Il visera à sauvegarder l'emploi et les compétences par le déploiement de l'activité partielle de longue durée assorti d'un plan de formation, à stimuler l'embauche, en particulier des jeunes, par le déploiement du plan « Un jeune, Une solution », et à renforcer la formation professionnelle. Il permettra également un plan massif d'investissement dans la santé, par la mise en œuvre des mesures d'investissement du Ségur de la santé. En outre, le plan de relance renforcera à la fois la cohésion sociale (soutien au pouvoir d'achat des ménages en grande précarité) et territoriale (inclusion numérique, plan de relance de la Banque des Territoires, revitalisation des commerces dans les centres urbains, soutien aux collectivités territoriales).

L'ensemble de ces mesures permettra de rehausser la croissance de 1,5 point dès 2021, notamment en soutenant le pouvoir d'achat des ménages, et en déployant des investissements publics ambitieux, mais également de préparer la croissance de la prochaine

décennie, en accélérant les transformations de notre économie vers un modèle plus compétitif, plus innovant, et plus prospère.

La plupart des mesures du plan de relance sont jugées pertinentes pour soutenir les investissements directs étrangers (IDE). Le programme d'investissement d'avenir de 11 milliards d'euros d'ici 2022 (pour 84 % des répondants) pour soutenir l'innovation et l'investissement dans les technologies d'avenir et la baisse des impôts de production (81 %) s'affirment comme les deux mesures les plus pertinentes aux yeux des cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France : au-delà de la question fiscale, il est important, à leurs yeux, de préparer l'avenir de l'économie française.

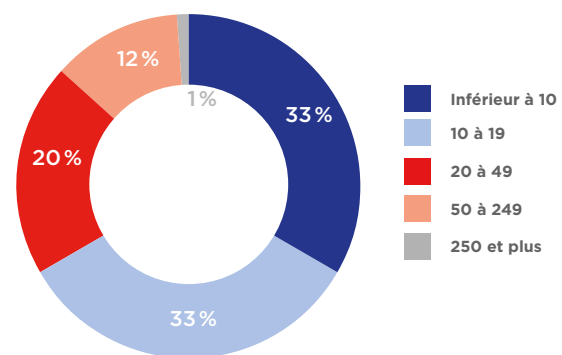
LA TAILLE MOYENNE DES PROJETS VARIE EN FONCTION DE LA NATURE DES ACTIVITÉS

En 2020, chaque projet d'investissement crée ou maintient 28 emplois en moyenne au niveau national, un niveau supérieur à celui de la période 2014-2019.

La taille moyenne varie fortement entre les fonctions et les secteurs. Elle est plus forte dans les services aux entreprises (47), les activités industrielles (42) ainsi que les activités de logistique (39). Dans la fonction production, la taille moyenne des projets est de 80 emplois pour l'industrie automobile et de 139 emplois pour le secteur aéronautique et naval. Pour les services, la taille moyenne du secteur du conseil est de 69 emplois et celle des logiciels et prestations informatiques est de 54 emplois.

En 2020, le nombre de projets d'investissement avec au moins 100 emplois représente 6 % (soit 74 projets) de l'ensemble des projets contre 4 % en 2018. Les deux-tiers des projets d'investissement créent moins de 20 emplois.

Fig. 5 RÉPARTITION DES PROJETS SELON LES EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS EN 2020



Source : Bilan France 2020, Business France

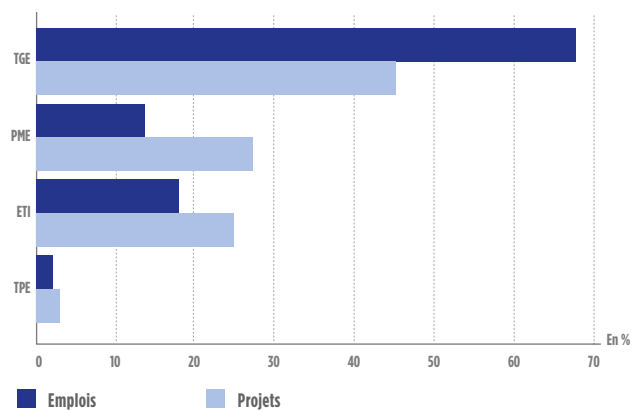
CONTRIBUTION CROISSANTE DES GRANDES ENTREPRISES À L'EMPLOI

Toutes les catégories d'entreprises ont été affectées par la crise et ont fait preuve d'attentisme en réduisant leurs décisions d'investissement en France.

En 2020, 45 % des projets sont portés par les très grandes entreprises (TGE, plus de 5 000 salariés), 25 % par les entreprises de taille intermédiaire (ETI, 250 à 5 000 salariés), 27 % par les petites et moyennes entreprises (PME, entre 10 et 250 salariés) et 3 % par les micro-entreprises.

La confiance dans le plan de Relance a conduit les entreprises à maintenir les emplois annoncés. À l'origine de 67 % des emplois créés, la part des emplois créés par les grandes entreprises a progressé de 5 points par rapport à 2019.

Fig. 6 RÉPARTITION DES PROJETS ET DES EMPLOIS EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE EN 2020



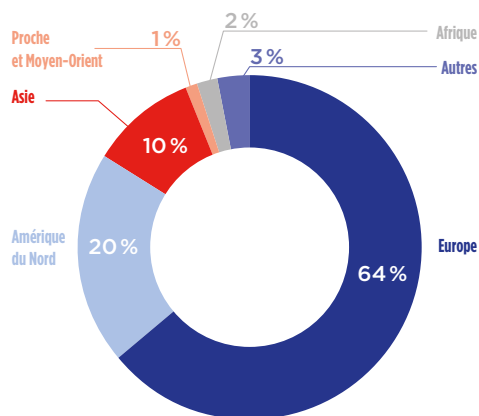
Source : Bilan France 2020, Business France

64 % DES INVESTISSEURS SONT EUROPÉENS

Les investissements en France sont issus de 60 pays différents en 2020.

Les investissements européens restent prédominants et représentent 64 % des investissements étrangers créateurs d'emploi en France. Viennent ensuite l'Amérique du Nord (20 %) et l'Asie (10 %).

Fig. 7 RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ORIGINE EN 2020



Source : Bilan France 2020, Business France

PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2020

PAYS	PROJETS				EMPLOIS			
	2020	2019	VARIATION	PART	2020	2019	VARIATION	PART
États-Unis	204	238	-34	16,8%	8 286	7 886	400	24%
Allemagne	201	228	-27	16,5%	3 938	4 946	-1 008	11,4%
Royaume-Uni	120	173	-53	9,9%	5 459	5 927	-468	15,8%
Italie	94	118	-24	7,7%	1 139	2 199	-1 060	3,3%
Pays-Bas	84	63	27	6,9%	1 173	1 590	-417	3,4%
Belgique	54	74	-20	4,4%	1 437	1 058	379	4,2%
Chine	53	65	-12	4,4%	1 697	1 364	333	4,9%
<i>dont Hong-Kong</i>	8	7	1	0,7%	216	62	154	0,6%
Espagne	49	45	4	4,0%	1 189	1 717	-528	3,4%
Suisse	46	76	-30	3,8%	2 390	2 290	100	6,9%
Japon	42	57	-15	3,5%	1 244	952	292	3,6%
Canada	35	51	-16	2,9%	1 648	1 584	64	4,8%
Danemark	30	28	2	2,5%	480	698	-218	1,4%
Suède	30	35	-5	2,5%	658	775	-117	1,9%
Irlande	15	10	5	1,2%	457	376	81	1,3%
Autriche	13	20	-7	1,1%	112	289	-177	0,3%
Turquie	12	10	2	1,0%	174	318	-144	0,5%
Luxembourg	11	23	-12	0,9%	141	759	-618	0,4%
Singapour	9	8	1	0,7%	130	83	47	0,4%
Inde	9	18	-9	0,7%	496	357	139	1,4%
Tunisie	8	7	1	0,7%	194	157	37	0,6%
Norvège	7	9	-2	0,6%	188	131	57	0,5%
Maroc	6	7	-1	0,5%	40	113	-73	0,1%
Corée du Sud	5	8	-3	0,4%	147	245	-98	0,4%
Brésil	4	8	-4	0,3%	23	54	-31	0,1%
Chili	4	3	1	0,3%	44	38	6	0,1%
Côte d'Ivoire	4	3	1	0,3%	86	20	66	0,2%
Finlande	4	10	-6	0,3%	79	315	-236	0,2%
Grèce	4	0	4	0,3%	45	0	45	0,1%
Portugal	4	6	-2	0,3%	31	357	-326	0,1%
Taïwan	4	4	0	0,3%	41	55	-14	0,1%
<i>Autres</i>	50	53	-3	4,1%	1 401	2 889	-1 488	4,1%
Total général	1 215	1 468	-253	100%	34 567	39 542	-4 975	100%

Source : Bilan France 2020, Business France

LES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS EN FRANCE RESTENT DYNAMIQUES EN 2020

Les États-Unis restent le principal pays investisseur et pourvoyeur d'emplois en France. Avec 204 projets recensés, ils sont à l'origine de 17 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France et d'un quart des emplois induits par ces investissements. Les entreprises américaines se distinguent par leur implication dans la R&D : elles sont à l'origine du quart des décisions d'investissement recensées dans cette fonction et de 30 % de l'emploi associé.

L'Allemagne se maintient au 2^e rang des pays investisseurs en France. Les filiales d'entreprises allemandes sont à l'origine de 16,5 % de l'ensemble des investissements (soit 201 projets). L'Allemagne est le premier pays investisseur dans les activités de production et est à l'origine de plus de 20 % des projets en logistique. Les entreprises allemandes ont réalisé près du tiers des investissements étrangers dans les points de vente, et sont à l'origine de 17 % des emplois liés à cette fonction. Les principales implantations concernent des enseignes telles que LIDL, Maxi Zoo et Aldi, attirées par la demande domestique du marché français.

Entre la crise sanitaire et l'incertitude qui a entouré le processus de sortie de l'Union européenne, la grande majorité des entreprises britanniques ont fait preuve d'un

fort attentisme avec une baisse déclarée des investissements en Europe de l'ordre de 35 % (Source : Baromètre Business France - Kantar de l'attractivité de la France). Avec 120 projets, les investissements britanniques ont ainsi chuté en France de l'ordre de 31 % et sont à l'origine de 10 % des projets et de 16 % des emplois induits. Les entreprises britanniques sont particulièrement présentes dans les points de vente, puisqu'elles sont à l'origine de 30 % des investissements et de 50 % des emplois dans cette fonction. Il s'agit principalement du déploiement de la présence de l'enseigne Action France, filiale de 3i Group, lancé depuis 2018.

En dépit de la crise sanitaire, les investissements italiens dans les activités de production et de R&D se sont maintenus en 2020. L'Italie est le 3^e investisseur dans les activités industrielles derrière l'Allemagne et les États-Unis, à l'origine de 10 % des investissements dans cette fonction. Les investissements italiens dans les activités de R&D ont doublé, et les entreprises italiennes sont à l'origine de 13 % des investissements étrangers dans la R&D.

À noter la dynamique des investissements des entreprises néerlandaises (+33 %, +21 projets) résultant d'une croissance des extensions de sites de production, notamment dans le secteur agro-alimentaire et du déploiement des salles de sport Basic Fit sur l'ensemble du territoire.

Enfin, d'autres pays investisseurs sont restés dynamiques durant la crise : l'Espagne (+9 %, +4 projets), le Danemark (+7 %, +2 projets) et l'Irlande (+50 %, +5 projets).

Ils investissent en France



MEDTECH
MEDTRONIC, ÉTATS-UNIS

Medtronic, l'un des leaders mondiaux dans les technologies médicales a renouvelé son attachement à la France en 2020 à travers d'importants investissements tels que l'extension de son site de production à Trévoux pour un montant de 3,5 M€, l'acquisition de Medicrea, une entreprise pionnière dans l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la chirurgie spinale pour 139 M€, et un partenariat technologique avec DeepSen, une entreprise spécialisée dans la recherche et le développement de solution thérapeutique digitale.



CONSEIL ET SERVICES AUX ENTREPRISES
POLL, CÔTE D'IVOIRE

POLL entre sur le marché international des études d'opinions avec la marque POLL DATA, une plateforme multinationale big data d'expression, d'étude et d'analyse de l'opinion publique lancée dans 45 pays en phase 1. POLL, c'est deux leviers de croissance appuyés sur les secteurs du divertissement et de la néo-banque (POLL JEUX, POLL FINANCES) et plusieurs autres marques comme POLL EDUCATION, POLL MUSIC, POLL CONSO. Ce projet va permettre la création d'au moins quarante emplois sur trois ans dont dix en R&D et une centaine d'ici cinq ans.



DISPOSITIFS MÉDICAUX
BECTON DICKINSON, ÉTATS-UNIS

Fabricant et distributeur mondial de technologies médicales (Medtech), dont le siège est basé aux États-Unis, Becton Dickinson a annoncé en 2020 un investissement de 176 M\$ sur son site de Pont de Claix (Auvergne-Rhône-Alpes). Ce site fait figure de centre de référence pour la production de seringues pré-remplissables (plus de 1 million/jour) et héberge le centre de R&D mondial pour cette unité de Business. Dans le prolongement de cette annonce, Becton Dickinson prévoit également un renforcement de sa présence sur le territoire avec le recrutement de 90 personnes



AGRO-ALIMENTAIRE
PLUKON, PAYS-BAS

DUC (815 salariés en France), acteur majeur du secteur de la volaille en France, est passé dans le giron du groupe néerlandais PLUKON en 2017 et s'est engagé depuis cette date sur la voie de la restructuration. Depuis septembre 2019 l'entreprise présente un résultat net positif. L'augmentation du capital ainsi que les investissements réalisés portent donc leurs fruits et permettent à DUC de développer ses activités : en 2020, le principal site de l'entreprise, situé dans l'Yonne, a encore vu ses effectifs croître de 12 nouveaux collaborateurs et a réalisé des investissements de capacité, préparant ainsi l'avenir du site.



LOGICIELS
SCHIBSTED, NORVÈGE

Le groupe norvégien de petites annonces en ligne Adevinta, spin-off de la société de médias Schibsted et propriétaire de leboncoin Groupe, a ouvert un nouveau bureau à Paris. Ces nouveaux locaux permettront au groupe de poursuivre sa croissance (création de 100 emplois). Cet investissement devrait contribuer à renforcer la position du site de petites annonces, qui figure déjà parmi les dix sites les plus visités en France.



MATÉRIELS FERROVIAIRES
SIEMENS, ALLEMAGNE

Depuis quelques années, le groupe allemand s'inscrit dans une dynamique qui consiste à accélérer ses investissements dans les secteurs d'avenir tels que la mobilité électrique, les bâtiments intelligents, l'automatisation et le stockage de l'énergie. Dans ce cadre, sa filiale France a recruté 850 personnes en 2020 dont 450 en CDI notamment sur les sites franciliens de Saint-Denis, où se trouve le siège France (117 recrutements), de Vélizy, centre de compétence pour le développement de systèmes d'extinction automatique et de détection incendie dans les domaines aéronautique, ferroviaire et du bâtiment (34 recrutements) et de Châtillon, où se trouvent les activités liées aux systèmes de métros automatiques y compris les activités de R&D dans ce segment (80 recrutements) ainsi qu'à Toulouse (74 recrutements) en région Occitanie. Les profils recrutés vont de niveau bac+2 à ingénieur dans les domaines de l'efficacité énergétique, du logiciel, de la cybersécurité, des systèmes embarqués, du Big Data, etc.



AGRO-ALIMENTAIRE
BARILLA, ITALIE

Le groupe Barilla est présent en France depuis plus de 50 ans. Il compte près de 2 000 employés et réalise en France un CA de 600 M€ (2019). Le groupe détient 5 sites de production ainsi que plusieurs centres logistiques sur le territoire. En juillet 2020, Barilla a annoncé un plan exceptionnel d'investissement d'une trentaine de millions d'euros sur la période 2020-2022, dont 26,4 M€ consacrés à la création d'une nouvelle ligne de production de pain Harrys « 100 % mie » (sans croûte) en Pays de la Loire. Le groupe a également réalisé l'extension de la fabrication de produits sucrés biologiques en Hauts-de-France ainsi que l'extension de la capacité de stockage (+2 000 m²) de l'usine basée en Centre-Val de Loire. À noter enfin que le groupe Barilla réalise chaque année des investissements courants s'élevant à 12 M€, pour la modernisation des équipements industriels de Barilla France. Au total, le groupe Barilla a investi en France 200 M€ ces 10 dernières années.



PRESTATIONS INFORMATIQUES
CGI, CANADA

Fondé en 1976, CGI est l'un des plus importants fournisseurs indépendants de services en technologies de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires dans le monde. Premier investisseur canadien en France (12 000 collaborateurs et consultants en France), CGI a annoncé l'embauche de 2 800 personnes en France en 2020. Malgré la crise, la plus européenne des entreprises du service numérique du continent américain a poursuivi ses projets de croissance externe, avec notamment le rachat de l'entreprise bretonne Meti, l'embauche de jeunes talents notamment issus de son École du Développeur en France : U'DEV. Entièrement financée par CGI via des contrats de professionnalisation, cette formation donne à ses 200 élèves l'opportunité d'intégrer à terme une entreprise du numérique, en alternance, avec à la clé un poste en CDI.



AÉRONAUTIQUE
COLLINS AEROSPACE (RAYTHEON TECHNOLOGIES CORPORATION), ÉTATS-UNIS

Acteur majeur de l'aéronautique française avec 4 000 salariés sur le territoire dont 700 ingénieurs répartis sur 18 sites, Collins Aerospace a mis en service à Figeac (en Occitanie) le Centre d'Excellence Hélices comprenant un nouveau bâtiment de 2 300 m² pour le développement, le test et la qualification des nouvelles technologies ainsi que pour la fabrication de pales composites. Cet investissement à hauteur de 32 M€ et réalisé avant la crise de la Covid couvre le développement, les tests et la fabrication et pourrait amener les effectifs du site à augmenter d'une centaine de personnes d'ici 2023. Cette initiative a valu à Collins d'obtenir le prix Choose France « Compétitivité & Innovation » décerné en décembre 2020.



LOGISTIQUE
DEUTSCHE POST DHL GROUP, ALLEMAGNE

Dans le cadre de la modernisation de son réseau hexagonal et en réponse à l'essor sans précédent du commerce électronique, le leader mondial des services postaux et logistiques a décidé d'investir 170 M€ dans son nouveau HUB de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle. Cette installation, qui entrera en service en octobre 2021, aura une capacité de 38 000 colis par heure et accueillera entre 500 et 600 employés (environ 50 nouveaux recrutements), qui interviendront sur une surface d'exploitation de 34 000 m².



NAVAL
HANSEYACHTS, ALLEMAGNE

Privilège marine, constructeur de catamarans haut de gamme, localisé aux Sables d'Olonne (Pays de la Loire), bénéficie de l'appui d'un actionnaire industriel puissant depuis 2017 : le groupe allemand HanseYachts. Le site du chantier Privilège aux Sables d'Olonne ayant accueilli le lancement de plusieurs nouveautés de Catamarans a profité au constructeur qui a recruté 55 collaborateurs en 2020 et anticipe déjà l'embauche d'une quarantaine de personnes sur le premier semestre 2021. Un objectif de 250 salariés d'ici fin 2022, contre 165 aujourd'hui, est annoncé.



COMMERCE ET DISTRIBUTION
PURE ELECTRICS, ROYAUME-UNI

Pure Electric Ltd est une entreprise britannique spécialisée dans la vente de scooters et vélos électriques. Après avoir ouvert en 2020 les premiers magasins de l'entreprise au Royaume-Uni, Pure Electric a souhaité se positionner en parallèle à travers l'Europe y compris en France qui offre d'après l'entreprise des opportunités importantes en matière de nouvelles mobilités. Fin 2020, l'entreprise a ainsi ouvert son premier magasin sur notre territoire à Paris, en marquant le début d'une expansion dynamique en France à commencer par environ 10 points de vente sur 3 ans en région Ile-de-France. Le projet va permettre de créer plus de 85 emplois sur 3 ans, y compris 8 liés au bureau commercial en France.

LE BREXIT IMPACTE LES STRATÉGIES D'IMPLANTATION DES FIRMES MULTINATIONALES

L'accord concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ouvre la voie à une période de négociations qui maintient les incertitudes pour les investisseurs et les entreprises. En conséquence directe, les cadres dirigeants (64 %) sont nombreux à revoir leur stratégie d'implantation au profit d'un autre pays européen. Cette stratégie vise à garantir une présence sur le marché unique européen et bénéficier ainsi de la libre circulation intra-européenne des biens et des services. L'Allemagne (49 %) et la France (44 %) apparaissent très clairement comme les grands bénéficiaires d'un possible changement de stratégie dans le cadre du Brexit.

Si le lien entre l'essor des investissements britanniques au cours des dernières années et le Brexit semble clair, les entreprises britanniques, et notamment les grands groupes, restent très discrets et réticents à communiquer sur les motivations "Brexit" de leur stratégie de développement international. Le Brexit est par ailleurs souvent un facteur parmi d'autres dans les arbitrages d'investissement des entreprises.

Au sein de l'Europe, sur la période 2018-2020, les investissements dits « Brexit » résultent principalement des États-Unis (40 %) et du Royaume-Uni (29 %). Les activités concernées par ces stratégies d'implantation relèvent majoritairement des services bancaires et financiers qui représentent près de la moitié (43 %) des investissements liés au Brexit. Vient ensuite le conseil et services aux entreprises qui comptabilise 16 % des projets (Source : Observatoire Europe, Business France).

LA FRANCE TIRE SON ÉPINGLE DU JEU

En France, l'impact du Brexit sur la stratégie d'implantation des firmes se confirme : une quarantaine de projets d'investissement recensés au Bilan France entre 2019 et 2020 sont liés au Brexit. Les investissements réalisés proviennent principalement des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, et du Canada. Les projets dits Brexit en France correspondent pour 48 % à des relocalisations d'une partie des activités/effectifs depuis Londres et pour 52 % du renforcement des sites déjà présents en France. Les projets de relocalisation concernent

majoritairement le secteur des services financiers.

Le secteur des services financiers a enregistré une nette progression au cours des dernières années du fait du risque de perte du passeport européen. Parmi les projets les plus significatifs on peut citer les projets des grands établissements britanniques tels que Barclays ou HSBC (mais dont le transfert annoncé de 1 000 emplois a été suspendu) ou le déménagement à Paris en 2019 du siège de l'agence bancaire européenne (150 emplois). D'autres secteurs dynamiques sont le secteur des logiciels et prestations informatiques, avec à titre d'exemple le développement en France de SCC-Rigby Group, qui a renforcé en 2019 sa présence sur le centre de support d'infrastructures informatiques à Valenciennes (100 emplois supplémentaires) ou le groupe Computacenter (ouverture d'un nouveau centre de services à Perpignan, 150 emplois).

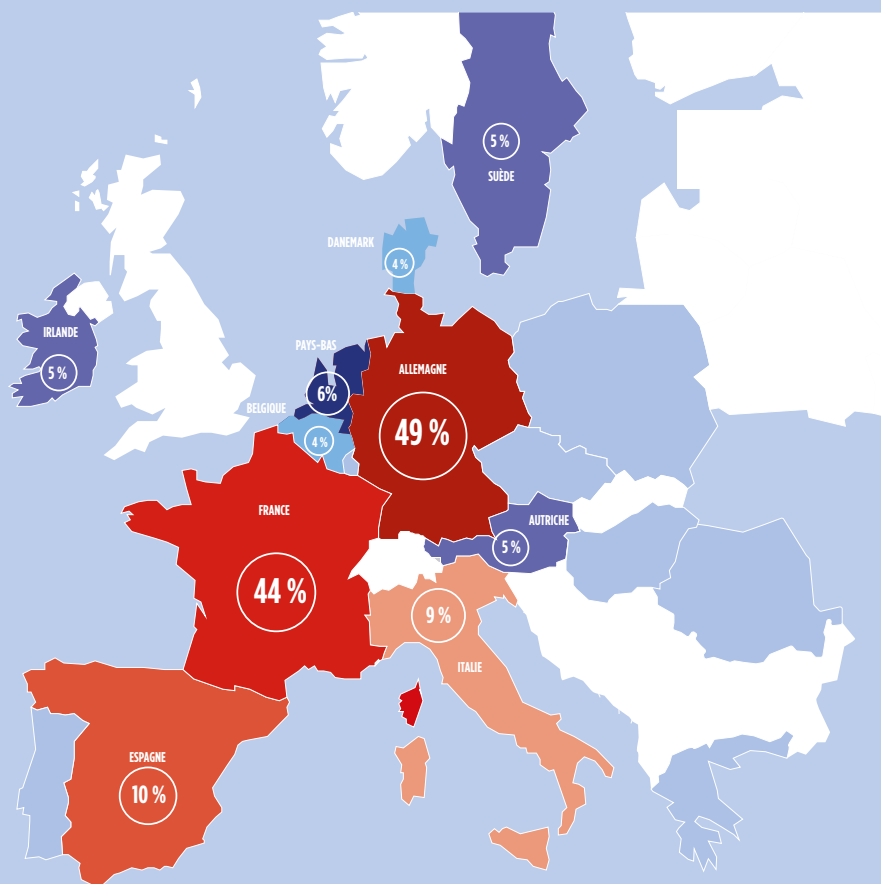
La France a également montré son attractivité pour les projets de production. Les dernières années ont été caractérisées par une augmentation des investissements industriels britanniques en France avec notamment de nombreuses reprises de sites en difficultés par des investisseurs britanniques. On peut citer l'investissement, début 2020, du groupe AstraZeneca dans son usine de Dunkerque (100 emplois créés) ; ou encore la reprise du site Smart à Hambach dans la région Grand Est par le groupe Ineos Automotive, la branche automobile d'Ineos, premier fabricant pétrochimique du Royaume-Uni, pour fabriquer son véhicule tout-terrain 4x4 Grenadier.

DUBLIN, LUXEMBOURG, FRANCFORT ET PARIS SONT LES PRINCIPALES BÉNÉFICIAIRES DU TRANSFERT DES ACTIVITÉS DES SERVICES FINANCIERS.

Selon les dernières données de l'étude « Financial Services Brexit Tracker » d'EY, 43 % des entreprises de services financiers ont déménagé ou prévoient de déménager certaines opérations du Royaume-Uni vers l'Europe, ce qui devrait porter le nombre de transferts d'emplois liés au Brexit à près de 7 600. Depuis le référendum, 24 sociétés de services financiers (10 banques, 9 compagnies d'assurance et 5 gestionnaires de fortunes et d'actifs) ont déclaré publiquement qu'elles allaient transférer près de 1,3 trillion de livres sterling d'actifs britanniques vers l'UE.

Fig. 8 BREXIT : PAYS EUROPÉENS VERS LESQUELS LES ENTREPRISES SE RETOURNERONT LE PLUS

Parmi les pays bénéficiaires d'un changement de stratégie d'implantation lié au Brexit, l'Allemagne et la France se distinguent très clairement comme des alternatives prioritaires, confirmant par là l'attractivité importante de ces deux pays à l'échelle européenne.



Source : Baromètre Business France - Kantar de l'attractivité de la France



Dublin, Luxembourg, Francfort et Paris sont les principales bénéficiaires du transfert des activités des services financiers. Dublin reste la destination la plus populaire pour les relocalisations de personnel et les nouvelles plateformes ou bureaux européens, avec 36 entreprises de services financiers déclarant qu'elles envisagent ou ont confirmé la relocalisation de leurs opérations et/ou de leur personnel. Luxembourg est la deuxième destination la plus populaire et a attiré 29 entreprises au total ; Francfort a attiré 23 entreprises. 20 entreprises disent envisager ou avoir confirmé la

relocalisation de leurs opérations et/ou de leur personnel à Paris, dont 14 sont des banques universelles, des banques d'investissement ou des sociétés de courtage.

DE NOMBREUX PARTENARIATS ET INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION CONSOLIDENT NOTRE ÉCONOMIE

Notre procédure de recueil des données identifie de multiples formes d'implantation des entreprises sous contrôle étranger, qui illustrent la diversité des stratégies d'internationalisation des firmes multinationales. Les investissements financiers les plus nombreux recensés en 2020 sont les fusions-acquisitions, les investissements de modernisation ou de pérennisation, ainsi que les partenariats commerciaux, technologiques.

LES INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION OU DE PÉRENNISATION

Les investissements de modernisation ou de pérennisation visent à acquérir de nouveaux moyens de production afin de remplacer un matériel obsolète, d'accroître les capacités de production ou d'améliorer la productivité des entreprises. Ces investissements permettent également de « conforter » l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme.

En 2020, Business France et ses partenaires territoriaux ont recensé près de 100 décisions d'investissement de modernisation. En hausse de 62 % par rapport à 2019, ces investissements concernent majoritairement (83 %) des sites de production dans les secteurs de l'automobile (19 %), de l'agro-alimentaire (18 %) et des machines et équipements mécaniques (12 %).

Ces investissements recouvrent des flux dont le montant est supérieur à 960 M€. Ils ont pour objet de moderniser les lignes de production pour diversifier l'activité ou conquérir de nouveaux marchés,

Face à l'arrêt brutal de l'ensemble de la filière automobile du fait de la crise sanitaire,

32 entreprises de la région Bourgogne-Franche-Comté ont déjà pu bénéficier du plan de relance. C'est une filière de premier plan pour la région Bourgogne-Franche-Comté puisque celle-ci comptabilise (hors intérim) 40 000 salariés, soit près du tiers de l'emploi industriel régional.

Ainsi, ce ne sont pas moins de 6 filiales de groupes étrangers qui ont investi en bénéficiant du fonds de soutien que ce soit pour des projets de modernisation ou de pérennisation :

- FPT Powertrain Technologies France (CNH Industrial, Royaume-Uni) : un projet visant à augmenter la capacité productive des motorisations gaz sur le site qui est aujourd'hui le seul à produire toute la gamme lourde du groupe.
- Fruehauf (Wielton, Pologne) : un projet visant à pérenniser l'activité de la ligne d'assemblage par soudure des longerons qui sont les pièces maîtresses de résistance pour les semi-remorques en modernisant leur outil de production.

- Schrader (Pacific Industrial, Japon) : trois projets pour l'acquisition de plusieurs machines permettant de réduire les coûts de production, de rester compétitif et de maintenir la fabrication de valves sur le site de Pontarlier.
- SJM Eurostat (Do Yee International, Singapour) : un projet visant à améliorer la productivité et la compétitivité du site pour la modernisation des outils de production, la mise en place d'une plateforme logistique et la dématérialisation de toutes les fonctions de l'entreprise.
- SMRC (Motherson, Inde) : un projet visant à accélérer la modernisation et la transformation digitale du site de Rougegoutte en vue d'accroître les performances du site et d'améliorer le service client.
- Streit Mécanique (Mei ta Industrial Co Ltd, Taïwan) : un projet visant à transformer les lignes de production pour diversifier l'activité, gagner en efficacité et conquérir de nouveaux marchés (moteurs électriques, piles à combustibles).

d'améliorer la productivité des sites, d'intensifier l'activité de production afin de faire face à une demande croissante, d'acquérir une nouvelle cuverie pour le vin, d'investir dans des nouvelles lignes de soudage, d'améliorer l'impact environnemental, de s'adapter aux nouvelles réglementations, de développer la robotisation et d'améliorer le fonctionnement général du site.

LES PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un nouveau mode d'internationalisation des entreprises. Une vingtaine de partenariats

technologiques ont été accompagnés par Business France et ses partenaires territoriaux en France en 2020. Ces investissements concernent majoritairement des activités de R&D et d'ingénierie.

LES PARTENARIATS COMMERCIAUX

Au nombre d'une dizaine, les partenariats commerciaux consistent pour les entreprises à mettre en commun leurs forces de travail, leurs ressources ou leurs partenaires afin de développer leur activité commerciale. Ces partenariats sont sectoriellement dispersés et concernent principalement les activités de services aux entreprises, et les activités de production.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES INSIGHT ENTERPRISES, ÉTATS-UNIS

L'intégrateur Insight Enterprises a fait l'acquisition en 2020 de l'entreprise française de conseil et services vNext, un des leaders du marché de conseil numérique et de services Cloud. Grâce à cette acquisition, Insight renforce ainsi sa présence en Europe et sa capacité à fournir des services de conseil afin de mieux soutenir les initiatives de transformation digitale sur le marché français.



AUTOMOBILE CLARIOS SARREGUEMINES, IRLANDE

Clarios Sarreguemines, filiale de l'Américain Clarios, investit sur son site lorrain de fabrication de batteries. Les batteries Clarios peuvent être recyclées à hauteur de plus de 90 % via un processus de recyclage performant et sont vendues dans plusieurs pays européens. L'investissement de 3,7 M€ sur le site lorrain participe à la modernisation du processus de production vers plus d'automatisation et d'ergonomie.

Ils investissent en France



AUTOMOBILE
INEOS, ROYAUME-UNI

Ineos Automotive, la branche automobile d'Ineos, premier fabricant pétrochimique du Royaume-Uni, a confirmé l'acquisition du site allemand Daimler situé à Hambach dans la région Grand Est pour fabriquer son véhicule tout-terrain 4x4 Grenadier. Ineos continuera à fabriquer sur le site la Smart EQ fortwo et certains composants Mercedes-Benz, préservant ainsi 1 300 emplois au total dans la région. Le groupe commencera à produire le Grenadier fin 2021 avec un lancement commercial prévu pour 2022.



ÉNERGIE ET RECYCLAGE
PREMIER TECH, CANADA

Afin d'accélérer sa croissance en France, le groupe canadien Premier Tech – qui conçoit et fabrique des solutions écoresponsables et durables pour le traitement et la valorisation de l'eau – s'est récemment établi en Bourgogne-Franche-Comté, avec l'acquisition de la société EPARCO située dans l'Yonne. Elle a également fait l'acquisition des entreprises Aqua Assainissement SAS et AMI Assainissement SAS, de même que l'acquisition des actifs de Neve Environnement, toutes établies en Saône-et-Loire. En plus de pérenniser plus d'une vingtaine d'emplois, ces acquisitions permettront à Premier Tech de diversifier son offre commerciale et d'intensifier son développement sur le marché français.



COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
STMICROELECTRONICS, SUISSE

Né en 1987 de la fusion de l'Italien SGS Microelectronics et du Français Thomson-semiconducteur, STMicroelectronics est leader mondial de la fabrication et commercialisation de puces électroniques (semi-conducteurs). Le groupe a réalisé 8,41 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 et emploie 46 000 collaborateurs au niveau mondial dont plus de 10 000 personnes en France. Alors qu'il s'est recentré avec succès lors des dernières années sur les composants pour la mobilité électrique et les objets connectés, l'arrivée de la 5G lui ouvre des perspectives de marché gigantesque. Le groupe a ainsi procédé en 2020, au rachat des sociétés françaises Exagan, Be Spoon et Somos Semiconductor, et a également créé plusieurs centaines d'emplois en France en 2020.



AGRO-ALIMENTAIRE
CASA TARRADELLAS, ESPAGNE

L'Espagnol Casa Tarradellas, maison mère de la marque Herta, investit sur son site alsacien de Illkirch-Graffenstaden, spécialisé dans la production alimentaire à base de viande. Grâce à son investissement de 25 M€ annoncé en 2020, le groupe va moderniser le site, se doter de capacité additionnelle, et agrandir le « laboratoire qualité ».

COMMENT BUSINESS FRANCE A RÉPONDU AUX BESOINS DES ENTREPRISES

LA TEAM FRANCE INVEST, L'ALLIANCE DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITÉ

La Team France Invest réunit tous les acteurs publics de l'attractivité, en s'appuyant sur les bases déjà établies par Business France et les Agences Régionales de Développement, ces dernières agissant comme Correspondantes Chefs de File en Région. Elle répond à un impératif d'agilité et de plus grande efficacité de l'action publique en faveur des investisseurs internationaux.

La Team France Invest est lancée officiellement et publiquement le 26 février 2021 par Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité et Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie.

LA TEAM FRANCE INVEST EST UNE MÉTHODE DE TRAVAIL COLLECTIVE ET COLLABORATIVE AVEC POUR PRINCIPES CARDINAUX :

- Un impératif d'agilité et d'efficacité
- Une co-construction d'actions sur la base des besoins spécifiques des Régions
- Un souci d'évaluer les dispositifs mis en place

BUSINESS FRANCE ET LES AGENCES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT METTENT EN PLACE DES MOYENS DE COMMUNICATION ET RENFORCENT LES OUTILS DE COORDINATION AVEC :

- Les Présidents de Région et leurs services
- Les Services économiques des Ambassades à travers la convention entre BF et la DG Trésor
- Les préfets de région et l'ensemble des services déconcentrés de l'État : SGAR, CDPR, RUI, CRP, SISSE, DRAAF
- Les services centraux des ministères MEFR, MEAE, MCT, MINAGRI et MTE
- Les opérateurs clés de l'État, tout particulièrement l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), ainsi que la Banque des territoires et Bpifrance.

In fine, l'action partenariale de la Team France Invest vise à mieux détecter et accompagner les projets d'investissement étranger qui créent de l'emploi et de la valeur ajoutée sur les territoires français.

Une feuille de route partagée et des outils dédiés

ANTICIPER les besoins des territoires et des investisseurs déjà présents.

Collecter et remonter des informations sur les besoins des entreprises.

Cartographier des implantations étrangères dans les territoires.

Suivre conjointement plus de 200 comptes prioritaires par Business France et les CCFR.

Aider à la reprise d'entreprises en difficultés.

• **ACCÉLÉRER** en accompagnant les nouveaux investisseurs.

• Mise en place d'actions de promotion de sites industriels clés en main.

• Mise en relation des entreprises françaises en croissance vers les investisseurs étrangers.

• Mise à disposition de fiches argumentaires présentant les atouts des territoires dans des filières stratégiques et plans de relance.

• **ANIMER** les échanges entre partenaires.

• Mise en valeur des territoires sur le site choosefrance.fr.

• Réalisation d'actions coordonnées de communication en s'appuyant sur le label "Choose France" à l'étranger.

• Information large des atouts territoriaux en infrastructures, équipements et immobiliers structurants.

UNE ÉQUIPE DÉDIÉE À L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

L'ACTION DE BUSINESS FRANCE AU CŒUR DE L'ATTRACTIVITÉ

94 actions de co-prospection et de communication ont été organisées dans le monde avec les régions françaises pour valoriser les atouts des territoires auprès des investisseurs et influenceurs. 80 opérations de promotion de l'attractivité française ont ainsi été organisées dans le monde par les équipes de Business France. En 2020, plus de 5 500 investisseurs internationaux prospectés. Business France présent dans 55 pays a présenté 1 212 offres territoriales proposées par les Agences régionales de développement en réponse aux projets d'investissement détectés par Business France via la plateforme COSPE «place de marché» administrée par Business France. En 2020, 1 560 projets d'investissement étrangers ont été identifiés par Business France et diffusés aux territoires ;

CONTRIBUTION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR À LA PROSPECTION

Pour l'année 2020, 59 projets ont été détectés par le réseau des Services Économiques de la Direction générale du Trésor et diffusés aux régions via la plateforme gérée par Business France. C'est seulement 2 projets de moins que l'année précédente, et ce malgré le fort impact de la crise Covid-19 sur les projets d'investissement étrangers. Ces 59 projets ont un potentiel d'au moins 1 386 emplois créés et 4 811 emplois maintenus, soit un ratio de 105 emplois créés ou maintenus par projet (98 en 2019). Dans le détail, 55 % des projets recensés concernent des investisseurs situés en Europe, 19 % en Asie, 14 % en Amérique du Nord, le reste en Afrique et au Moyen-Orient. 44 % sont des projets de production et R&D, 29 % des projets de sièges sociaux et de centres de décision, le reste des projets de logistique et de distribution. Enfin, 60 % des projets concernent le secteur industriel (notamment énergie, santé et BTP/construction), et 40 % des projets de services (notamment les services financiers/bancaires et les logiciels/prestations informatiques).

Parmi les projets détectés par la Direction générale du Trésor, nous pouvons citer le cas d'un groupe suisse fabricant de masques qui a décidé d'investir dans une usine de production de masques chirurgicaux et de masques FFP2 en Bretagne à Ploufragan, avec à terme la création de 120 emplois, et un objectif de production à 3 ans de 300 millions de masques par an. Le groupe a déjà investi plus de 15 M€ dans l'acquisition et la réhabilitation du site, et in fine, ce seront 30 M€ qui seront investis au total avec un pôle de R&D qui viendra compléter la production.

CONNECTER

Business France informe les investisseurs sur les opportunités existantes dans tous les secteurs ainsi que sur les aides publiques dont ils peuvent bénéficier. Des experts sectoriels et du cadre réglementaire peuvent également les orienter vers les solutions personnalisées.

Depuis 2017, Business France a facilité l'installation en France de près de 4 500 talents internationaux et leur famille. Plus de 1,5 million de visiteurs sur le site « Welcome to France » depuis 2017.

78 Sites industriels clés en main au 31 décembre 2020, purgés de toutes les autorisations administratives et disponibles immédiatement pour les investisseurs.

ACCÉLÉRER

En moyenne, 23 décisions d'investissement ont été recensées chaque semaine en France l'année dernière.

Business France est à l'origine de 56 % des projets d'investissement internationaux en France.

COMITÉ D'ORIENTATION ET DE SUIVI DES PROJETS ÉTRANGERS (COSPE)

Le **COSPE** est l'instance au sein de Business France qui est en charge de la qualification des projets d'IDE identifiés par le réseau Business France à l'étranger puis de leur diffusion auprès des territoires (Agence Régionale de Développement Économique) et enfin du contrôle qualité du suivi de ces projets jusqu'à leur aboutissement. Le **COSPE** est également le garant de l'équité entre les territoires. Chaque ARD (Correspondant Chef de File en Région) nomme un ou plusieurs correspondant(s) **COSPE** dûment habilité(s) à participer à la session hebdomadaire du Comité et à coordonner les partenaires infrarégionaux.

Le **COSPE** permet donc une diffusion équitable et fluide des projets vers les territoires en mettant en adéquation des offres territoriales adaptées aux besoins des investisseurs étrangers.

Détection d'un projet par un chargé d'Affaire Business France → Rédaction d'un cahier des charges du projet à destinations des CCFR

Remise des offres d'implantation préparées les CCFR → Décision d'implantation

3

Attractivité territoriale en 2020

38 LES INVESTISSEMENTS SE RÉPARTISSENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

46 L'ATTRACTIVITÉ SE CONFORTE DANS LES FONCTIONS STRATÉGIQUES
À FORTE VALEUR AJOUTÉE

58 DES PROJETS SECTORIELLEMENT DIVERSIFIÉS

64 UNE ATTRACTIVITÉ DIFFÉRENCIÉE SELON LES SPÉCIALISATIONS RÉGIONALES

LES INVESTISSEMENTS SE RÉPARTISSENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

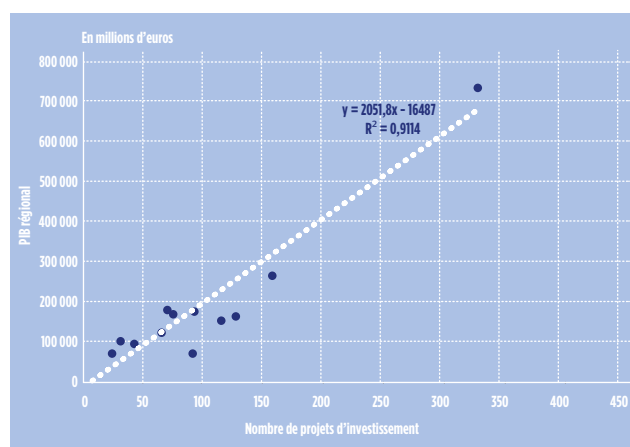
La diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité. Les décisions d'investissement prises en 2020 se répartissent sur l'ensemble du territoire et vont générer de l'emploi dans la quasi-totalité des régions françaises.

LES MÉTROPOLIS CONTRIBUENT À L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

La répartition des projets rend compte à la fois de la force d'attraction des grandes métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs. Dans la compétition intra-européenne pour la localisation de l'investissement étranger, le dynamisme économique des régions et des métropoles constitue un facteur souvent décisif.

En termes de projets, l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, les Hauts-de-France, l'Occitanie, le Grand Est et la Bourgogne-Franche-Comté accueillent les trois-quarts des décisions d'investissement. Le processus d'agglomération des activités économiques et des projets d'investissement dans les métropoles n'est pas une spécificité française.

Fig. 1 CORRÉLATION ENTRE L'INVESTISSEMENT ET LA TAILLE ÉCONOMIQUE DU MARCHÉ



Source : Bilan France 2020, Insee ; Calculs Business France

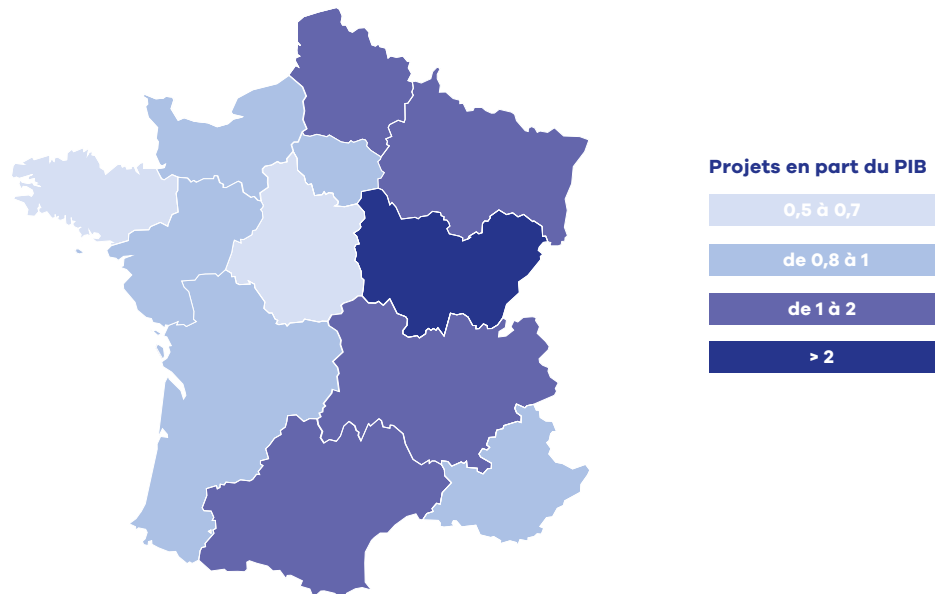
La taille économique des territoires est un déterminant essentiel du choix de localisation des investissements étrangers. L'économie reste toujours un facteur déterminant pour le dynamisme d'une ville. Ainsi, le nombre de projets d'investissement dans chaque région est corrélé au montant du PIB régional. Une relation forte (bien que moindre) existe aussi entre le nombre de créations d'emplois et le PIB régional.

L'attractivité des aires urbaines s'explique aussi par la conjugaison de divers éléments : le capital humain, la connectivité, la mobilité, les offres de formation et de soins, la qualité de vie, etc. Au final, les territoires qui ont su créer les conditions d'accueil favorables au développement des entreprises et à l'arrivée de nouvelles populations se distinguent réellement.

Ainsi, l'attractivité économique de l'Île-de-France et des principales métropoles ne se fait pas au détriment

des autres régions françaises. Si l'on mesure l'attractivité des régions en fonction de leur taille économique, les estimations mettent en exergue que la Bourgogne-Franche-Comté, les Hauts-de-France, le Grand Est, l'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Occitanie, accueillent une part des investissements étrangers supérieure à leur taille économique respective (poids dans le PIB national). Les Pays de la Loire ont une attractivité correspondant à leur taille économique.

Fig. 2 INDICE D'ATTRACTIVITÉ DES RÉGIONS EN FONCTION DE LEUR PIB



Grille de lecture : La région Grand Est a un indice d'attractivité égal à 1,2, cela signifie que la part des investissements étrangers accueillie par cette région est supérieure à son poids économique.

Source : Bilan France 2020, Business France

MÉTHODOLOGIE

INDICE D'ATTRACTIVITÉ RÉGIONALE

Il s'agit d'identifier l'attractivité et le potentiel d'attractivité d'une région française en prenant en compte son poids économique. L'indice d'attractivité régionale correspond à la part des projets reçus par ce territoire, rapportée à la part de cette région dans le PIB national français.

Un indice supérieur à 1 signifie que la région est plus attractive que sa taille économique pour les investisseurs étrangers, inversement un indice inférieur à 1 signifie que la région n'est pas aussi attractive que son poids dans l'économie française.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES EMPLOIS

En termes d'emplois créés ou maintenus, les principales régions d'accueil sont l'Île-de-France (28 % du total national), les Hauts-de-France (14 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (12 %) et le Grand Est (12 %).

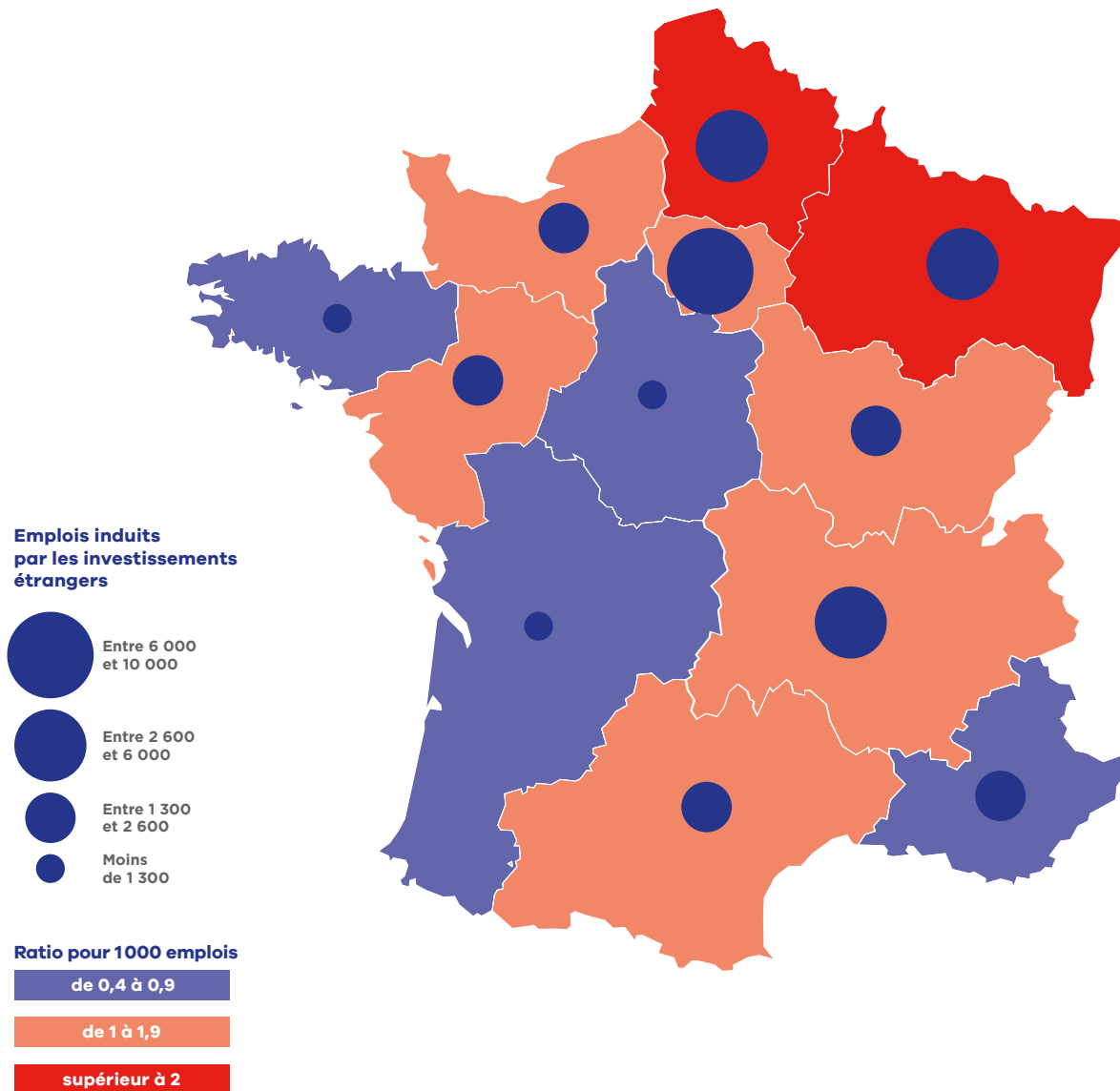
Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations et les maintiens d'emplois liés aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportés à l'emploi régional. Ainsi, le ratio des emplois créés par les investissements étrangers en 2020 pour 1 000 emplois dans la région, est supérieur ou égal à la moyenne nationale (1,3) pour les régions Hauts-de-France (2,1), Grand Est (2), Île-de-France (1,5), Pays de la Loire (1,4), Bourgogne-Franche-Comté (1,3) et Normandie (1,3).

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS POUR 1 000 EMPLOIS PAR RÉGION EN 2020

	EMPLOIS INDUITS PAR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	RATIO POUR 1 000 EMPLOIS
Auvergne-Rhône-Alpes	4 237	1,2
Bourgogne-Franche-Comté	1 459	1,3
Bretagne	613	0,4
Centre-Val de Loire	385	0,4
Grand Est	4 175	2,0
Hauts-de-France	4 746	2,1
Île-de-France	9 619	1,5
Normandie	1 705	1,3
Nouvelle-Aquitaine	1 175	0,5
Occitanie	2 400	1,0
Pays de la Loire	2 202	1,4
Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 851	0,9
France métropolitaine	34 567	1,3

Source : Bilan France 2020, calculs Business France

Fig. 3 RÉPARTITION DU NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS PAR RÉGION EN 2020



Source : Bilan France 2020, Business France

Us investissent en France



TRAVAIL DES MÉTAUX

LE CAILLEBOTIS DIAMOND, ALLEMAGNE

Filiale française du groupe allemand Lichtgitter, la société LE CAILLEBOTIS DIAMOND est le premier fabricant français de caillebotis métallique pressé depuis 80 ans. À l'étroit dans son usine de production historique à Lisieux (Normandie), l'entreprise a installé ses 130 salariés dans une nouvelle usine n'hésitant pas à investir une dizaine de millions d'euros pour un site plus spacieux et moderne. Ce projet lui permet de disposer d'espaces de stockage cinq à six fois supérieurs et d'optimiser les flux. Forte d'une activité en constante progression au cours des trois dernières années (+40 %), l'entreprise a déjà recruté 27 personnes pour renforcer ses équipes. Sous deux ans, l'entreprise envisage un second investissement de 10 millions d'euros pour un nouvel outil de production, menant à l'embauche de 25 à 30 salariés supplémentaires. Un bel exemple d'entreprise normande qui a le vent en poupe.



NUMÉRIQUE

VECTICE, ÉTATS-UNIS

La startup franco-américaine Vectice a réussi, 3 mois après sa création, une levée de fonds de 3 millions de dollars. Elle a rejoint en 2020 l'écosystème ligérien foisonnant dans le numérique, et notamment autour de l'intelligence artificielle et du Data-management. À Nantes (Pays de la Loire), siège de multiples offres de coworking, l'entreprise a installé son centre de Recherche et Développement au Palace, au cœur de la communauté numérique nantaise, avec pour objectif le recrutement de 20 nouveaux talents à 3 ans.



CONSEILS ET SERVICES AUX ENTREPRISES

WEVIOO, TUNISIE

Entreprise tunisienne spécialisée dans la transformation digitale, notamment pour les secteurs technologiques, industriels et financiers ; elle continue à renforcer son bureau parisien, basé à Issy-les-Moulineaux, avec plus de 35 emplois créés pour atteindre plus d'une cinquantaine d'emplois.



SANTÉ

GSK, ROYAUME-UNI

Le laboratoire pharmaceutique GSK, présent en France avec 3 600 collaborateurs, est le 1^{er} laboratoire international étranger en termes d'implantation industrielle, logistique et d'emplois, traduisant un engagement continu sur le territoire français. Après avoir investi 90 millions d'euros en 2019 sur ses trois sites de production et pour ses activités de recherche clinique, GSK a continué à se développer en France. En 2020, le site de Saint-Amand-les-Eaux dans les Hauts-de-France a recruté 47 collaborateurs en CDI. Grâce à une politique d'investissement soutenue dans les équipements et les ressources humaines, le site de Saint-Amand possède les plus hauts standards de qualité et de sécurité, incontournables quand il s'agit de produire des vaccins essentiels à la mise en œuvre des programmes nationaux d'immunisation dans le monde entier. Spécialisé dans la production de vaccins en milieu aseptique, ce site a un rayonnement mondial avec 95 % de sa production exportée dans 125 pays.



ÉQUIPEMENTS DU FOYER

EVDEMA, TURQUIE

L'entreprise est un fabricant et importateur/distributeur turc d'objets pour la maison (décoration, et meubles de cuisines). Il a ouvert un point de vente à Saint-Priest (Auvergne-Rhône-Alpes) avec la création immédiate de 25 emplois, et ceci dans le cadre d'un projet plus ambitieux d'ouvrir une chaîne de magasins dont certains en propre, ce qui générerait 60 emplois supplémentaires en France en 2021-2022.

LES INVESTISSEMENTS SE FONT PRINCIPALEMENT DANS LES VILLES DE TAILLE MODESTE

Comme le signale l'Insee, la majorité des grandes agglomérations européennes ont une croissance démographique plus forte que celle de leur pays. En France, contrairement à ce que l'on observe dans le reste de l'Europe, la croissance de la population est plus forte dans les couronnes périurbaines qu'au sein des agglomérations. Cette densification des zones périphériques tend à singulariser les métropoles françaises.

Les investissements se font principalement dans les villes de taille modeste. Bien que Paris attire une part conséquente des projets d'investissement sur la période

2014-2020 (19 % des projets), 41 % des investissements ont été réalisés dans des villes de moins de 20 000 habitants et 70 % dans des villes de moins de 200 000 habitants.

L'attractivité entrepreneuriale s'exprime également au sein des grandes métropoles régionales : le Grand Paris (24 %), Grand Lyon (5 %), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (3 %), Toulouse métropole (3 %) et la métropole lilloise (3 %) accueillent 35 % des projets d'investissement en 2020.

Néanmoins, les décisions d'investissement ne se concentrent pas que dans les très grandes agglomérations. En effet, en 2020, 41 % des projets sont localisés dans des agglomérations de moins de 200 000 habitants.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE DE VILLE

TAILLE DES VILLES	2020		2014 - 2020	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
< 20 000 habitants	42%	42%	41%	47%
De 20 000 à 100 000 habitants	23%	28%	22%	25%
De 100 000 à 200 000 habitants	7%	10%	7%	6%
De 200 000 à 300 000 habitants	4%	2%	3%	3%
De 300 000 à 400 000 habitants	2%	1%	1%	1%
De 400 000 à 500 000 habitants	2%	2%	2%	3%
> 500 000 habitants	21%	14%	24%	14%

Source : Bilan France 2014-2020, Business France

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE D'AGGLOMÉRATION

TAILLE DES AGGLOMÉRATIONS	2020		2014 - 2020	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
< 50 000 habitants	16%	11%	17%	16%
De 50 000 à 200 000 habitants	25%	31%	23%	30%
De 200 000 à 500 000 habitants	14%	14%	15%	16%
De 500 000 à 1 000 000 habitants	10%	9%	8%	9%
> 1 000 000 habitants	35%	34%	37%	29%

Source : Bilan France 2014-2020, Business France



MARIE-GUITE DUFAY,
PRÉSIDENTE DE LA RÉGION

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

La Région Bourgogne-Franche-Comté s'est mobilisée, dès le printemps 2020, pour mettre en place des mesures d'urgence en soutien à l'économie de proximité afin de préserver les emplois. Ensuite, une série de mesures de relance, pour accompagner le tissu industriel a été votée. Il nous apparaît indispensable de maintenir le cap pour être prêts à faire face aux grandes mutations de notre époque, sources d'innovation et de développement économique. C'est dans cet objectif que nous avons élaboré notre plan d'accélération des investissements dont l'un des piliers est notre engagement dans la transition écologique notamment par le soutien à l'innovation et au développement d'une filière Hydrogène.



CAROLE DELGA,
PRÉSIDENTE DE LA RÉGION

OCCITANIE ET DE L'AGENCE AD'OCC

« Dans le contexte actuel de crise, je suis fière que la Région Occitanie fasse preuve de volontarisme, en accompagnant aussi bien les entreprises régionales que les investisseurs étrangers particulièrement créateurs d'emplois. Notre plan de relance régional, "Green New Deal", comporte un volet investissement pour la réindustrialisation et la relocalisation. Nous avons ainsi lancé "RelOCC", un appel à projets industriels en Occitanie, dont l'objectif est de promouvoir et de financer ces projets avec l'appui de la nouvelle agence ARIS (Agence Régionale d'Investissements Stratégiques). Les projets de développement des industriels sont les nôtres et nous sommes à leurs côtés ! »



ALEXANDRE WAHL, DIRECTEUR DE L'AGENCE DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA NORMANDIE

NORMANDIE

Depuis 2016, 189 projets d'investissements d'entreprises à capitaux étrangers ont été accueillis en Normandie, 94 ont été soutenus et accompagnés par l'AD Normandie (innovation / export / Développement / haut de bilan) pour un montant de 22 M€, permettant la création et la sauvegarde de 6 301 emplois.

Guichet unique des aides régionales, l'AD NORMANDIE accompagne chaque entreprise tout le long de son projet :

- ✓ Conseil gratuit, confidentiel et personnalisé pour des projets d'implantation, d'extension ou de reprise d'entreprise par un unique interlocuteur bilingue
- ✓ Solutions d'aides financières et une réponse en moins de 60 jours.
- ✓ Prise de participations en capital dans les entreprises par Normandie Participations, fonds de co-investissement régional.
- ✓ Un réseau de partenaires territoriaux publics et privés (agences locales de développement, aménageurs, filières d'entreprises...)

En savoir plus : www.adnormandie.fr



RENAUD MUSELIER,
PRÉSIDENT DE LA RÉGION

SUD SUD PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR,

Alors que la France fait face à une crise massive et d'une brutalité inédite pour l'économie, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur n'a pas non plus été épargnée. Pour y faire face, nous avons mis en place un plan de relance d'1 milliard d'euros articulé autour de 5 grands chantiers et composé de 18 mesures pour accompagner nos entreprises. La Région était à leurs côtés durant toute la crise, pour ne laisser personne au bord du chemin. Avec ce plan, la Région Sud se positionne comme un modèle européen de développement économique durable et résilient au service de la croissance des entreprises et des territoires !



VINCENT BOST,
DIRECTEUR DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT
ET D'INNOVATION

NOUVELLE-AQUITAINE

L'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine favorise le développement économique des territoires de Nouvelle-Aquitaine via en particulier les leviers de l'innovation et de l'attractivité. A titre d'exemples, des actions menées en 2020 en faveur de l'attractivité internationale :

- \\ Appel à projet national « sites clés en main » : ADI N-A coordonne avec l'ensemble des parties prenantes (Etat, Région) une action de sensibilisation auprès des EPCI régionaux.
- \\ Lancement de grands projets structurants aux côtés de la Région : ADI N-A contribue à la structuration du projet Ferrocampus à Saintes. Ce futur campus régional dédié à la filière ferroviaire, fera de Saintes un centre d'expertise unique en Europe, attractif pour de nouveaux investissements.
- \\ Revitalisation de l'ancien site industriel de Ford en Gironde : ADI N-A mène une mission de développement économique endogène et exogène en collaboration avec les partenaires du territoire.
- \\ Dans le cadre de son partenariat avec Business France : ADI N-A coordonne le traitement des projets d'implantation en région.



LUC DOUBLET,
PRÉSIDENT DE NORD FRANCE INVEST ET PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE DOUBLET SA

HAUTS-DE-FRANCE,

Dans le cadre du Plan de relance régional, la Région Hauts-de-France a mis en place un plan ambitieux (1,3 milliard d'euros) pour favoriser l'implantation et la reprise des activités économiques. 4 axes majeurs pour les entreprises ont été identifiés :

- \\ Protéger et soutenir les entreprises régionales
- \\ Encourager l'industrialisation en Hauts-de-France par un plan volontariste de prospection et d'accueil de nouvelles entreprises
- \\ Accompagner la transformation des entreprises, l'innovation et la digitalisation
- \\ Cap sur l'économie de demain : Accompagner les entreprises dans les transitions économiques et écologiques (Région Hauts-de-France candidate pour être pilote d'un New Green Deal)

L'ATTRACTIVITÉ SE CONFORTE DANS LES FONCTIONS STRATÉGIQUES À FORTE VALEUR AJOUTÉE

Dans l'exercice de leurs activités, les entreprises déploient plusieurs types de fonctions : production, R&D, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PRIVILÉGIENT LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION

En 2020, les investisseurs étrangers privilégient les activités de production (25 % de l'ensemble des investissements), les centres de décision (23 %), les points de vente (13 %) ainsi que les services aux entreprises (13 %).

RÉPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION EN 2020

	PROJETS		EMPLOIS		PROJETS		EMPLOIS	
	2020	2019	2020	2019	Part	Évolution	Part	Évolution
Production / Réalisation	308	380	12 875	13 814	25%	-19%	37%	-7%
Centre de décision	274	362	3 976	5 219	23%	-24%	12%	-24%
<i>Primo Implantation Europe</i>	39	57	391	471	3%	-32%	1%	-17%
<i>Primo Implantation nationale</i>	127	193	1 365	2 755	10%	-34%	4%	-50%
<i>QG Monde / Europe</i>	43	37	485	434	4%	16%	1%	12%
<i>QG nationale</i>	65	76	1 735	1 559	5%	-14%	5%	11%
Point de vente	163	200	3 438	4 378	13%	-19%	10%	-21%
R&D, Ingénierie, Design	146	157	2 708	3 775	12%	-7%	8%	-28%
<i>R&D</i>	69	98	1 240	2 542	6%	-30%	4%	-51%
<i>Ingénierie</i>	77	59	1 468	1 233	6%	31%	4%	19%
Services aux entreprises	159	186	7 429	6 043	13%	-15%	21%	23%
Services aux particuliers	93	112	1 313	2 995	8%	-17%	4%	-56%
Logistique	72	71	2 828	3 318	6%	1%	8%	-15%
Total général	1 215	1 468	34 567	39 542	100%	-17%	100%	-13%

Source : Bilan France 2020, Business France

Au sein des groupes multinationaux, différentes structures participent aux processus décisionnels : le siège social, les directions stratégiques et opérationnelles, tout comme les centres de R&D. Avec la mondialisation, les processus de décision se fragmentent, entraînant la disparition des structures pyramidales de décision sur un même site. La taille mondiale des entreprises les oblige à créer des centres de décision géographiques régionaux, se traduisant par une dispersion de la localisation de ces centres décisionnels.

En 2020, les projets de centres de décision représentent 23 % des investissements. Près de deux-tiers de ces investissements correspondent à des primo-

implantations nationales ou européennes. De nombreux groupes étrangers ont développé ou implanté leurs sièges sociaux en France : citons la filiale canadienne Premier Tech qui a choisi la France pour y placer les sièges européens de ses groupes d'affaires Eau et Environnement ainsi que Producteurs et Consommateurs, la filiale américaine Innit qui a établi son siège social européen à Paris.

Les décisions d'investissement de quartiers généraux Monde et Europe, au nombre de 43, ont progressé (+16 %) en 2020. Les entreprises américaines et japonaises sont respectivement à l'origine de 19 % et 12 % des quartiers généraux Monde et Europe en France.

MÉTHODOLOGIE

CENTRES DE DÉCISION

Au sein des grandes entreprises multinationales possédant de nombreux sites en Europe, les fonctions liées aux centres de décision comprennent :

- un quartier général mondial ou européen dont le champ géographique peut dépasser la France pour englober l'Europe, mais également l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient ;
- un quartier général national dont la compétence est la coordination de l'ensemble des activités d'une firme étrangère sur le territoire français.

Nous entendons donc par « quartier général » d'une entreprise, les structures internes dont le dirigeant et les équipes participent aux prises de décisions stratégiques, engageant l'avenir de toute ou partie de l'entreprise, notamment en matière d'investissement et d'emploi.

Business France intègre également dans les centres de décision les primo-implantations nationales ou européennes, regroupant l'ensemble des activités de services ou commerciales visant à assurer l'implantation et le déploiement de l'entreprise en France et en Europe. Ces structures sont de taille plus réduite et visent à organiser et structurer l'implantation des entreprises en France.

Ces activités sont directement ou indirectement créatrices de valeur et essentielles pour les territoires sur lesquels elles sont implantées. En premier lieu, les quartiers généraux emploient une main-d'œuvre qualifiée, qui selon le secteur d'activité peuvent aller de quelques centaines de personnes à quelques milliers. En second lieu, l'implantation des quartiers généraux d'un groupe va favoriser l'implantation de nouvelles activités, telles que les laboratoires de R&D, sur le même territoire. Il est donc important qu'un territoire soit compétitif et attractif pour les attirer et les retenir.

Us investissent en France



AGROTECH
SEABEX, TUNISIE

La startup d'origine tunisienne Seabex, spécialisée dans les solutions pour l'agriculture de précision, a implanté son centre de décision à Orléans (Centre-Val de Loire) afin de bénéficier de l'écosystème agrotech local pour développer une activité de R&D, lever des fonds et également impulser un développement international avec une 1^{re} filiale en Tunisie ; ce projet va créer une quinzaine d'emplois sur trois ans.



CONSEIL INGÉNIERIE
LYCOM CONSULTING, MAROC

La startup d'origine marocaine Lycom Consulting, spécialisée dans les solutions en mode SaaS de gestion RH en termes d'engagement des collaborateurs et de rétention de talents, a implanté son bureau européen à Rouen (Normandie), BTPW Europe, afin de recruter une équipe R&D (thématiques IA et big data), faciliter son développement international (notamment sur le continent africain mais aussi sur les marchés européen et américain) et effectuer une levée de fonds ; ce projet va créer dix emplois sur trois ans.



COMMERCE ET DISTRIBUTION
LIDL, ALLEMAGNE

Premier investisseur allemand en France en nombre de salariés, le discounteur investit 70 millions d'euros pour relocaliser sa direction régionale et créer une nouvelle plateforme logistique à Lacq en région Nouvelle-Aquitaine. Le site de 25 hectares, construit sur une friche industrielle, sera opérationnel en 2023 et créera 150 nouveaux emplois.



AGRO-ALIMENTAIRE
TIANLONG, CHINE

Spécialisée en R&D dans le secteur agricole, la société Tianlong Agriculture a implanté son siège européen en 2019 à Tarascon en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, où elle poursuit son développement. Elle a conforté son choix en reprenant en 2020 deux entreprises des Bouches-du-Rhône : DELTAPACK, fabricant de papiers techniques recyclés destinés aux secteurs alimentaires et industriels et LVANTO spécialisée dans la logistique internationale de produits périssables. Tianlong Agriculture a également créé TT Seed Science à Tarascon en janvier 2020, qui développe et fournit de nouvelles espèces de riz aux producteurs, essentiellement en France. Au total, Tianlong compte en France 29 salariés.



SANTÉ
FRESENIUS, ALLEMAGNE

Leader mondial des produits et services pour le traitement de l'insuffisance rénale, le groupe allemand Fresenius investit sur son site de l'Arbresle, près de Lyon (région Auvergne-Rhône-Alpes) afin de renforcer son outil de production. Cet investissement permet la création de 100 nouveaux emplois sur le troisième plus important site industriel au monde pour le groupe.

L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE RÉVÈLE LES SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

L'indice d'attractivité fonctionnelle pour 2020 souligne l'attractivité des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, et Normandie pour les activités de production. En termes de flux, la fonction logistique prend généralement le relais des biens issus de la production. Ainsi, Hauts-de-France, Grand Est, Normandie et Centre-Val de Loire présentent une attractivité significative pour les activités de logistique. La présence de Sophia Antipolis, le plus important et premier technopole de France et d'Europe ainsi que l'écosystème lié explique la forte attractivité de la région Sud Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le développement et l'implantation de nouveaux centres de R&D. Le poids économique de la région Île-de-France explique particulièrement sa forte attractivité pour l'implantation de centres de décision.

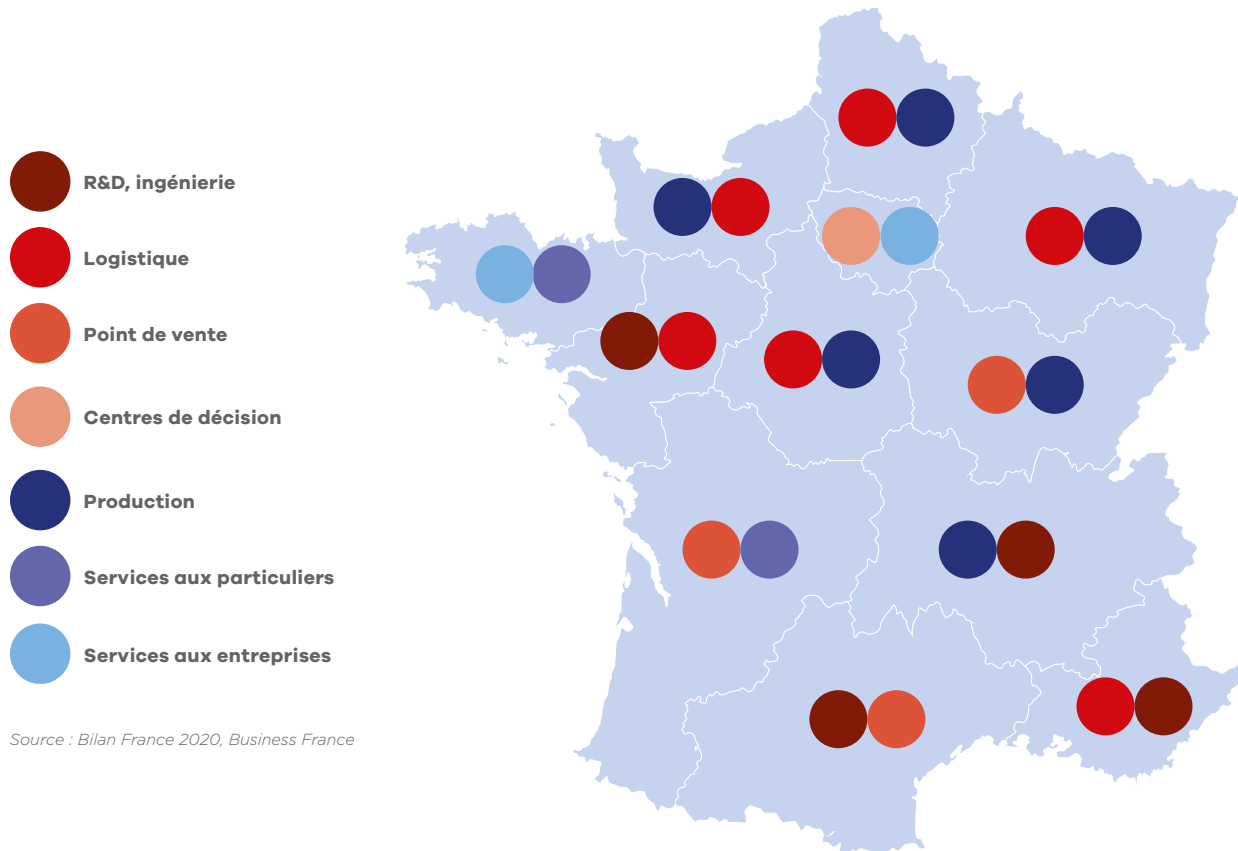
MÉTHODOLOGIE

L'INDICE DE SPÉCIALISATION EN MATIÈRE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE DES RÉGIONS

Il s'agit d'identifier les fonctions pour lesquelles les régions françaises disposent d'une forte attractivité compte tenu de leur poids dans l'accueil des investissements étrangers du site France. Nous vérifions si une région bénéficie d'une attractivité plus forte pour des activités spécifiques.

L'indice d'attractivité par fonction se définit ainsi par la part relative d'investissements reçus au sein de chaque région pour chaque fonction pondérée par le poids de cette même fonction dans l'ensemble des projets en France.

Fig. 4 INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE PAR RÉGION EN 2020



Us investissent en France



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
SHOWPAD, BELGIQUE

Showpad est un éditeur belge de logiciels qui a développé une plateforme numérique à destination des équipes de ventes et marketing qui permet de personnaliser et de rendre plus interactifs les présentations et argumentaires en rendez-vous client. L'entreprise, qui connaît une croissance rapide, a récemment ouvert des bureaux à Chicago, Munich et aux Pays-Bas. Avec un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros et plus de 1 000 clients représentant 100 000 utilisateurs, Showpad a décidé d'ouvrir en 2019 un bureau à Paris pour servir le marché français où elle compte déjà une quarantaine de clients et réalise 1,2 million d'euros de chiffre d'affaires. Ce bureau emploiera 25 personnes d'ici trois ans.



AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS
VOLKSWAGEN, ALLEMAGNE

Le groupe suédois Scania, filiale de Volkswagen, annonçait en décembre 2020 que son site d'assemblage de camions suédois de Södertälje se consacrerait à terme à l'assemblage de camions électriques offrant l'opportunité au site angevin (Maine-et-Loire) de récupérer la majeure partie des camions assemblés précédemment en Suède. Cette annonce offrant au site d'Angers de belles perspectives d'avenir, une augmentation du volume de production et un nouvel élan en matière de recrutements. Fort de la confiance du Groupe, l'entreprise angevine va repenser son organisation à la journée en se réorganisant en deux équipes au second semestre 2021. Pour y parvenir, Scania Production Angers prévoit une importante vague d'embauches d'environ 250 nouveaux collaborateurs.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
COMPUTACENTER, ROYAUME-UNI

Le groupe britannique Computacenter, leader des services et solutions d'infrastructures informatiques, a renforcé son ancrage en Occitanie en 2019 avec l'ouverture d'un nouveau centre de services à Perpignan. Le site de Perpignan permet à Computacenter de répondre à la mise en production de ses nouveaux contrats, en appui du site de Montpellier qui arrive à saturation. Des grands comptes comme Airbus externalisent auprès de Computacenter tout ou partie du support informatique aux utilisateurs internes. 150 emplois sont prévus d'ici fin 2020 et 300 à plus long terme. Après un démarrage des opérations fin 2019, on comptait déjà plus de 50 recrutements fin février 2020.



INFORMATIQUE
HCL TECHNOLOGIES, INDE

Leader indien des services informatiques tels que l'infogérance et l'intégration logicielle, la multinationale indienne HCL a décidé d'accroître significativement sa présence en France et en particulier au niveau de son site de Saint-Priest (Auvergne-Rhône-Alpes), où le groupe a déjà recruté une centaine d'ingénieurs informatique pour l'année 2020. HCL souhaite continuer à se développer sur le territoire et espère doubler ses effectifs en région lyonnaise, en recrutant 250 employés supplémentaires au cours des trois prochaines années.

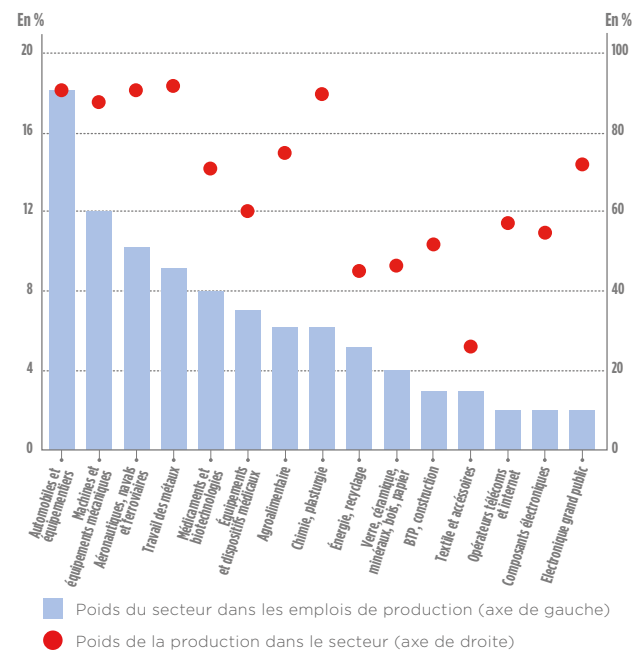
LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION SONT LES PRINCIPALES CONTRIBUTRICES À L'EMPLOI

Les activités de production représentent un enjeu important en termes d'emplois : premières contributrices, avec 12 875 emplois, soit 37 % de l'emploi total.

Les investissements dans les activités de production correspondent pour 68 % à des extensions de sites déjà existants et pour 21 % à de nouvelles implantations. Ainsi, en 2020, on recense 208 extensions de sites industriels et 66 créations de nouvelles usines. À noter que les implantations de nouveaux sites de production ont progressé de 32 % en 2020 et de 30 % en moyenne annuelle depuis 2017. Les emplois générés par les nouvelles implantations de sites de production ont progressé de 63 % en 2020.

Près des deux tiers des investissements étrangers dans la fonction de production sont originaires d'Allemagne, des États-Unis, d'Italie, d'Espagne, de Suisse et du Royaume-Uni. Les entreprises allemandes sont les premiers investisseurs étrangers en France dans les activités industrielles : avec 54 projets, elles sont à l'origine de 18 % des investissements et de 12 % des emplois induits. Ces investissements sont en hausse de 13 % par rapport à 2019. Viennent ensuite les entreprises américaines avec 48 projets, qui sont à l'origine de 16 % des décisions d'investissement et de 13 % des emplois. On notera la forte progression des investissements de production espagnols (+43 %) et néerlandais (+50 %). Pour l'Espagne et les Pays-Bas, il s'agit principalement d'implantations de nouveaux sites de production sur le territoire français.

Fig. 5 COMPOSITION SECTORIELLE DES EMPLOIS DANS LA PRODUCTION EN FRANCE (TOP 15)



Clé de lecture : 18 % des emplois dans l'industrie sont créés par le secteur automobile. 90% des emplois créés dans ce secteur le sont dans les activités manufacturières.

Source : Bilan France 2020, Business France

AMBITION D'UNE INDUSTRIE PLUS COMPÉTITIVE

Parmi les facteurs qui soutiennent la dynamique industrielle, nous notons les réformes de compétitivité (fiscalité, social, réglementation, simplification) affichées par la France. Ces réformes se traduisent par une maîtrise des coûts salariaux depuis 2013, notamment dans l'industrie, grâce à l'instauration du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité. Ainsi, entre le 4^e trimestre 2012 et le 2^e trimestre 2020, le coût de la main-d'œuvre a augmenté moins rapidement en France que dans la moyenne de la zone euro : +9,8 % en France contre +14,4 % en zone euro.

Conséquence des réformes fiscales et des allègements de charges décidées ces dernières années par le gouvernement, le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière française (38,7 €) est plus faible qu'en Allemagne (41,8 €) au 4^e trimestre 2019. Les performances de la France en matière de créations

d'emplois industriels et d'attractivité des sites de production se sont améliorées, cependant, on observe que la France attire un nombre de sites de production en deçà de ce que ses déterminants et atouts « naturels » pourraient laisser espérer.

L'ensemble des mesures correctives engagées par la France telles que le CICE, le pacte de responsabilité, la transformation du CICE en allègement de cotisations sociales, le choix de rapprocher le niveau de l'impôt sur les sociétés de ce qu'il est dans les principaux pays comparables et les orientations récentes annoncées dans le cadre du plan de relance (Allègement des impôts de production, Réduction de moitié de la CVAE et de la taxe foncière et abaissement de 3 à 2 % de la VA du taux de plafonnement de la Contribution économique territoriale) vont dans le sens d'un environnement fiscal plus favorable à l'investissement industriel. L'ambition étant de permettre aux entreprises de dégager des marges supplémentaires, d'accroître leurs investissements et leurs efforts d'innovation, leur permettant ainsi de renforcer leur compétitivité hors-prix.

LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES IRRIGUENT L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Sur la période 2014-2020, les régions françaises Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie sont en tête pour les investissements étrangers sur des sites industriels. En 2020, les investissements de production se sont maintenus ou ont progressé dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes (+16 %), Grand Est (stable) et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (+15 %).

Les implantations et les extensions de sites de production sont principalement localisées dans les villes de moins de 20 000 habitants qui accueillent 68 % des projets d'investissement industriels.

La répartition géographique des activités de production se distingue de celle de l'ensemble des projets. L'analyse des investissements par taille des

agglomérations révèle que 41 % des investissements se localisent dans des agglomérations de moins de 200 000 habitants alors que cette part atteint 71 % pour les investissements industriels.

Il est indéniable que la France a renforcé récemment sa stratégie de reconquête industrielle autour du Conseil National de l'Industrie et de ses 18 filières industrielles : accélération de 4 000 PME par Bpifrance, investissement numérique, apprentissage, mais aussi soutien à l'international sous la bannière « French Fab ». Un nouveau dispositif lancé par le Premier ministre à l'occasion du Conseil national de l'industrie le 22 novembre 2018, le programme « Territoires d'industrie » bénéficie à 146 territoires vers lesquels plus de 1,3 milliard d'euros sont orientés prioritairement. En 2020, 57 % des projets d'investissement industriels (et 68 % des emplois associés) se localisent dans les territoires d'industrie.

RÉPARTITION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES PAR TAILLE DE VILLE

TAILLE DES VILLES	2020		2014 - 2020	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
< 20 000 habitants	68%	67%	73%	70%
De 20 000 à 100 000 habitants	19%	23%	17%	20%
De 100 000 à 200 000 habitants	7%	4%	5%	4%
De 200 000 à 300 000 habitants	1%	1%	1%	1%
De 300 000 à 400 000 habitants	1%	2%	0,3 %	0,3 %
De 400 000 à 500 000 habitants	1%	2%	1%	3%
> 500 000 habitants	3%	1%	2%	1%

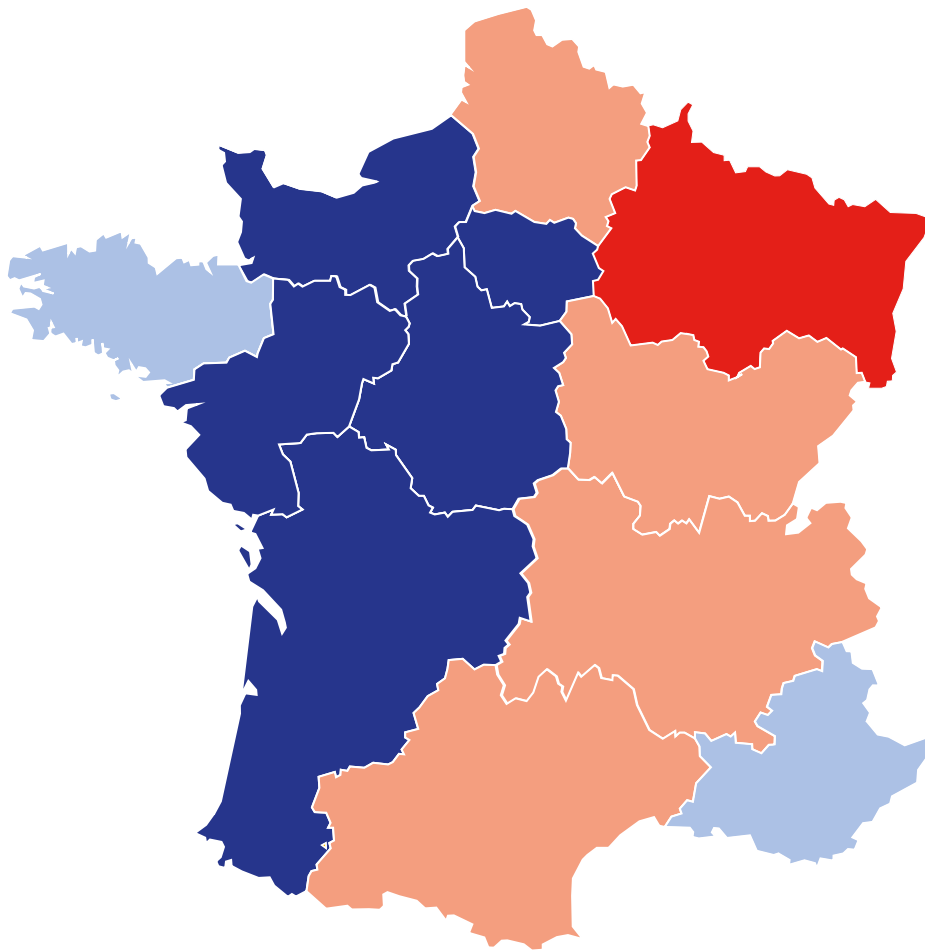
Source : Bilan France 2014-2020, Business France

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE D'AGGLOMÉRATION

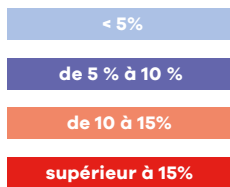
TAILLE DES AGGLOMÉRATIONS	PRODUCTION		TOTAL	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
< 50 000 habitants	32%	20%	16%	11%
De 50 000 à 200 000 habitants	39%	52%	25%	31%
De 200 000 à 500 000 habitants	14%	12%	14%	14%
De 500 000 à 1 000 000 habitants	6%	7%	10%	9%
> 1 000 000 habitants	9%	9%	35%	34%

Source : Bilan France 2014-2020, Business France

Fig. 6 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES INVESTISSEMENTS DE PRODUCTION 2014-2020



Répartition des projets industriels



Source : Bilan France 2014 - 2020, Business France

FRANCE RELANCE : UN PLAN AMBITIEUX DE TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE ET DE RENFORCEMENT DE NOTRE COMPÉTITIVITÉ

France Relance vise l'installation de nouvelles activités industrielles (2 Md€ pour attirer des projets industriels dans les territoires et dans les secteurs stratégiques) et accompagne la décarbonation de l'industrie (modernisation, digitalisation et verdissement des activités industrielles).

FRANCE RELANCE : UNE RELANCE TERRITORIALISÉE DONT LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES BÉNÉFICIENT

Le Plan de relance a été déployé sans attendre, dès la fin 2020. Il va s'intensifier en 2021. 11 Md€ ont été engagés en 2020 (dont 9 Md€ effectivement versés). En 2021, 40 Md€ supplémentaires seront investis.

On note déjà un premier bilan positif sur le volet de l'investissement industriel avec près de 920 projets d'investissement déjà soutenus, représentant 3,7 Md€ d'investissements (entreprises) et 838 M€ d'aides de l'État (au 31 décembre 2020). Parmi ceux-ci :

- 253 projets soutenus dans les territoires d'industrie (69 % dans des territoires considérés comme fragiles) permettant à terme, plus de 5 000 créations d'emplois.
- 65 projets de (re)localisation dans des secteurs stratégiques (santé, intrants critiques pour l'industrie,

électronique, agro-alimentaire, télécommunications) avec à terme, la création de 3 000 emplois industriels et la préservation de 7 000 emplois.

Les investisseurs étrangers participent à la relance et au mouvement de modernisation de l'appareil productif et d'innovation technologique. Les 20 premiers projets d'investissement sélectionnés pour bénéficier du fonds d'accélération des territoires d'industrie sont portés par des entreprises étrangères – 512 M€ d'investissement générés, notamment dans les secteurs stratégiques.

FRANCE RELANCE : UNE AMBITION EUROPÉENNE

40 Md€ de financements européens (Plan Next Generation EU) suite à l'accord historique signé en juillet 2020 avec des orientations claires fixées par l'UE pour une relance harmonisée au niveau communautaire : transition écologique/ énergies et technologies vertes ; développement du numérique, accroissement des capacités industrielles, adaptation des systèmes éducatifs....

Une relance industrielle au niveau européen : lancement de PIIEC (Projet important d'intérêt européen commun) ciblés pour porter et financer des projets structurants et de modernisation dans des secteurs d'avenir stratégiques (hydrogène, santé).



AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DU FOYER
EMCO FRANCE, ALLEMAGNE

Leader européen du tapis d'entrée et de grille de débordement a choisi le « Made in Jura » en délocalisant une partie de la production allemande dans le Jura. Emco France a reçu la certification de « l'Association Made in Jura » en 2016. Très soucieux du Deutsche Qualität, le groupe est sensible à cette signature pour fabriquer un produit sur mesure que l'on peut définir comme de « la haute couture du bâtiment » nécessitant une main-d'œuvre qualifiée. Ainsi le groupe allemand a choisi d'investir 1,2 million d'euros à Dampierre pour étendre sa production. Cela permettra de créer un centre d'expertise facilitant l'accès à certains marchés à l'international. Soutenu par la région à travers le plan France relance, l'investissement devrait générer 15 emplois, l'entreprise locale ayant convaincu son actionnaire pour un transfert de savoir-faire d'Allemagne vers la France.



MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
VELUX, DANEMARK

Le Groupe danois VELUX, leader mondial du marché de la fenêtre de toit et de ses équipements, a investi 3 millions € dans la création d'une nouvelle activité de production, consacrée au volet roulant souple à énergie solaire. Le site de Marnay (Bourgogne-Franche-Comté), choisi pour cette nouvelle activité, a ainsi créé 32 emplois en 2020. En outre, le Groupe VELUX a investi 6 millions € sur son site de fabrication de fenêtres de toit à Feuquières-en-Vimeu (Hauts-de-France) dans la création d'une nouvelle ligne de peinture (4 millions €), et dans la robotique (2 millions €). Cette dynamique a contribué à la création de 20 emplois sur le site en 2020.

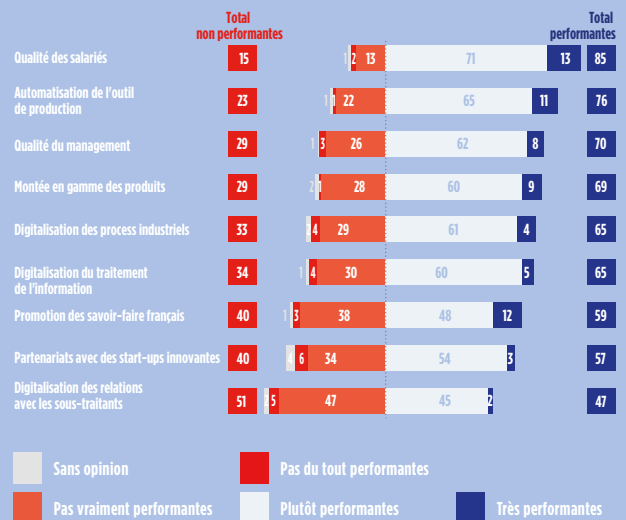


MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES
AGCO, ÉTATS-UNIS

AGCO, concepteur, fabricant et distributeur américain de machines et de solutions pour l'agriculture, a annoncé l'extension de son site de Beauvais (Hauts-de-France) et la création de 200 nouveaux emplois, grâce à l'acquisition de l'ex-site voisin Froneri, qui s'étend sur 15,7 ha. Une fois la rénovation du site achevée, l'activité d'AGCO sera portée à une surface totale de 54 hectares et emploiera plus de 2 500 personnes. Le nouveau site permettra la réalisation de l'intégralité de la conception, de la validation et de la production de nouveaux modèles et portera les volumes de production à 18 000 tracteurs/an. En parallèle, AGCO va investir 40 millions d'euros pour améliorer la qualité du site et accélérer la R&D et l'innovation. Cette expansion s'accompagnera ainsi de l'intégration de nouvelles activités : un atelier de personnalisation de tracteurs, la fabrication additive, la production en interne de tubes hydrauliques, et le reconditionnement de boîtes de vitesse.

L'INDUSTRIE FRANÇAISE EST ATTRACTIVE

Pour 80 % des cadres dirigeants étrangers, l'industrie française est attractive (Baromètre Business France - Kantar de l'attractivité de la France). Plus des deux tiers des dirigeants plébiscitent la qualité de la main-d'œuvre et du management, l'automatisation de l'outil de production ou encore la montée en gamme des produits.



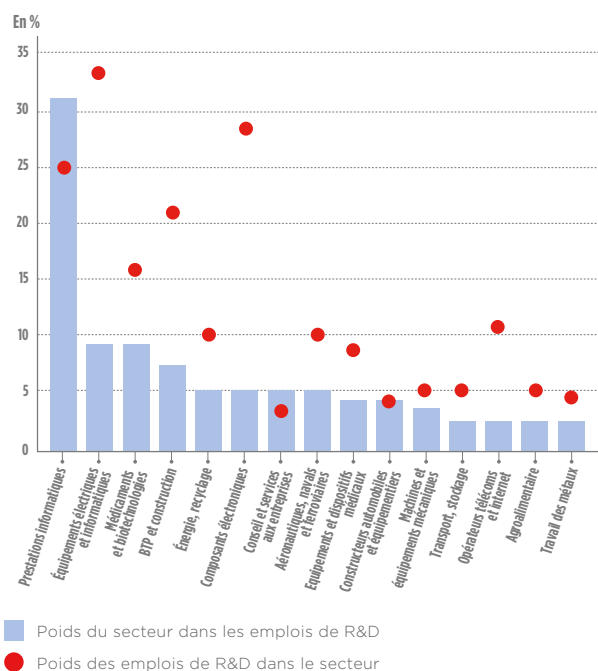
Source: Baromètre Business France - Kantar de l'attractivité de la France

L'INNOVATION EST PLÉBISCITÉE PAR LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

En 2020, 146 décisions d'investissement ont été recensées dans les fonctions de R&D et d'ingénierie représentant 12 % de l'ensemble des décisions d'investissement. Ces investissements nourrissent la dynamique des entreprises : au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D génèrent des emplois hautement qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, et généralement plus pérennes que les emplois productifs.

Ces activités sont à l'origine de 8 % des emplois induits en France par les investissements internationaux. Les investissements dans les activités de R&D se traduisent par l'implantation de nouveaux centres de recherche ou d'ingénierie (38 %), ainsi que par l'extension des activités existantes (56 %).

Fig. 7 COMPOSITION SECTORIELLE DES EMPLOIS DANS LA R&D EN FRANCE (TOP 15)



Clé de lecture : 31% des emplois dans la R&D sont créés par le secteur des prestations informatiques, 25% des emplois créés dans ce secteur le sont dans la recherche et l'ingénierie.

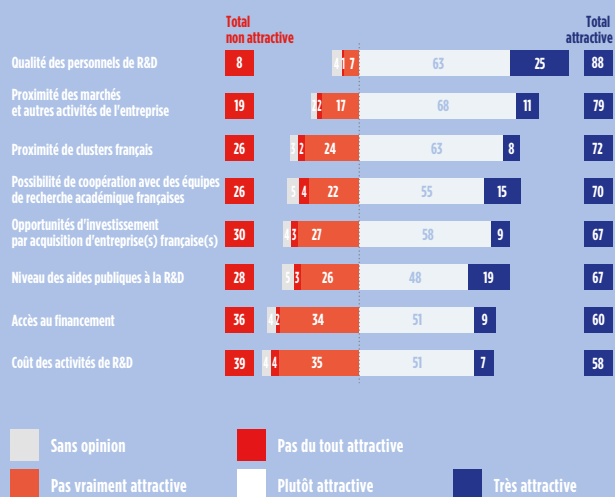
Source : Bilan France 2020, Business France

Ces investissements ont surtout été réalisés par des entreprises du numérique (18 % des projets d'investissement) et de la santé (18 %).

Les États-Unis sont les principaux investisseurs dans les activités de R&D en France en 2020 ; à l'origine du quart de ces investissements. Vient ensuite l'Allemagne (16 %) dont les décisions d'investissement sont en progression de 44 % : à noter de nombreuses extensions de centres de R&D du groupe Siemens dans des domaines aussi variés que la recherche médicale, le ferroviaire ou encore l'énergie.

LA FRANCE, UNE ÉCONOMIE INNOVANTE

L'attractivité de la France dans le domaine de l'innovation est confirmée par les résultats de notre enquête sur l'image économique de la France auprès des entreprises étrangères implantées ou non en France. L'innovation est un véritable levier pour l'attractivité du site France : la qualité des personnels de R&D, la proximité des clusters français ou encore les coopérations avec la recherche académique sont autant d'atouts structurels de l'économie française qui soutiennent la dynamique des investissements de R&D.



Source : Baromètre Business France - Kantar de l'attractivité de la France

La localisation des activités d'innovation répond à un schéma différent de celui des activités industrielles. En effet, elle est davantage déterminée par l'accès au marché, les forces d'agglomération et les réserves de main-d'œuvre qualifiée. Ce qui se traduit par des implantations dans des grandes agglomérations à proximité des laboratoires de recherche privée et publique. Ainsi, 51 % des investissements de R&D se localisent dans des agglomérations de plus de 500 000 habitants en 2020.

Les entreprises multinationales constituent l'un des principaux vecteurs de la mondialisation, notamment à travers leurs choix de localisation qui, depuis plusieurs décennies, ont de plus en plus débordé les frontières

nationales. L'éclatement géographique de la chaîne de valeur s'accompagne également d'une localisation de plusieurs segments sur un même site. En raison des synergies qui en résultent, les entreprises ont tendance à co-localiser au sein d'un même territoire leurs unités de production et les centres d'innovation. Ces effets de co-localisation influent sur l'implantation des centres de R&D et d'ingénierie : un tiers des projets de R&D et ingénierie se localisent dans les territoires d'industrie. Une étude récente de France Stratégie à partir des données de Business France a ainsi démontré que la probabilité d'implanter un centre d'innovation est de 74 % si la firme dispose déjà d'un site de production sur le territoire.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE R&D PAR TAILLE DES AGGLOMÉRATIONS

TAILLE DES VILLES	2020		2014 - 2020	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
< 50 000 habitants	11%	6%	11%	7%
De 50 000 à 200 000 habitants	18%	13%	18%	20%
De 200 000 à 500 000 habitants	21%	19%	19%	19%
De 500 000 à 1 000 000 habitants	15%	17%	14%	16%
> 1 000 000 habitants	36%	45%	37%	38%

Source : Bilan France 2014-2020, Business France



SANTÉ
CATALENT, ÉTATS-UNIS

Premier fournisseur mondial de technologies avancées d'administration, de développement et de fabrication de médicaments, de produits biologiques, de thérapies cellulaires, génétiques et de produits de santé grand public, Catalent, basé aux États-Unis, a annoncé un investissement de 27 M€ en 2020 pour transformer son site de Limoges en Nouvelle-Aquitaine. Catalent modernise son site afin d'y créer un centre européen d'excellence et prévoit un renforcement de sa présence sur le territoire avec le recrutement de 80 salariés d'ici à 2025. Le site se positionne sur une activité de formulations biologiques pour des essais cliniques.



SERVICES INFORMATIQUES
ERICSSON, SUÈDE

Le groupe Ericsson a annoncé l'ouverture de son premier centre de R&D en France, à Massy, au sein du pôle de compétitivité Paris-Saclay. Ce centre de R&D, dédié aux logiciels et à la sécurité 5G, vise à accélérer la dynamique 5G en Europe et pourra accueillir jusqu'à 300 chercheurs et ingénieurs.

DES PROJETS SECTORIELLEMENT DIVERSIFIÉS

Nous recensons 649 décisions d'investissement dans les secteurs manufacturiers, soit 53 % de l'ensemble des investissements. Les entreprises étrangères du secteur des services sont, elles, à l'origine de 47 % des projets, avec 566 décisions d'investissement.

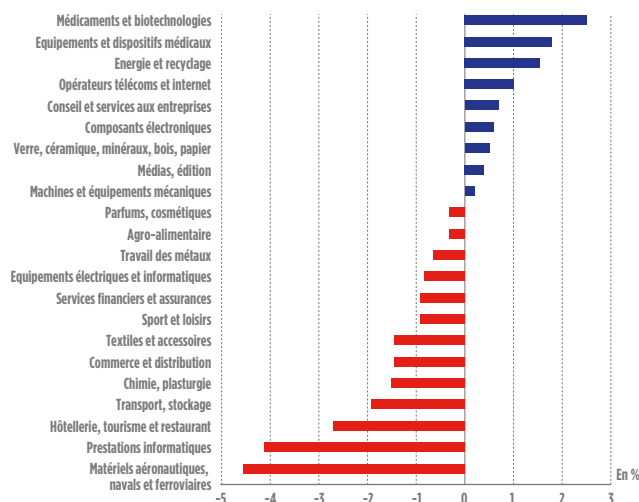
LES SECTEURS INDUSTRIELS ONT MIEUX RÉSISTÉ À LA CRISE

En 2020, les principaux secteurs d'investissement sont le commerce et la distribution (12 %), les prestations informatiques (11 %), le conseil et services aux entreprises (8 %), la santé (8 %), l'énergie et recyclage (5 %), les machines et équipements mécaniques (5 %), et l'agro-alimentaire (5 %).

Les secteurs qui ont contribué le plus positivement à la croissance de l'emploi sont la santé, l'énergie et recyclage, les opérateurs télécoms, le conseil et services aux entreprises ainsi que les composants électroniques.

Parmi les branches les plus affectées depuis le début de la crise sanitaire, on peut citer un recul des investissements dans les secteurs des machines et équipements mécaniques (-36 %), l'aéronautique (-56 %), le secteur des logiciels et prestations informatiques (-26 %), transport et entreposage (-38 %) et l'hébergement-restauration (-57 %).

Fig. 8 PRINCIPALES CONTRIBUTIONS PAR SECTEUR À L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS



Source : Bilan France 2020, Business France

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS EN 2020

SECTEUR D'ACTIVITÉ	PROJETS				EMPLOIS			
	2020	2019	PART	ÉVOLUTION	2020	2019	PART	ÉVOLUTION
Énergie et recyclage	62	55	5%	13%	1 474	885	4%	67%
Machines et équipements mécaniques	61	95	5%	-36%	1 847	1 784	5%	4%
Agro-alimentaire	57	73	5%	-22%	1 014	1 146	3%	-12%
Constructeurs automobiles et équipementiers	52	54	4%	-4%	2 536	2 594	7%	-2%
Médicaments et biotechnologies	51	28	4%	82%	1 494	501	4%	198%
Équipements et dispositifs médicaux	50	44	4%	14%	1 423	726	4%	96%
Textiles et accessoires	50	75	4%	-33%	1 299	1 843	4%	-30%
Équipements électriques et informatiques	50	50	4%	0%	729	1 053	2%	-31%
BTP, construction	46	40	4%	15%	842	920	2%	-8%
Chimie, plasturgie	42	60	3%	-30%	808	1 395	2%	-42%
Équipement du foyer	33	28	3%	18%	625	619	2%	1%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	27	34	2%	-21%	1 004	809	3%	24%
Travail des métaux	23	29	2%	-21%	1 243	1 498	4%	-17%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	14	32	1%	-56%	1 387	3 167	4%	-56%
Composants électroniques	14	19	1%	-26%	506	269	1%	88%
Parfums, cosmétiques	12	18	1%	-33%	180	296	1%	-39%
Électronique grand public	5	13	0,4%	-62%	279	230	1%	21%
<i>Total industrie manufacturière</i>	<i>649</i>	<i>747</i>	<i>53%</i>	<i>-13%</i>	<i>18 690</i>	<i>19 735</i>	<i>54%</i>	<i>-5%</i>
Commerce et distribution	148	154	12%	-4%	3 895	4 458	11%	-13%
Prestations informatiques	138	186	11%	-26%	3 347	4 984	10%	-33%
Conseil et services aux entreprises	100	117	8%	-15%	4 467	4 207	13%	6%
Transport, stockage	54	87	4%	-38%	1 409	2 149	4%	-34%
Services financiers et assurances	42	43	3%	-2%	927	1 283	3%	-28%
Sport et loisirs	31	34	3%	-9%	245	616	1%	-60%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	19	44	2%	-57%	502	1 557	1%	-68%
Autres activités de services	12	22	1%	-45%	165	162	0,5%	2%
Médias, édition	8	10	1%	-20%	289	132	1%	119%
Opérateurs télécoms et internet	6	6	0,5%	0%	530	115	2%	361%
Éducation et formation	5	9	0,4%	-44%	67	57	0,2%	18%
Immobilier	3	9	0,3%	-67%	34	87	0,1%	-61%
<i>Total services</i>	<i>566</i>	<i>721</i>	<i>47%</i>	<i>-21%</i>	<i>15 877</i>	<i>19 807</i>	<i>46%</i>	<i>-20%</i>
Total général	1 215	1 468	100%	-17%	34 567	39 542	100%	-13%

Source : Bilan France 2020, Business France

L'EXPERTISE MÉDICALE EST PERÇUE COMME UNE FORCE SPÉCIFIQUE DE LA FRANCE PAR RAPPORT À SES VOISINS EUROPÉENS

Dans le contexte de crise actuel, les décideurs économiques soulignent que l'expertise médicale est perçue comme une force spécifique de la France par rapport à ses voisins européens. Les investissements dans le domaine de la santé couvrant les filières « médicaments et biotechnologies appliquées » et « équipements médico chirurgicaux » ont progressé de 40 %. Les emplois induits par ces investissements ont été multipliés par 2,3.

Cette croissance résulte essentiellement d'une hausse des investissements d'extension dans les sites de production existants : la biotech suisse Regen Lab, spécialiste de la thérapie génique, renforce ainsi sa présence en Île-de-France où 69 personnes seront embauchées d'ici 2022 ; le laboratoire pharmaceutique danois LEO Pharma a annoncé l'investissement de 39 millions d'euros sur son site de Vernouillet (Centre-Val de Loire) pour la production de seringues qui entraînera la création de 80 emplois ; le groupe suédois Recipharm augmente ses capacités de production pour la construction d'une unité de production de flacons et une ligne pour seringues préremplies, pour un montant total estimé à 60 millions d'euros et la création de 100 emplois.

Près des deux-tiers des investissements dans le secteur de la santé se localisent en Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est et Nouvelle-Aquitaine.



SANTÉ

PROCTER & GAMBLE, ÉTATS-UNIS

Leader mondial dans la fabrication de produits d'hygiène, de santé, de bien-être, et d'entretien très présent en France et en Europe avec un portefeuille de marques à haute valeur ajoutée. Forte d'une équipe de 2 000 salariés, P&G poursuit sa croissance en France en renforçant ses forces de vente et les fonctions support en son siège d'Asnières-sur-Seine (Île-de-France) qui a recruté 100 salariés en 2020. En parallèle, P&G a réussi à pérenniser 300 emplois sur son site de production de Blois (Centre-Val de Loire) en y investissant 10 M€. Le groupe a également investi 160 M€ sur la période 2019-2021 pour moderniser et accroître les capacités de production de lessives unidoses produites sur son site d'Amiens (Hauts-de-France). Ces investissements ont été accompagnés par le recrutement d'une centaine de salariés à Amiens ces trois dernières années.



MÉDICAMENTS

CORDENPHARMA, LUXEMBOURG

Le groupe luxembourgeois CordenPharma investit dans un centre d'excellence mondial de chimie fine pharmaceutique sur son site de Chenôve en Bourgogne-Franche-Comté. L'objectif est de pouvoir produire en continu, de manière compétitive en coûts et qualité, certains intermédiaires et principes actifs pharmaceutiques. Ces deux éléments coûts et qualité sont contributifs à la localisation ou relocalisation en France de productions actuellement réalisées sur d'autres continents. Cet investissement de 2 millions d'euros permettra à CordenPharma d'accéder à des appels d'offres inaccessibles aujourd'hui.



SANTÉ

REGEN LAB, SUISSE

La biotech suisse, créée en 2003, est spécialisée dans le développement de nouvelles thérapies cellulaires. L'entreprise compte actuellement 130 salariés. Regen Lab a choisi la France pour renforcer ses activités de production, celles-ci se feront aux Ulis, en Île-de-France. Le recrutement du personnel est en cours, 69 personnes seront embauchées d'ici 2022.

FAIRE DE LA FRANCE LA 1^{re} NATION EUROPÉENNE INNOVANTE ET SOUVERAINE EN SANTÉ

Le secteur des industries de santé fait partie des secteurs les plus innovants, avec des investissements en recherche et développement conséquents. La France, qui dispose déjà d'une industrie forte et exportatrice, doit se positionner dans la compétition internationale pour attirer les investissements, les financements et les talents dans le secteur de la santé. La pandémie a souligné l'enjeu crucial de la souveraineté nationale en matière sanitaire et de production des produits de santé. Elle a également révélé à tous l'ampleur des progrès scientifiques et médicaux en cours, des enjeux d'innovation pour le soin, la prévention et le diagnostic.

C'est dans ce contexte que le président de la République a fixé au Conseil stratégique des industries de santé 2021 un objectif ambitieux : faire de la France une nation leader en matière d'industrie et d'innovation en santé.

Pour établir un véritable et ambitieux schéma d'orientation « santé-Innovation 2030 », 5 priorités ont été fixées :

- **Assurer une recherche fondamentale d'excellence et interdisciplinaire**, capable d'alimenter l'innovation d'un flot continu, mais aussi assurer une continuité de la recherche fondamentale à la recherche clinique.
- **Catalyser l'innovation** : la France est riche de nombreuses jeunes entreprises innovantes. Mise en place de dispositifs permettant de sécuriser ces innovations en santé, d'améliorer l'accès au financement et de favoriser le développement du capital risque.
- **Améliorer l'accès au marché des produits innovants** afin de les rendre disponibles plus tôt pour les patients et renforcer l'intégration de ces innovations dans le parcours de soin.
- **Soutenir l'industrialisation des produits** dans la prolongation des objectifs de relocalisation des sites de production poursuivis dans le cadre de France Relance, pour disposer de capacités de production pharmaceutiques suffisantes et permettre aux innovations d'être développées et produites en France.
- **Développer et faire émerger les formations initiales et**

tout au long de la vie nécessaire à disposer des compétences pour réaliser les objectifs proposés.

Cette approche française s'articule aussi avec la dimension européenne, illustrée par l'annonce fin janvier du lancement d'un appel à manifestation d'intérêt dans le cadre du futur PIIEC Santé (projet important d'intérêt européen commun) qui visera à développer et moderniser les capacités industrielles de l'UE en santé. Ce sera d'ailleurs l'une des priorités de la présidence française du Conseil de l'UE en 2022.

Nous avons recensé plus de **462 projets d'investissement** étranger depuis sept ans dans les secteurs des dispositifs médicaux, de la pharmacie et des biotechnologies. Leur nombre progresse : d'une cinquantaine en 2014, il est passé à 75 en 2018 pour atteindre la centaine aujourd'hui. L'attractivité de la France dans le domaine de la santé se porte bien !

En termes de prospection et d'offres reçues, nous avons identifié :

- Une hausse des projets santé de + 31% en 2020 vs 2019.
- Une forte progression des projets d'extensions (+93 %).
- Un doublement des projets de production.
- 37 projets identifiés par Business France et cospés en 2020 sont directement liés à la crise de la COVID-19.



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : UN LEVIER POUR L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

Pour 89 % des investisseurs à l'étranger, la transition écologique est un facteur d'attractivité pour la France.

Le premier volet du plan de relance mobilisera 30 milliards d'euros pour financer la transition écologique dans toutes ses dimensions. Il s'appuiera sur la mise en œuvre de mesures de rénovation énergétique des bâtiments, de décarbonation des sites industriels, de développement d'infrastructures et de mobilités vertes, mais également d'énergies et technologies vertes, ainsi que des mesures en faveur de la biodiversité, de la transition agricole et de lutte contre l'artificialisation des sols.

L'ambition du gouvernement de faire de la transition écologique un des leviers de la reprise économique semble porter ses fruits. En effet, les projets de créations et d'extensions dans le secteur de l'énergie et du recyclage ont progressé de 13 % pour atteindre 62 projets. Cette dynamique se traduit par un quasi doublement des emplois associés. Parmi les principaux projets créateurs d'emplois, on peut citer la startup néerlandaise Nowos qui ouvre une usine de réparation et reconditionnement de batteries à Amplepuis (Auvergne-Rhône-Alpes) qui va permettre l'embauche de 25 personnes d'ici la fin de l'année 2021 et d'une centaine sur trois ans.

Les investissements dans le secteur de l'énergie et du recyclage correspondent pour 47 % à des activités de production et pour 16 % à des activités de R&D. 61 % de ces investissements correspondent à de nouvelles implantations.

L'Allemagne, premier pays investisseur dans le secteur énergie et recyclage, est à l'origine du quart des investissements dans ce secteur.

Auvergne-Rhône-Alpes (19 %), Hauts-de-France (15 %) et Occitanie (13 %) sont les principales régions d'implantation dans ce secteur.



SANTÉ

NOVO NORDISK, DANEMARK

L'entreprise Novo Nordisk a choisi son site de Chartres (Eure-et-Loir) comme précurseur du programme Circular for Zero, qui consiste à faire du groupe une entreprise neutre en émission carbone. Novo Nordisk a ainsi investi 164 M€ entre 2016-2020, comprenant notamment l'extension du site, la création d'une centrale de biomasse et la signature d'un contrat avec un fournisseur d'électricité verte, diminuant ainsi son émission de CO₂ de 8 500 tonnes par an pour ce seul site. Grâce à ce programme, l'entreprise a gagné le 10 décembre 2020 le prix « Choose France » dans la catégorie « Transition écologique ».



ÉNERGIE

BORALEX, CANADA

Boralex développe, construit et exploite des sites de production d'énergie renouvelable au Canada, en France, au Royaume-Uni, et aux États-Unis. Premier acteur indépendant de l'éolien terrestre en France, l'entreprise a réalisé en 2020 la mise en service de 4 nouveaux sites éoliens en France. Ces mises en services portent la puissance installée de Boralex en France à 1 037,7 MW et positionnent l'entreprise comme le premier producteur indépendant de l'éolien terrestre en France. Plusieurs nouvelles mises en services sont annoncées en 2021, elles permettront à l'investisseur de réaliser un pas de plus vers son objectif stratégique de 2 800 MW pour 2023.



ÉNERGIE, RECYCLAGE

NOWOS, PAYS-BAS

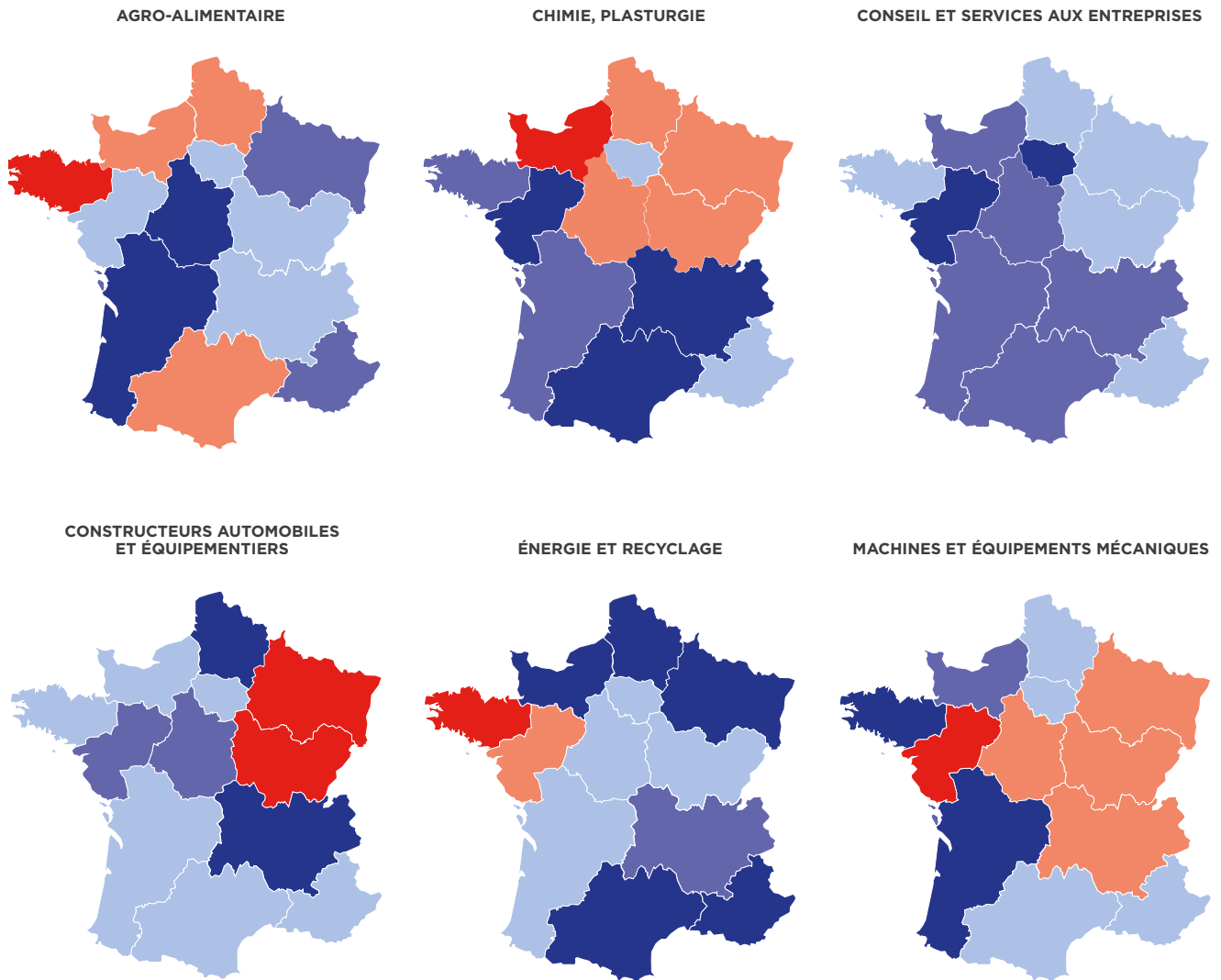
Nowos est une jeune startup néerlandaise active depuis 2019. Celle-ci propose un service de réparation et de reconditionnement pour allonger la durée de vie des batteries lithium-ion nécessaires au fonctionnement des gyropodes, vélos et trottinettes électriques. Portée par un succès immédiat, la jeune entreprise entreprend très vite ses démarches pour l'installation d'un nouveau bureau et d'une usine en France. En novembre 2020, le projet se concrétise avec l'ouverture d'un site à Amplepuis, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest Rhodanien. Cette création implique l'embauche de 25 personnes d'ici la fin de l'année 2021 et d'une centaine sur trois ans.

UNE ATTRACTIVITÉ DIFFÉRENCIÉE SELON LES SPÉCIALISATIONS RÉGIONALES

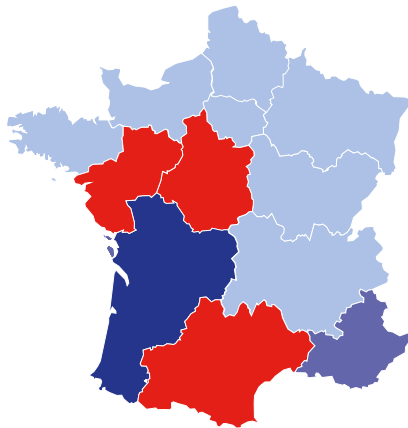
L'indice de spécialisation sectorielle des régions permet de mettre en exergue l'attractivité différenciée des régions :

- Centre-Val de Loire, Grand Est, Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nouvelle-Aquitaine dans le secteur de la santé ;
- Bretagne, Occitanie, Normandie et Hauts-de-France dans l'agro-alimentaire ;
- Normandie, Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France dans la chimie plasturgie ;
- Île-de-France et Pays de la Loire dans les conseils des régions et services aux entreprises ;
- Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes pour les constructeurs automobiles et équipementiers ;
- Outre-Mer, Bretagne, Pays de la Loire, Occitanie et Normandie dans l'énergie et recyclage ;
- Pays de la Loire, Grand Est, Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes dans les machines et équipements mécaniques ;
- Occitanie, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire dans les matériels aéronautiques, navals et ferroviaires ;
- Île-de-France dans les prestations informatiques.

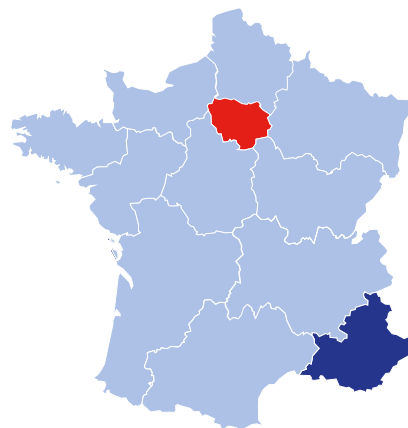
Fig. 9 ATTRACTIVITÉ SECTORIELLE DES RÉGIONS



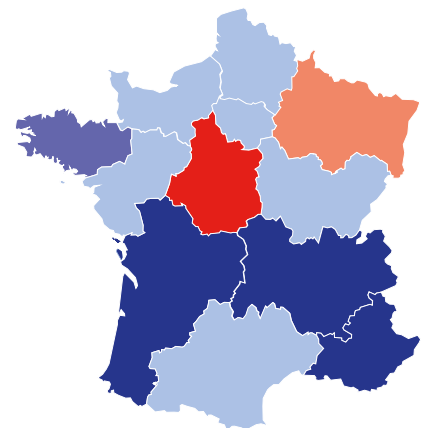
**MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES,
NAVALS ET FERROVIAIRES**



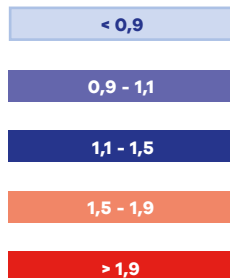
PRESTATIONS INFORMATIQUES



SANTÉ



**INDICE DE CLASSIFICATION DE
L'ATTRACTIVITÉ SECTORIELLE
DES RÉGIONS**



Source : Bilan France 2020, Business France

La localisation des projets d'investissement étranger dépend des caractéristiques régionales des bassins d'emploi et de leur spécialisation sectorielle.

À partir des caractéristiques sectorielles des bassins d'emploi, l'indice de spécialisation permet de souligner la spécialisation de la main-d'œuvre des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Centre-Val de Loire et Normandie dans l'industrie pharmaceutique ; celle des régions Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté dans l'industrie du matériel des transports ; celles de la Bretagne, des Pays de la Loire et de la Nouvelle-Aquitaine dans l'industrie agro-alimentaire ; Grand Est dans la fabrication des machines et équipements mécaniques.

MÉTHODOLOGIE

L'INDICE RÉGIONAL DE SPÉCIALISATION SECTORIELLE DE L'EMPLOI

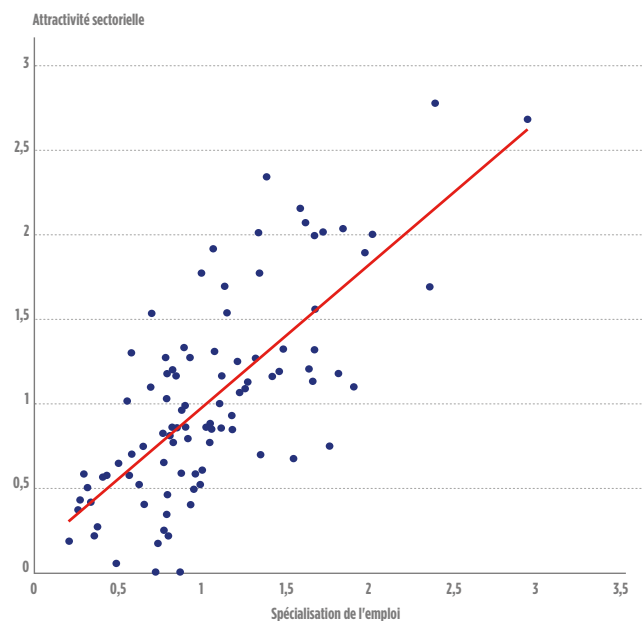
L'indice régional de spécialisation sectorielle de l'emploi estime la spécialisation des régions françaises dans un secteur d'activité donné, en se basant sur l'emploi salarié sectoriel de chaque région tel que défini par l'Insee pour l'année 2016.

L'indice de spécialisation sectorielle est le résultat du rapport entre le poids de l'emploi sectoriel dans une région donnée et le poids de l'emploi dans ce secteur au niveau national. Si l'indice est supérieur à 1, la part de l'emploi salarié régional dans le secteur concerné est supérieur à la part de l'emploi salarié du secteur dans le total de l'emploi salarié national.

Cet indice permet de faire émerger les secteurs d'activité dans lesquels chaque région est spécialisée en termes d'emploi salarié.

Nous cherchons à vérifier l'hypothèse selon laquelle l'attractivité sectorielle des régions reflète bien les caractéristiques et la spécialisation des régions. Le graphique présente la corrélation existante entre l'attractivité sectorielle des régions, c'est-à-dire les choix de localisation des firmes multinationales, et leur spécialisation en termes de bassin d'emploi. Les résultats démontrent une relation positive entre ces deux variables : le choix de localisation des entreprises, l'attractivité sectorielle des régions reflète bien la spécialisation régionale des emplois.

Fig.10 CORRÉLATION ENTRE ATTRACTIVITÉ SECTORIELLE ET SPÉCIALISATION RÉGIONALE



Source : calculs Business France

Un focus sectoriel révèle que la stratégie de localisation est fortement corrélée pour l'ensemble des secteurs considérés à l'exception des secteurs transport, stockage, ainsi que les services financiers et l'industrie du textile. L'implantation d'établissements bancaires ou financiers se traduit en effet par une forte polarisation des activités en région Île-de-France.

4

La contribution des filiales d'entreprises étrangères à l'économie française

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PRÉSENTES EN FRANCE CONTRIBUENT À LA CRÉATION DE VALEUR ET D'EMPLOIS

Bénéficiant du savoir-faire des maisons mères, des échanges entre filiales, des économies d'échelle au niveau mondial, et des différences de prix des facteurs de production, les multinationales sont plus performantes et plus productives que les entreprises non internationalisées.

Selon les dernières estimations disponibles d'Eurostat, la France est ainsi en 2018, le cinquième pays d'accueil des filiales de groupes étrangers en Europe avec plus de 15 859 filiales recensées, après la Roumanie qui en comptabilise 27 716, l'Allemagne (26 828), le Royaume-Uni (24 097) et la République tchèque (17 423).

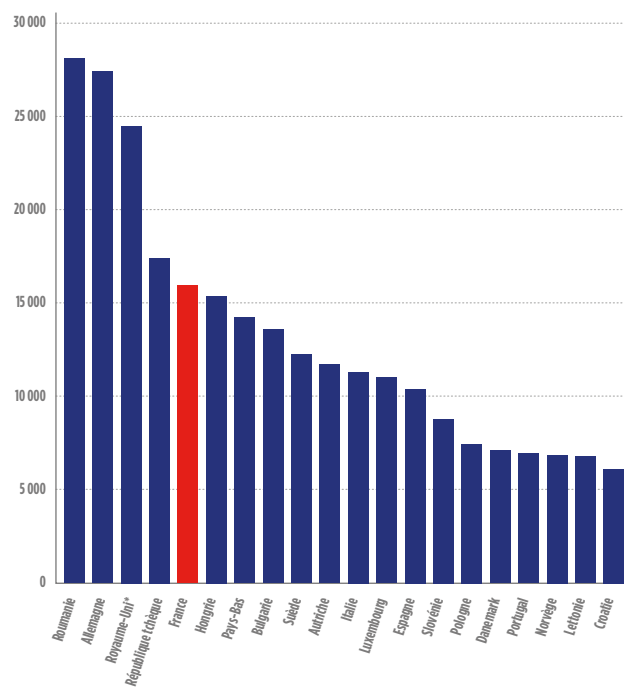
Les entreprises multinationales d'origine étrangère implantées en France emploient 2 228 023 personnes. La France représente le 3^e pays européen en termes d'emplois par les filiales étrangères après le Royaume-Uni (3 728 859) et l'Allemagne et (3 696 960).

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

Les entreprises multinationales d'origine étrangère sont présentes sur l'ensemble du territoire et contribuent à la croissance économique des régions d'implantation.

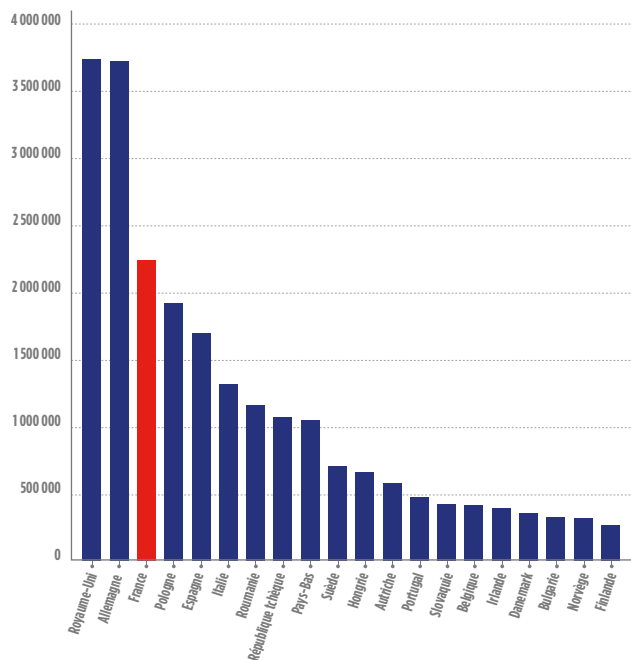
En France, fin 2018, les entreprises étrangères qui représentent moins de 1 % de l'ensemble des entreprises

Fig. 1 FILIALES ÉTRANGÈRES EN EUROPE TOP 20 DES PAYS D'ACCUEIL



Source : Eurostat, 2021
* Données 2017

Fig. 2 EMPLOIS DANS LES FILIALES ÉTRANGÈRES TOP 20 DES PAYS D'ACCUEIL



Source : Eurostat, 2021

françaises contribuent à hauteur de 21 % du chiffre d'affaires¹ réalisé par l'ensemble de l'économie française, emploient 13 % de l'ensemble des effectifs et réalisent 30 % du chiffre d'affaires à l'exportation de la France.

L'implantation en France des multinationales sous contrôle étranger correspond le plus souvent à des entreprises de taille intermédiaire (ETI). 45 % de l'emploi en France sous contrôle étranger se concentre dans des entreprises de taille intermédiaire. L'industrie manufacturière concentre le plus d'emplois sous contrôle étranger en France avec 37 %, devant le commerce 30 %.

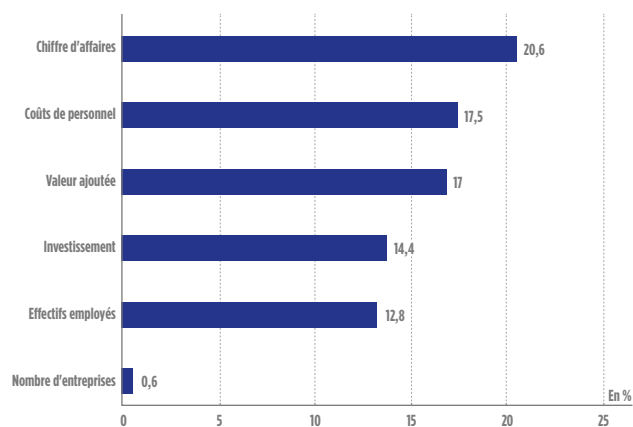
En 2018, les firmes multinationales étrangères emploient 2,2 millions de personnes (salariés et non salariés). Les entreprises sous contrôle étranger sont majoritairement européennes, elles réalisent plus des deux-tiers des emplois. Les multinationales américaines sont les principales pourvoyeuses d'emplois avec 532 800 emplois. Viennent ensuite l'Allemagne avec 324 400 emplois, puis la Suisse (277 000), les Pays-Bas (193 000) et le Royaume-Uni (182 300).

¹ Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

MÉTHODOLOGIE

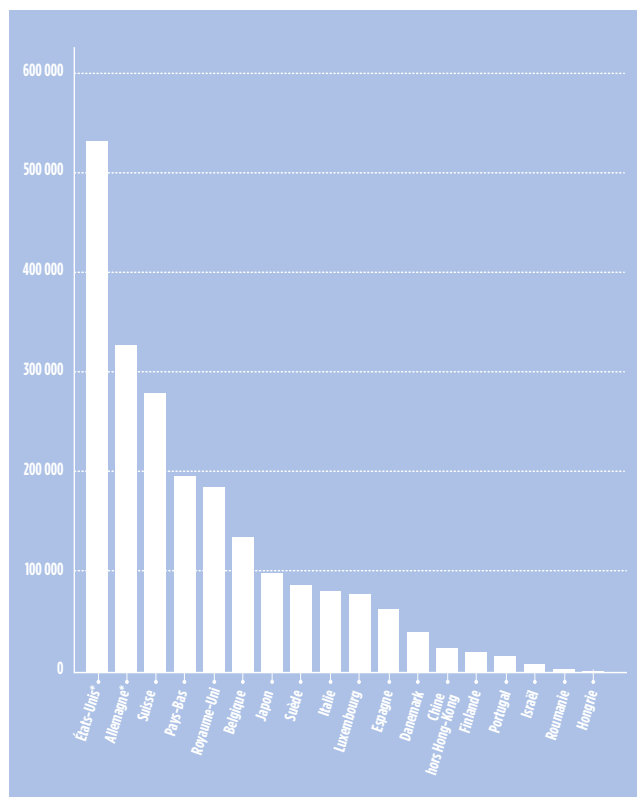
Les résultats sont issus des données « Inward » au règlement européen Foreign Affiliates Statistics (FATS). Les estimations proviennent de deux sources : le dispositif d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (Ésane), qui produit des statistiques structurelles d'entreprise, à partir de données administratives et d'enquêtes ; le répertoire des groupes (Lifi), qui identifie les groupes de sociétés opérant en France et détermine leur contour et leur nationalité.

Fig. 3 CONTRIBUTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES EN FRANCE EN 2018



Source : Eurostat, 2021

Fig. 4 RÉPARTITION DES EMPLOIS EN FRANCE DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER PAR PAYS D'ORIGINE



*données 2017
 Source : Eurostat 2021
 Lecture : en 2017, les filiales de groupes américains implantées en France emploient 532 756 personnes.

L'importance relative des entreprises sous contrôle étranger a été la plus marquée dans l'industrie manufacturière, où elles assuraient un quart (23 %) de la valeur ajoutée du secteur et un tiers de l'emploi du secteur.

L'industrie manufacturière représente 32 % des emplois sous contrôle étranger en France, contre 26 % des emplois des firmes multinationales françaises et 12 % de ceux des autres entreprises françaises.

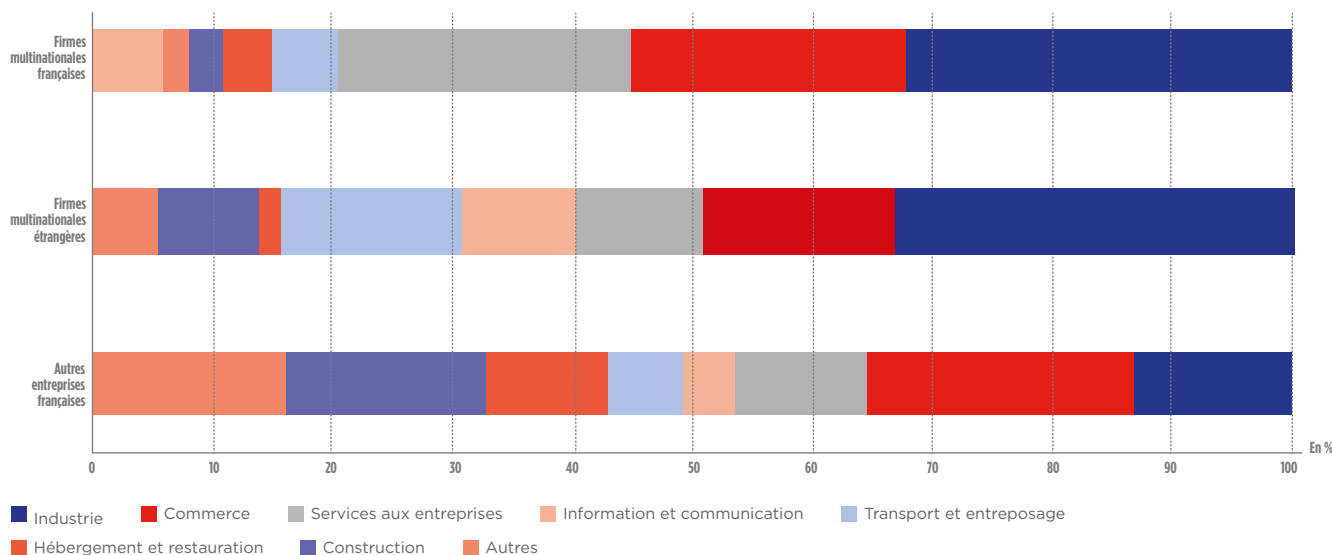
Avec 24 % des emplois, le secteur des services aux entreprises est le deuxième secteur le plus important.

LES FILIALES DE GROUPES ÉTRANGERS SONT TRÈS PRÉSENTES DANS LA R&D

En 2018, les dépenses affectées à la recherche et développement (R&D) des entreprises contrôlées par des multinationales étrangères ont progressé de 3 % et s'élèvent à 7,7 milliards d'euros, soit 23 % des dépenses totales de R&D des entreprises en France. Trois branches sont à l'origine de plus du tiers de l'ensemble des dépenses. Il s'agit des secteurs composants électroniques, l'industrie automobile et machines et équipements mécaniques. Les entreprises des secteurs des composants électroniques réalisent 14 % de la DIRDE des entreprises étrangères avec 1,1 milliard d'euros, celles de l'industrie automobile 12 % de la DIRDE des filiales étrangères avec 934 millions d'euros, et celles des activités informatiques 8 % de la DIRDE avec 635 millions d'euros.

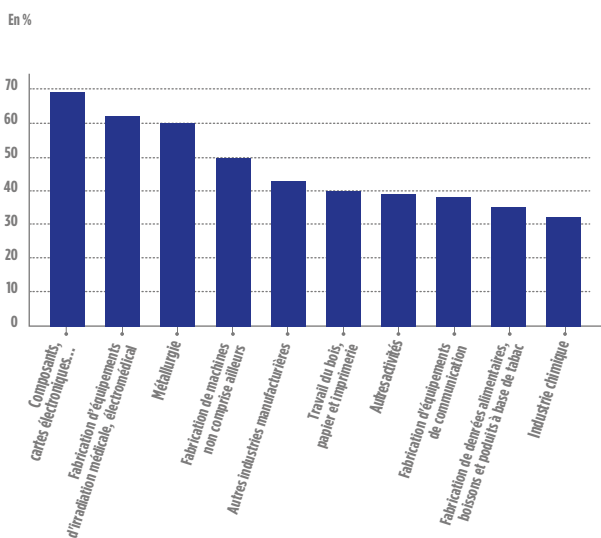
La contribution des filiales sous contrôle étranger dans les dépenses totales de R&D des entreprises est prédominante dans les branches composants et cartes électroniques (69 % des dépenses totales de la DIRDE), équipements d'irradiation médicale (62 %), métallurgie (60 %), fabrication de machines et équipements (50 %).

Fig. 5 RÉPARTITION DE L'EMPLOI SECTORIEL PAR TYPE DE CONTRÔLE DES ENTREPRISES



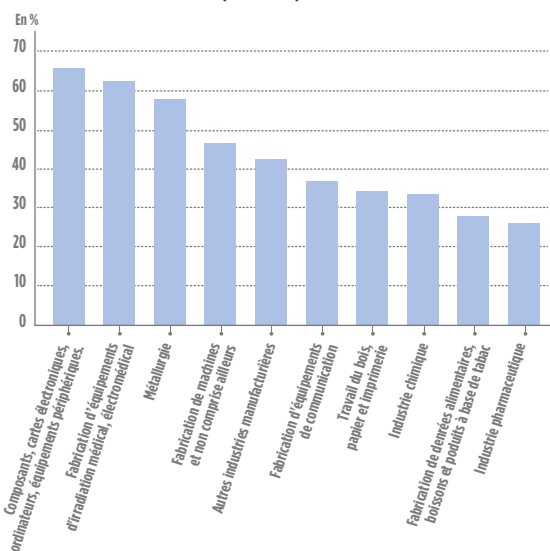
Note : l'industrie regroupe ici les secteurs B à E et non la seule industrie manufacturière (secteur C). « Autres » regroupe les secteurs L, M et S95. Les effectifs intérimaires sont regroupés dans les sociétés d'intérim, dans le secteur services aux entreprises. Lecture : en 2017, l'industrie emploie 32,3 % des effectifs des entreprises contrôlées par des firmes multinationales étrangères. Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers ; effectifs employés y compris non-salariés et intérimaires. Source : Insee, Esane, Lifi 2017.

Fig. 6 CONTRIBUTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUX DÉPENSES DE R&D PAR SECTEUR (TOP 10)



Source : MESRI-SIES, 2021

Fig. 7 PART DES CHERCHEURS SALARIÉS DE FILIALES ÉTRANGÈRES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (TOP 10)



Source : MESRI-SIES, 2021

PLUS DES DEUX-TIERS DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DE R&D SONT LE FAIT D'ENTREPRISES EUROPÉENNES

Les entreprises européennes ont réalisé 68 % des investissements étrangers de R&D en France. L'Allemagne (1,4 milliard d'euros), et la Suisse (1,3 milliard d'euros) sont les principaux pays européens contributeurs aux dépenses de R&D des entreprises étrangères en France.

Les entreprises américaines sont les principaux investisseurs dans les activités de R&D : les dépenses de R&D des entreprises américaines ont progressé de 6% pour atteindre 1,7 milliard d'euros. En 2018, les États-Unis sont à l'origine de près du quart de l'ensemble des dépenses de R&D réalisées par les entreprises étrangères en France.

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES IMPLANTÉES EN FRANCE EMPLOIENT PRÈS DU QUART DES CHERCHEURS

Dans les entreprises contrôlées par des multinationales étrangères, les chercheurs (en équivalent temps plein) représentent 42 050 personnes, soit 22 % de l'ensemble des chercheurs présents dans l'ensemble des entreprises présentes en France. Le nombre de chercheurs présents dans les filiales de groupes étrangers a progressé de 5 %.

Le poids des chercheurs employés par les filiales sous contrôle étranger reflète la distribution économique des activités de recherche et développement. La répartition est la suivante : 65 % du nombre de chercheurs dans les entreprises en France exercent pour la branche composants et cartes électroniques dans des filiales étrangères (5 996 chercheurs), 62 % pour l'industrie des équipements d'irradiation médicale (423 chercheurs), 58 % pour l'industrie métallurgique, 47 % pour la fabrication de machines et équipements.

Les filiales de multinationales ont l'avantage de faire partie d'un groupe mondial et profitent non seulement du savoir-faire transféré par les maisons mères et des

échanges entre filiales, mais également des différences de prix des facteurs de production, des économies d'échelle au niveau mondial et de l'externalisation. Les études empiriques ont permis de démontrer que les filiales de multinationales sont plus productives, plus innovantes et plus compétitives. L'implantation des filiales étrangères en France participe au mouvement de mondialisation et à l'intégration de la France dans l'économie globale.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE DES DÉPENSES DE R&D ET DES CHERCHEURS

	DIRDE (M€)	CHERCHEURS (ETP)
Union européenne hors France (27)	3 989	22 890
Dont :		
Allemagne	1 376	6 283
Autriche	33	289
Belgique	351	2 001
Danemark	39	197
Espagne	112	759
Finlande	323	2 508
Italie	110	523
Luxembourg	253	1 214
Pays-Bas	598	4 248
Royaume-Uni	380	2 587
Suède	315	1 628
Norvège	14	60
Suisse	1 260	5 947
Total Europe hors France	5 263	28 896
États-Unis	1 709	9 407
Canada	59	344
Japon	321	1 740
Reste du monde	338	1 662
TOTAL FILIALES ÉTRANGÈRES	7 691	42 050
TOTAL ENTREPRISES	33 947	188 817

Source : MESRI-SIES, 2021

L'OUVERTURE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Plus de 40 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger et plus de 16 000 sociétés étrangères sont présentes en France et ont investi dans des activités créatrices d'emploi.

L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.

Selon l'INSEE, les filiales sous contrôle de groupes étrangers :

- Emploient 13 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française ;
- Contribuent à hauteur de 21 % au chiffre d'affaires de l'économie française ;
- Réalisent 14 % de l'investissement des entreprises.
- Réalisent 30 % des exportations.

Les investisseurs étrangers détiennent 40,8 % du capital des entreprises du CAC 40 (Banque de France, octobre 2020).

Les filiales françaises d'entreprises étrangères emploient plus de 40 000 chercheurs et consacrent 7,7 milliards d'euros à leur activité interne de R&D. Elles représentent ainsi 23 % de la dépense intérieure de R&D des entreprises (DIRDE) (MESRI-SIES 2021).

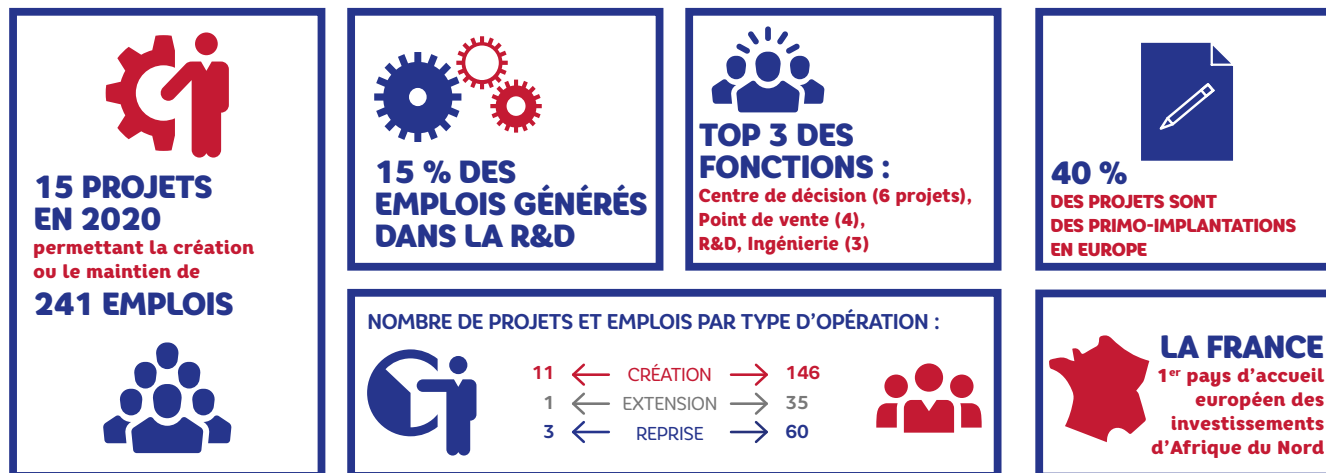
Parmi les 500 premières entreprises mondiales, 31 entreprises sont françaises, 27 allemandes et 22 britanniques (Global Fortune 500, 2020).

5

Regards par pays d'origine

AFRIQUE DU NORD

En 2020, 15 projets d'investissement originaires des pays d'Afrique du Nord¹ ont été recensés en France, soit autant qu'en 2019. Ces investissements ont permis la création ou la sauvegarde de 241 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

SmartWash : Fort d'une expérience de plusieurs années sur le marché tunisien, le dirigeant de cette startup à fort impact social qui propose de digitaliser le marché du lavage automatique en optimisant les impacts sur l'environnement et sur la création d'emplois a décidé d'établir en France SmartWash International. Cette holding a pour ambition de couvrir les marchés d'Europe francophone (France, Belgique, Luxembourg et Suisse) et d'Afrique (en priorité Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire et Cameroun), lever des fonds et développer une activité de R&D. Dans le cadre de ce projet qui a choisi l'incubateur Bond'Innov, une quarantaine d'emplois vont être créés en France sur trois ans.

Lycom : Startup d'origine marocaine consulting, spécialisée dans les solutions en mode SaaS de gestion RH en termes d'engagement des collaborateurs et de rétention de talents, Lycom a implanté son bureau européen à Rouen, BTPW Europe, afin de recruter une équipe R&D (thématiques IA et big data), faciliter son développement international (notamment sur le continent africain mais aussi sur les marchés européen et américain) et effectuer une levée de fonds. Ce projet va créer dix emplois sur trois ans.

Seabex : La startup d'origine tunisienne spécialisée dans les solutions pour l'agriculture de précision, a implanté son centre de décision à Orléans afin de bénéficier de l'écosys-

tème agtech local pour développer une activité de R&D, lever des fonds et également impulser un développement international avec une 1^{re} filiale en Tunisie. Ce projet va créer une quinzaine d'emplois sur trois ans.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
Tunisie	8	194
Maroc	6	40
Algérie	1	7
Total général	15	241

¹ Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour les pays d'Afrique du Nord était de 3,2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES D'AFRIQUE DU NORD EN FRANCE

Plus de 1 300 entreprises originaires des pays d'Afrique du Nord sont installées en France et emploient environ 7 400 personnes. En 2020, 15 projets issus de ces pays ont permis la création ou le maintien de 241 emplois.

Les investissements issus de cette zone privilégient les activités de centre de décision (6 projets), de point de vente (4 projets) et de R&D, Ingénierie (3 projets).

À noter que la totalité des investissements en centre de décision concerne des primo-implantations d'entreprises en Europe.

Les investissements en provenance d'Afrique du Nord ciblent avant tout le secteur du commerce et distribution (5 projets). La reprise de l'enseigne NAF NAF par le groupe turco-tunisien SY INTERNATIONAL explique en partie

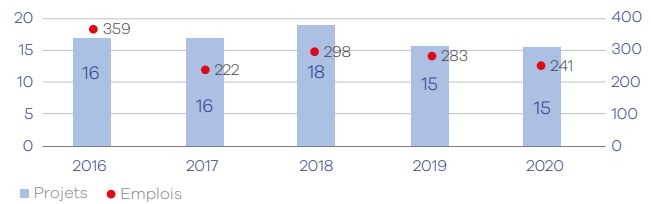
l'importance de ce secteur. En outre, 3 projets ont ciblé les prestations informatiques, totalisant 23 % des emplois.

Les principales régions d'accueil des investissements issus de pays d'Afrique du Nord sont l'Île-de-France (5 projets), les Hauts-de-France (3 projets) et le Grand Est (2 projets).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

En 2020, la France est la première destination européenne des investissements en provenance des pays d'Afrique du Nord. Elle a accueilli 60 % des projets et se positionne devant le Royaume-Uni (20 %), et la Roumanie (20 %).

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	6	66	40%	27%
Point de vente	4	65	27%	27%
R&D, Ingénierie, Design	3	35	20%	15%
Services aux entreprises	1	35	7%	15%
Services aux particuliers	1	40	7%	17%
Total	15	241	100%	100%

TOP 5 DES ENTREPRISES D'AFRIQUE DU NORD EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
AL MADA (ATTIJARIWABA BANK, OPTORG) - Maroc Services financiers et assurances	2 000 - 2 500
CEVITAL (BRANDT, OXXO EVOLUTION, ISLA MONDIAL) - Algérie Chimie, plasturgie	1 500 - 2 000
BANQUE CHAABI DU MAROC Services financiers et assurances	200 - 400
BMCE BANK (BMCE EUROSERVICES, BBI, BOA) - Maroc Services financiers et assurances	200 - 300
GRUPE OUTSOURCIA - Maroc Conseil et services opérationnels aux entreprises	200 - 300

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

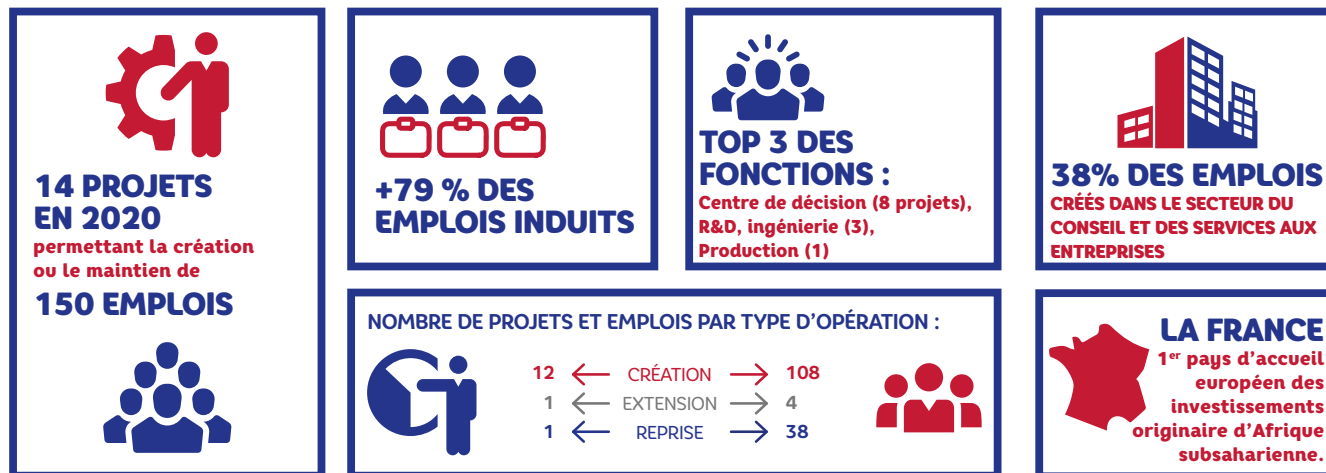
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	5	72	33%	30%
Prestations informatiques	3	55	20%	23%
Transport, stockage	1	40	7%	17%
Autres activités de services	1	39	7%	16%
Équipements électriques et informatiques	1	11	7%	5%

Source : Bilan France 2020, Business France

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

En 2020, 14 projets d'investissement originaires des pays d'Afrique subsaharienne¹ ont permis la création ou la sauvegarde de 150 emplois. Cela représente un projet de plus qu'en 2019 et une croissance des emplois de 79 %.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Ibriz : Startup sénégalaise, spécialisée dans l'offre de solutions digitales basées sur l'usage de l'énergie photovoltaïque et appliquées au secteur agricole, Ibriz a choisi d'implanter à Rennes son hub international et une activité de R&D en lien avec l'écosystème local. L'objectif est également de lever des fonds pour financer la croissance à venir et accompagner un fort développement anticipé en Afrique avec l'appui de structures telles que BPI, l'AFD et Proparco. Dans le cadre de ce projet, la startup va créer une douzaine d'emplois sur trois ans dont un tiers en R&D.

CinetPay : Cette startup fintech basée à Abidjan, a mis au point une plateforme de paiement sécurisée, flexible et multi-réseaux, intégrant différents moyens (paiement mobile, cartes bancaires) et couvrant déjà plusieurs pays d'Afrique francophone (Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, Guinée, République démocratique du Congo, Burkina Faso et Sénégal). Elle a créé une filiale en France comme tremplin digital pour accélérer la croissance vers l'Afrique francophone, développer une activité de R&D sur des thématiques blockchain et intelligence artificielle et aussi effectuer une levée de fonds ; domiciliée à Bondy, la startup va intégrer l'accélérateur Swave et créer huit emplois sur trois ans.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
Côte d'Ivoire	4	86
Sénégal	3	17
Afrique du Sud	3	14
Mali	2	13
Madagascar	1	15
Maurice	1	5
Total	14	150

¹ Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour les pays d'Afrique subsaharienne était de 6 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN FRANCE

Plus d'une centaine de filiales d'entreprises d'Afrique subsaharienne sont implantées en France, où elles emploient plus de 11 000 personnes. En 2020, 14 projets issus de ces pays ont permis la création ou le maintien de 150 emplois (+79 % par rapport à 2019).

Plus de la moitié (57 %) des projets issus de cette zone sont des centres de décision, à l'origine de 49 % des emplois. Cette année, nous recensons 3 décisions d'investissement dans les activi-

tés de R&D, ingénierie qui ont généré 29 emplois.

Les investissements des pays d'Afrique subsaharienne privilégient les secteurs du conseil et services aux entreprises (5 projets), de l'énergie et recyclage (2 projets), et du transport et stockage (2 projets). Ces secteurs concentrent plus de la moitié (53 %) des emplois. À noter que le secteur de la chimie et plasturgie enregistre près d'une quarantaine d'emplois (25 %) liés au projet de reprise

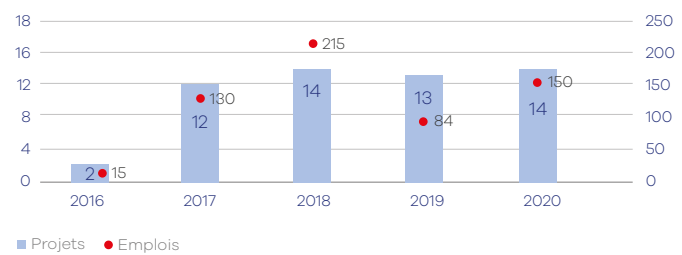
de l'entreprise Stefany Emballages et Services par l'ivoirien Plastica.

Ces investissements sont localisés en premier lieu en Île-de-France (4 projets). Les régions Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie ont accueilli chacune 2 projets.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

En 2020, la France est la première destination européenne des investissements en provenance des pays d'Afrique subsaharienne. Elle a accueilli 25 % des projets et se positionne ex-aequo avec le Royaume-Uni, et devant les Pays-Bas (17 %).

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	8	73	57%	49%
Logistique	1	6	7%	4%
Production / Réalisation	1	38	7%	25%
R&D, Ingénierie, Design	3	29	21%	19%
Services aux particuliers	1	4	7%	3%
Total	14	150	100%	100%

TOP 5 DES ENTREPRISES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
ASPEN PHARMA HOLDINGS LIMITED Afrique du Sud Médicaments et biotechnologies	500 - 1 000
IBL LTD. - Maurice Immobilier	100 - 250
ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED - Togo Services financiers et assurances	80 - 100
CAREDas / ROGERS GROUP - Maurice Hôtellerie, tourisme, restaurant	70 - 160
BGFIBANK - Gabon Services financiers et assurances	50

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil et services aux entreprises	5	57	36%	38%
Énergie et recyclage	2	12	14%	8%
Transport, stockage	2	11	14%	7%
Chimie, plasturgie	1	38	7%	25%
Médias, édition	1	15	7%	10%

Source : Bilan France 2020, Business France

ALLEMAGNE

En 2020, l'Allemagne reste le deuxième investisseur en France. Ce pays est à l'origine de 17 % des projets d'investissement étranger en France. Ces investissements ont permis la création ou le maintien de près de 4 000 emplois.



201 PROJETS EN 2020
permettant la création ou le maintien de
3 938 EMPLOIS




30 % DES PROJETS DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE





TOP 3 DES FONCTIONS :
Production (54 projets),
Points de vente (50),
Services aux entreprises (25)



ALLEMAGNE
PREMIER INVESTISSEUR DANS LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION

NOMBRE DE PROJETS ET EMPLOIS PAR TYPE D'OPÉRATION :

	93 ← CRÉATION → 1 333	
	107 ← EXTENSION → 2 478	
	1 ← REPRISE → 127	



LA FRANCE
1^{er} pays d'accueil européen des investissements allemands

CHIFFRES CLÉS



73,9 MDE
Stock d'IDE
5^e rang
Source : Banque de France¹



+ de 2 300 entreprises
Source : Eurostat



+ de 320 000 Effectifs salariés
Source : Eurostat

ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Siemens : depuis quelques années, le groupe allemand s'inscrit dans une dynamique qui consiste à accélérer dans les secteurs d'avenir tels que la mobilité électrique, les bâtiments intelligents, l'automatisation et le stockage de l'énergie. Dans ce cadre, sa filiale France a recruté 850 personnes en 2020 dont 450 en CDI notamment sur ses sites franciliens de Saint-Denis, Vélizy et Châtillon ainsi qu'à Toulouse (Occitanie). Les profils recrutés vont de niveau bac+2 à ingénieur dans les domaines de l'efficacité énergétique, du logiciel, de la cybersécurité, des systèmes embarqués, du Big Data, etc.

Dräger : basé à Lübeck en Allemagne, le groupe Drägerwerk est une entreprise familiale spécialisée dans les équipements médicaux et de sécurité, il compte plus de 14 000 employés dans le monde. Dans un contexte de crise sanitaire sans précédent causée par le coronavirus, le groupe a mis en place à Obernai (région Grand Est) un site de production de masques de protection FFP2 et FFP3. Cette usine, qui vise la fabrication annuelle de 100 millions de masques, a déjà permis la création de plus de 100 emplois. L'investissement associé s'élève à plus de 20 M€.

Lidl : premier investisseur allemand en France en nombre de salariés, le discounteur investit 70 millions d'euros pour relocaliser sa direction régionale et créer une nouvelle plateforme logistique à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) en région Nouvelle-Aquitaine. Le site de 25 hectares sera construit sur une friche industrielle. Il sera opérationnel en 2023 et créera 150 nouveaux emplois.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Allemagne était de 79,4 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE

Plus de 2 300 filiales d'entreprises allemandes sont implantées en France, elles emploient plus de 320 000 personnes. En 2020, 201 projets d'investissement allemands ont été recensés en France, permettant la création ou le maintien de 3 938 emplois.

Les investisseurs allemands privilégient les projets de production (27 % des projets), qui représentent près de 40 % des emplois créés ou maintenus, et les points de vente, 25 % des projets. L'Allemagne est le premier

pays investisseur dans les activités de production et est à l'origine de plus de 20 % des projets en logistique. On notera l'importance de ce pays dans la R&D, Ingénierie puisqu'un emploi sur 5 généré dans cette fonction provient d'entreprises allemandes.

Le secteur commerce et distribution, marqué par l'expansion du groupe Lidl sur l'ensemble du territoire, est le premier destinataire des investissements allemands (26 % des projets). Les investissements allemands se dirigent aussi vers les

secteurs machines et équipements (9 % des projets) et énergie et recyclage (8 % des projets). L'Allemagne se distingue dans les secteurs automobile et équipements médicaux, avec respectivement 30 % des projets et 28 % des emplois au niveau national.

Les principales régions d'accueil des projets allemands sont le Grand Est (16 % des projets et 15 % des emplois), l'Auvergne-Rhône-Alpes (14 % des projets et 13 % des emplois) et l'Île-de-France (13 % des projets et des emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le premier pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance d'Allemagne. Elle accueille 31 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant l'Espagne (11%), le Royaume-Uni (10 %) et la Pologne (8 %).



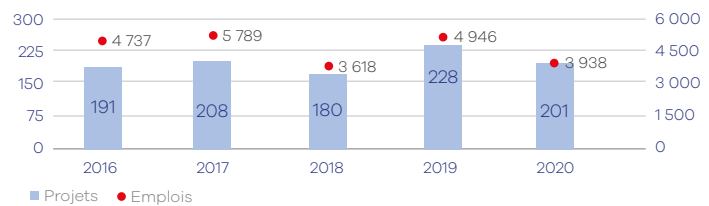
TOP 5 DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
SCHWARZ BETEILIGUNGS GMBH (LIDL) Commerce et distribution	30 000
ALDI NORD Commerce et distribution	16 000
ALLIANZ SE Services financiers, assurances	9 000
ROBERT BOSCH GMBH Automobiles, Équipements électriques...	7 300
SIEMENS AG Équipements électriques, électroniques et informatiques	7 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	23	397	11%	10%
Logistique	16	560	8%	14%
Point de vente	50	579	25%	15%
Production / Réalisation	54	1 521	27%	39%
R&D, Ingénierie, Design	23	433	11%	11%
Services aux entreprises	25	219	12%	6%
Services aux particuliers	10	229	5%	6%
Total	201	3 938	100%	100%

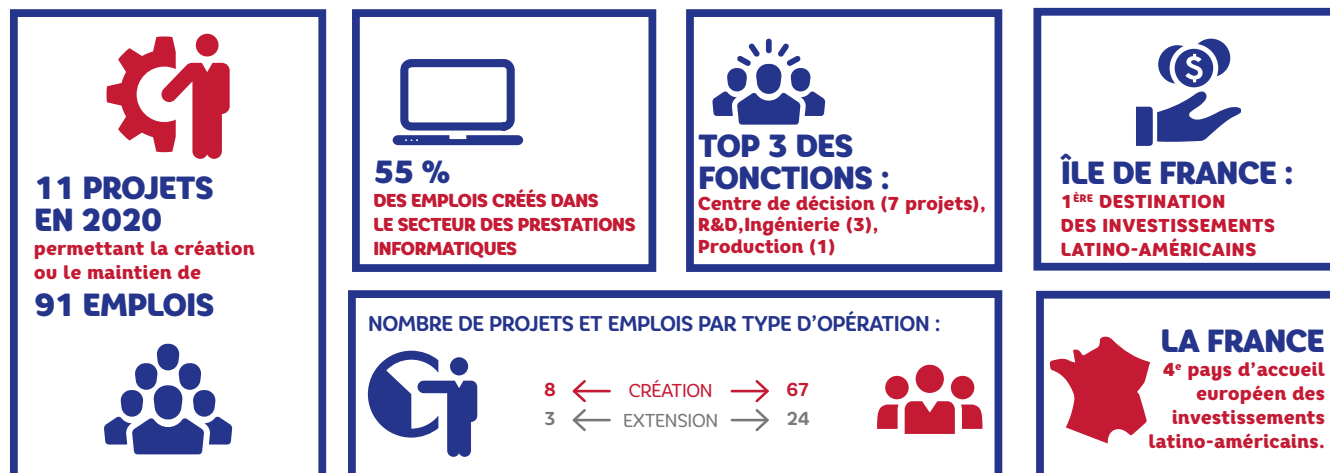
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	53	853	26%	22%
Machines et équipements mécaniques	18	471	9%	12%
Énergie et recyclage	16	262	8%	7%
Constructeurs automobiles et équipementiers	15	413	7%	10%
Équipements électriques et informatiques	13	206	6%	5%

Source : Bilan France 2020, Business France

AMÉRIQUE LATINE

Les entreprises d'Amérique latine¹ ont été à l'origine de 11 décisions d'investissement à destination de la France en 2020. Ces investissements ont permis la création de 91 emplois sur le territoire français.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Terramar : Le leader chilien fournisseur d'ingrédients pour la production d'aliments a investi avec le groupe français LDC, en Mayenne, pour la construction et l'exploitation d'une unité de production de protéines animales transformées. Cet investissement permettra le développement de plus de 30 emplois directs et d'une chaîne de valeur importante en Mayenne.

Q4TECH : entreprise argentine innovante avec 22 ans d'expérience dans l'édition d'applications mobiles, Q4TECH ouvre un bureau commercial à Paris et embauchera des développeurs et des commerciaux. L'entreprise fournit ses clients dans plus de 30 pays. À travers son offre de service et fort d'alliances stratégiques avec des partenaires à Lyon

et Bordeaux, l'entreprise souhaite accompagner la transition numérique sur le marché français et se développer en Europe.

SoftExpert : entreprise brésilienne innovante, fournissant des solutions et services pour l'automatisation et la gestion des affaires, la conformité réglementaire et la gouvernance corporative, SoftExpert ouvre un bureau commercial à Lyon et prévoit une vingtaine d'emplois de développeurs et de commerciaux à l'horizon de 3 ans.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
Chili	4	44
Brésil	4	23
Colombie	1	15
Argentine	1	5
Mexique	1	4
Total	11	91

¹ Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Suriname, Uruguay, Venezuela.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019.

Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Amérique latine est de 3 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES LATINO-AMÉRICAINES EN FRANCE

Environ 200 filiales d'entreprises latino-américaines sont implantées en France où elles emploient 8 500 personnes.

En 2020, 11 décisions d'investissement issues de ces entreprises ont été recensées en France où elles ont permis la création de 91 emplois. Près des deux tiers des projets (64 %) et des emplois (70 %) concernent des centres de déci-

sion. Viennent ensuite les activités de R&D et Ingénierie avec 27 % des projets et 21 % des emplois issus d'investissements latino-américains.

Les prestations informatiques sont le premier secteur d'accueil des projets originaires d'Amérique latine. Ce secteur a reçu environ la moitié des projets (45 %) et des emplois (55 %). Les secteurs de la chimie plasturgie et du

conseil aux entreprises ont bénéficié de 2 projets latino-américains chacun soit 18 % du total des projets.

L'Île-de-France a accueilli 5 projets en provenance d'Amérique latine cette année, ce qui fait d'elle la première région française pour les investissements de cette zone. La Bourgogne-Franche-Comté arrive en deuxième position avec 2 projets reçus.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

En 2020, l'Espagne est le premier pays d'accueil des investissements latino-américains vers l'Europe (44 % des projets). Le Portugal arrive en deuxième position (19 %), suivi du Royaume-Uni (15 %) et de la France (7 %).



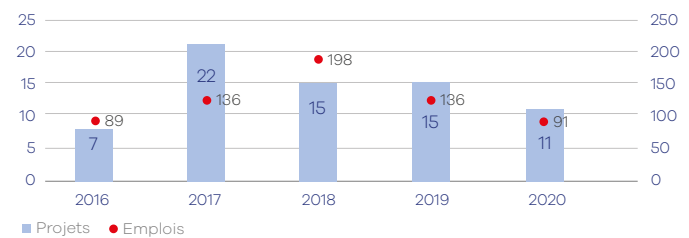
TOP 5 DES ENTREPRISES LATINO-AMÉRICAINES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
CEMEX - Mexique BTP et construction	3 000
SIGMA - Mexique Commerce et distribution Agro-alimentaire	1 500
JBS S.A. (MOY PARK) - Brésil Agro-alimentaire	700
SIGDO KOPPERS - Chili BTP et construction Métaux, travail des métaux	650
BIMBO (East Balt) - Mexique Agro-alimentaire	600

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	64	64%	70%
Production / Réalisation	1	8	9%	9%
R&D, Ingénierie, Design	3	19	27%	21%
Total	11	91	100%	100%

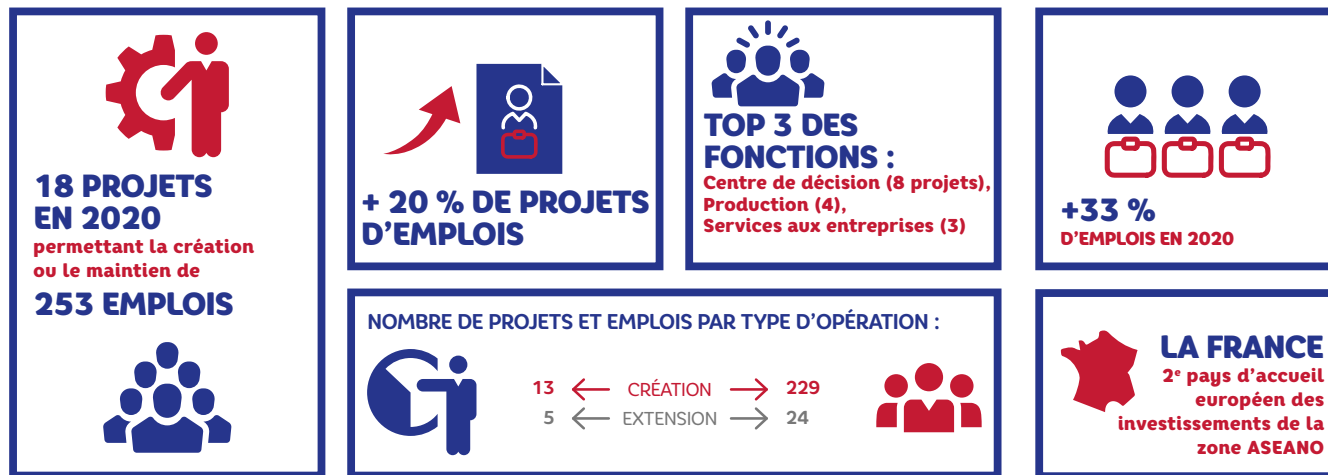
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Prestations informatiques	5	50	45%	55%
Chimie, plasturgie	2	19	18%	21%
Conseil et services aux entreprises	2	9	18%	10%
Agro-alimentaire	1	10	9%	11%
Machines et équipements mécaniques	1	3	9%	3%

Source : Bilan France 2020, Business France

ASEANO

En 2020, 18 décisions d'investissement en provenance d'entreprises de l'ASEANO¹ ont été recensées. Elles ont permis la création de 253 emplois en France, soit une progression de 33 %.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

JINPAO : groupe industriel spécialisé dans les activités de tôlerie fine, chaudronnerie, traitements de surface et assemblage de produits semi-finis. Pour accélérer son positionnement le groupe a fait le choix de s'implanter au cœur de la supply chain française. Après le rachat d'ADB et de Lutec en 2019, il signe la reprise de Spem Aero, une unité de traitement de surface à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Le groupe prévoit entre 2 et 3 M€ d'investissement supplémentaire au cours des 3 à 4 prochaines années ainsi que le recrutement d'une dizaine de salariés.

Merci Marcel : groupe spécialisé dans la restauration avec 6 établissements à Singapour rencontrant un grand succès dans la cité-État. Merci Marcel est un concept de restauration multidestination café restaurant bar autour d'une cuisine française moderne dans de beaux lieux aux designs variés s'appuyant sur une démarche éco-responsable et pouvant associer un concept store. Le groupe a décidé de se développer en France avec à terme le recrutement d'une soixantaine de personnes dans la ville de Bordeaux dans un premier temps puis à Paris d'ici 2022.

— RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
Singapour	9	130
Thaïlande	2	43
Australie	3	60
Nouvelle-Zélande	2	10
Viêt Nam	2	10
Total	18	253

¹ ASEAN (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam), Australie et Nouvelle-Zélande.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019.

Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'ASEANO est de 8 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES DE L'ASEANO EN FRANCE

Environ 700 filiales d'entreprises de l'ASEANO sont présentes en France où elles emploient plus de 80 000 salariés.

En 2020, le nombre de décisions d'investissement en provenance d'entreprises de l'ASEANO a progressé de 20 % pour atteindre 18. Ces projets ont permis la création de 253 emplois, soit une augmentation de 33 %.

Plus de 40 % des projets et 40 % des emplois concernent des centres de décision, et plus de 20 % de la production. Les secteurs de la chimie, plasturgie et des prestations informatiques sont les premiers bénéficiaires de projets de l'ASEANO. 3 investissements ont été recensés dans chacun de ces secteurs, et ont permis la création de respectivement 17 % et 10 % des emplois émanant d'investissement

de l'ASEANO. En 2020, l'Île-de-France est la première région française d'accueil des investissements des pays de l'ASEANO (33 % des projets), suivie de l'Auvergne-Rhône-Alpes (28 %), de la Bourgogne-Franche-Comté (11 %) et du Grand Est (11 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

En 2020, la France a été destinataire de près d'un quart des investissements originaires des pays de l'ASEANO (24 % des décisions d'investissement) vers l'Europe. La France est ainsi le deuxième pays d'accueil des investissements européens de l'ASEANO derrière le Royaume-Uni (33 % des projets) et devant l'Allemagne (12 %).



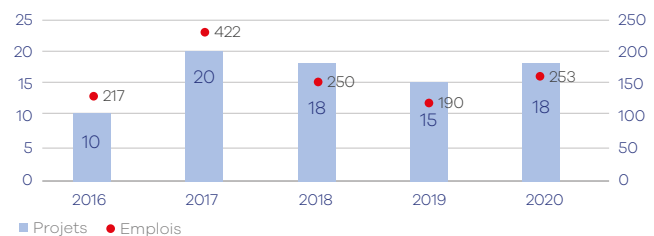
TOP 5 DES ENTREPRISES DE L'ASEANO EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
RAMSAY HEALTH CARE LIMITED Australie Santé, cliniques et hôpitaux	28 000
DORCHESTER COLLECTION - Brunei Hôtellerie, tourisme et restaurant	900 - 1000
THAI UNION GROUP - Thaïlande Agro-alimentaire, agriculture et pêche	+ 800
CAPITALAND LIMITED - Singapour Autres activités de services	600 - 700
PTT GLOBAL CHEMICAL - Thaïlande Chimie, plasturgie	550

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	8	109	44%	43%
Production / Réalisation	4	58	22%	23%
R&D, Ingénierie, Design	3	34	17%	13%
Services aux entreprises	3	52	17%	21%
Total	18	253	100%	100%

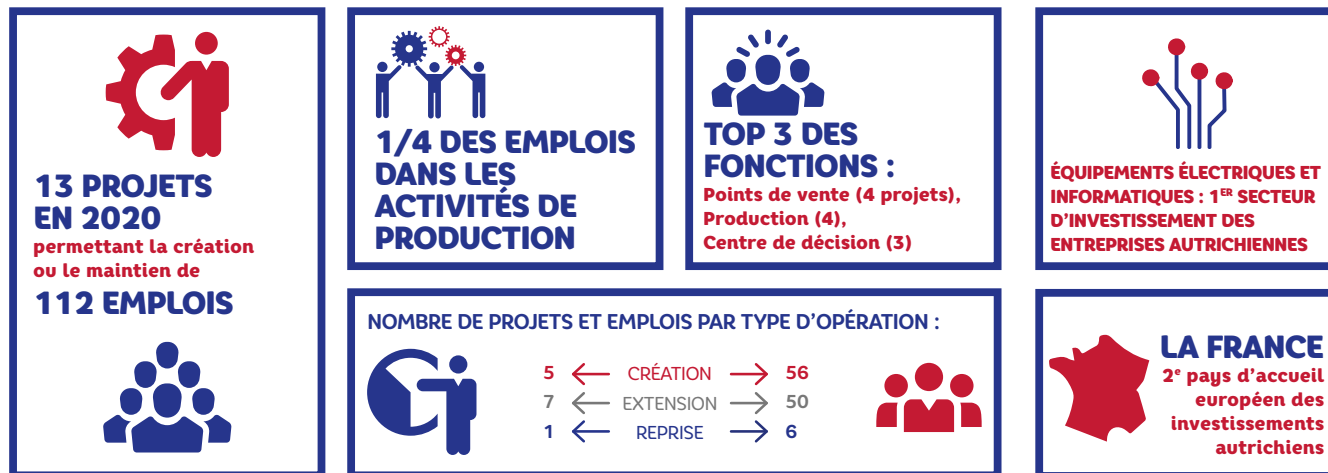
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Chimie, plasturgie	3	42	17%	17%
Prestations informatiques	3	26	17%	10%
Textiles et accessoires	2	4	11%	2%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	50	6%	20%
Énergie et recyclage	1	36	6%	14%

Source : Bilan France 2020, Business France

AUTRICHE

En 2020, 13 projets d'investissement autrichiens ont été recensés en France, permettant la création ou la sauvegarde de plus de 110 emplois. Un nombre significatif de projets d'investissement financier (rachats d'entreprises, pérennisations) complètent ce bilan et confirment le maintien des investissements autrichiens en France à un haut niveau en 2020.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

XXXLutz KG : L'entreprise familiale autrichienne XXXLutz fondée en 1945 est l'un des plus grands détaillants de meubles au monde réalisant un chiffre d'affaires de 5,1 Md€ en 2019. Depuis 2016, WM Holding GmbH, fonds d'investissement appartenant au groupe XXXLutz, coopère avec le fonds d'investissement américain CD&R et sont propriétaires des magasins But. En octobre 2020, WM Holding a repris la chaîne Conforama (9 000 salariés; 162 magasins), devenant ainsi numéro un du marché français de l'ameublement, avec au total 460 magasins, près de 15 000 salariés et 19 % de part de marché en France.

Montana Holding GmbH : société d'investissement spécialisée dans la reprise et le redressement d'équipementiers aéronautiques notamment dans les domaines de la fonderie, de la mécanique et de la chaudronnerie. Dans ce cadre, le groupe a fait l'acquisition début 2020 des entreprises françaises Alsenam (140 employés), spécialisée dans la tôlerie fine et les assemblages mécano-soudés complexes, et AEMI (80 salariés), experte de l'usinage de précision des alliages légers. Les deux entreprises sont basées à Mérignac, en région Nouvelle-Aquitaine.

GoStudent GmbH : Cette startup autrichienne créée en 2016 est spécialisée dans le soutien scolaire en ligne et la mise en relation des élèves de tous les niveaux avec des professeurs et tuteurs. Souhaitant devenir un acteur majeur de ce secteur en France, GoStudent vient d'ouvrir un bureau à Lyon et envisage de recruter 20 salariés durant les trois prochaines années.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Autriche était de 1,4 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE

Environ 250 filiales d'entreprises autrichiennes sont implantées en France, elles emploient plus de 11 000 personnes. En 2020, 13 nouvelles décisions d'investissement provenant d'Autriche ont été recensées en France, permettant la création ou la sauvegarde de 112 emplois.

Les entreprises autrichiennes investissent principalement dans les points de vente (4 projets pour 27 emplois) et dans les activités de production (4 pro-

jets pour 26 emplois). Les centres de décision représentent la première fonction en termes d'emploi (3 projets pour 40 emplois)

Trois secteurs regroupent 8 des 13 projets autrichiens : équipements électriques et informatiques (3 projets et 25 emplois), machines et équipements mécaniques (2 projets et 20 emplois) ainsi qu'énergie et recyclage (2 projets et 9 emplois).

Les investissements autrichiens se localisent principalement dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes (4 projets pour 41 emplois), Bourgogne-Franche-Comté (4 projets pour 26 emplois) et Île-de-France (3 projets pour 26 emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France reste le 2^e pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance d'Autriche. Elle accueille 29 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Elle se place derrière l'Allemagne (38 %) et devant la Pologne (7 %).



TOP 5 DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
XXXLUTZ (WM holding) Commerce et distribution	15 000
EGGER GROUP Verre, céramique, minéraux, bois, papier	900
MAYR-MELNHOF KARTON AG Verre, céramique, minéraux, bois, papier	800
WIENERBERGER AG BTP, matériaux de construction	800
FIBA (BWT) Ameublement et équipement du foyer	800

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	40	23%	36%
Point de vente	4	27	31%	24%
Production / Réalisation	4	26	31%	23%
Services aux entreprises	1	10	8%	9%
Services aux particuliers	1	9	8%	8%
Total	13	112	100%	100%

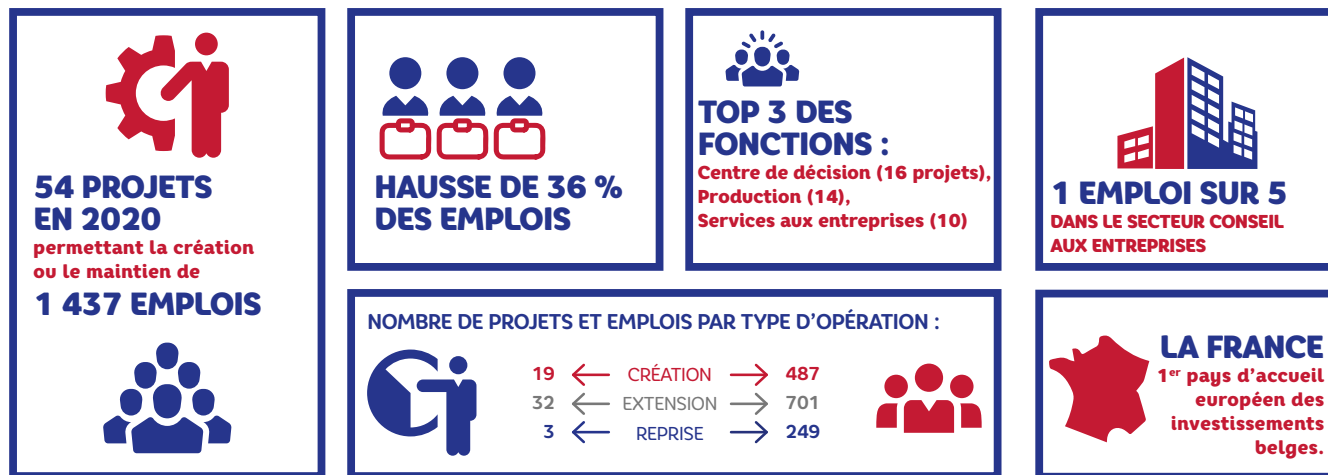
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Équipements électriques et informatiques	3	25	23%	22%
Machines et équipements mécaniques	2	20	15%	18%
Énergie et recyclage	2	9	15%	8%
Éducation et formation	1	20	8%	18%
Prestations informatiques	1	10	8%	9%

Source : Bilan France 2020, Business France

BELGIQUE

La Belgique est à l'origine de 54 projets d'investissement en France en 2020. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de plus de 1 400 emplois, une hausse de 36 % en un an.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

LABOCREATION : laboratoire cosmétique, cette PME montoise a misé sur la France en 2020 en reprenant l'activité cosmétique du Français Bailly-Creat, son site de production de Bondoufle (Île-de-France) ainsi que ses 18 salariés. Labocreation a été le premier fabricant à obtenir le Label Cosmos en Belgique. Un label qui définit une nouvelle norme européenne et des exigences communes pour les cosmétiques bio et naturels. L'entreprise belge entend développer davantage désormais ce site et bénéficier du savoir-faire des cosmétologues et des écoles françaises en promouvant le « Made in France ».

GALAPAGOS : Spécialisée dans le développement de médicaments pour lutter contre des maladies inflammatoires, cette société de biotechnologie est présente en France depuis 2005 grâce au rachat de la société française ProSkelia, travaillant sur les maladies des os. La France est le premier pays d'investissement de Galapagos après la Belgique, puisqu'elle y consacre 25 % de ses investissements globaux. En 2020, le groupe a fortement misé sur la France en recrutant une cinquantaine de personnes sur son site de R&D à Romainville (Île-de-France) et 50 dans sa filiale commerciale nouvellement créée à la Défense portant son effectif en France à 258 salariés.

FRANSON : Cette PME familiale flamande, spécialisée dans la production et la distribution d'aliments bovins haut de gamme, a entrepris dès 2018 une étude de faisabilité pour la construction d'un site de production en France afin d'optimiser les coûts de transport et se rapprocher de ses nombreux clients français. C'est à Vierzon (Centre-Val de Loire) que ce projet verra le jour et permettra à terme la création de près de 20 emplois.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour la Belgique était de 42,2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE

Près de 2 000 filiales d'entreprises belges sont implantées en France, elles emploient 130 000 personnes en France. En 2020, 54 nouvelles décisions d'investissement belges ont été recensées en France. Ces dernières ont permis la création ou le maintien de 1 437 emplois en France, soit une hausse de 36 % en un an.

Ces projets d'investissement concernent avant tout les centres de décision (30 % des projets et 31 % des emplois), les activités de production

(26 % des projets et 16 % des emplois) et les services aux entreprises (19 % des projets et 25 % des emplois). Le secteur conseil aux entreprises occupe une place prépondérante dans les investissements des entreprises belges en France, il est à l'origine de 17 % des projets et 21 % des emplois. Par ailleurs, 9 % des projets étrangers dans ce secteur en France en 2020 proviennent d'entreprises belges. Le secteur logiciels et prestations informatiques correspond à 13 % des projets et génère 7 % des emplois. Le secteur commerce et

distribution est destinataire quant à lui de 9 % des projets et 10 % des emplois.

La majorité des investissements provenant de Belgique se localisent dans trois régions, l'Île-de-France (26 % des projets et des emplois), les Hauts-de-France (22 % des projets et 15 % des emplois) et le Grand Est (11 % des projets et 15 % des emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France reste le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance de Belgique. Elle accueille 53 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant le Royaume-Uni (12 %), l'Espagne (5 %) et les Pays-Bas (5 %).



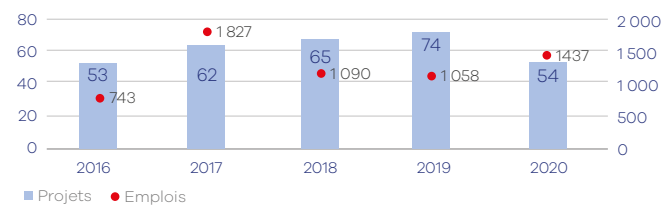
TOP 5 DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
GROUPE LOUIS DELHAIZE Commerce et distribution Agro-alimentaire	18 000
ECONOCOM Logiciels et prestations informatiques	6 000 - 7 000
SOLVAY SA Commerce et distribution	3 700
D'IETEREN NV/SA (CARGLASS) Constructeurs automobiles et équipementiers	3 000
SAFINCO (VANDEMOORTELE) Agro-alimentaire	1 000 - 1 200

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	16	440	30%	31%
Logistique	6	267	11%	19%
Point de vente	1	30	2%	2%
Production / Réalisation	14	223	26%	16%
R&D, Ingénierie, Design	4	69	7%	5%
Services aux entreprises	10	365	19%	25%
Services aux particuliers	3	43	6%	3%
Total	54	1 437	100%	100%

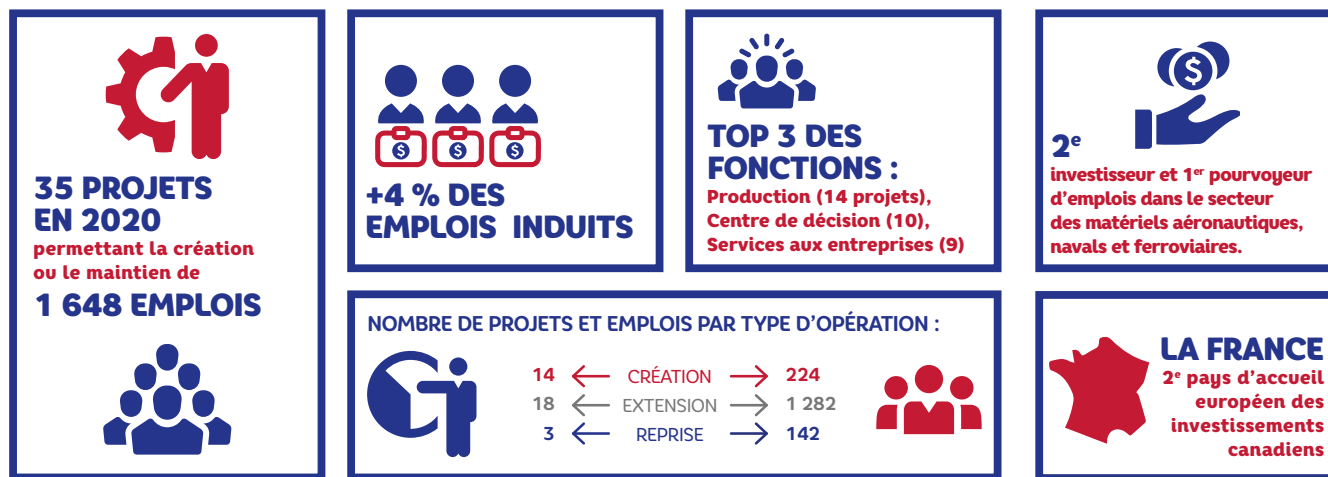
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil et services aux entreprises	9	308	17%	21%
Prestations informatiques	7	97	13%	7%
Commerce et distribution	5	141	9%	10%
Agro-alimentaire	5	56	9%	4%
BTP, construction	4	39	7%	3%

Source : Bilan France 2020, Business France

CANADA

En 2020, la France a accueilli 35 projets d'investissement canadiens, ce qui a permis la création ou le maintien de 1648 emplois (+4 % par rapport à 2019). Le Canada est le 2^e investisseur et le 2^e créateur d'emplois dans le secteur des prestations informatiques



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Moka (Montréal, Québec) : fondée en 2017 à Montréal, Moka est une startup spécialisée dans les applications mobiles qui permettent au grand public, en particulier aux jeunes, d'épargner et d'investir de façon simple, automatique et responsable. Moka est l'application d'épargne et d'investissement la plus populaire au Canada qui a déjà acquis plus d'un demi-million d'utilisateurs. Moka figurait d'ailleurs dans le top 100 Fintech 2019 de KPMG qui liste les fintechs les plus innovantes au monde. Après une levée de fonds de 14 millions de dollars d'investissements, auprès de la Banque Nationale du Canada et de Desjardins Capital, deux des principaux acteurs bancaires canadiens, Moka a décidé de s'orien-

ter vers le marché européen. Au-delà de l'attache culturelle que Moka a toujours eue avec la France à travers les relations fortes entre le Québec et la France, l'entreprise trouvait essentiel de se lancer en Europe en commençant par la France.

Premier Tech (Rivière-du-Loup, Québec) : entreprise de 4 600 équipiers présente dans 27 pays qui œuvre dans les domaines de l'horticulture et l'agriculture, de l'assainissement non collectif et de la récupération d'eau de pluie, de la fabrication d'équipements industriels pour l'emballage et de la connectivité des usines. Elle figure parmi les sept premiers investisseurs canadiens en France et affiche une stratégie de crois-

sance externe très importante. En 2020, l'investisseur acquiert cinq entreprises en France, permettant la sauvegarde de près de 80 emplois et a choisi la France pour y placer les sièges européens de son groupe d'affaires Eau et Environnement ainsi que son groupe d'affaires Producteurs et Consommateurs.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour le Canada est de 13,2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE

Plus de 200 entreprises présentes en France sont détenues par des investisseurs canadiens et emploient plus de 28 000 salariés. En 2020, la France a accueilli 35 projets d'investissement canadiens. Ces projets ont permis de créer ou de maintenir 1 648 emplois (+4 % par rapport à 2019).

Les investissements canadiens privilégient les activités de production (40 % des projets) et de centre de décision (29 % des projets). Les services aux

entreprises pourvoient plus du tiers des emplois (37 %).

Les secteurs des prestations informatiques (31 %) et du conseil et services aux entreprises (14 %) accueillent près de la moitié (46 %) des investissements canadiens et plus de 40 % des emplois associés. Environ un tiers des emplois (31 %) concerne le secteur des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires. À noter que le Canada est le 2^e investisseur dans ce secteur en France et le

1^{er} pourvoyeur d'emplois. Le plan 1 000 porté par Bombardier et la reprise de SII par Magellan, générant plus de 500 emplois expliquent ce résultat.

Les investissements canadiens se répartissent principalement entre les régions Île-de-France (31 % des projets), Auvergne-Rhône-Alpes (14 %), Hauts-de-France et Pays de la Loire (11 % respectivement).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements canadiens en Europe avec 23 % des projets. Elle est devancée par le Royaume-Uni (25 %) et se positionne devant l'Allemagne (4%).



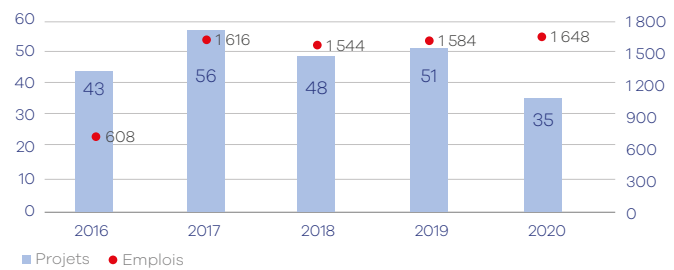
TOP 7 DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
CGI Prestations informatiques	+12 000
ONTARIO TEACHERS PENSION PLAN Services financiers et assurances	+5 900
POWER CORP – DESMARAIS Services financiers et assurances	4 500 – 5 000
BOMBARDIER INC. Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1 500
MCCAIN FOODS Agro-alimentaire	1 100
LINAMAR Travail des métaux	1 000
LALLEMAND Agro-alimentaire	1 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	9	29%	6%
Production / Réalisation	14	923	40%	56%
R&D, Ingénierie, Design	1	20	3%	1%
Services aux entreprises	9	603	26%	37%
Services aux particuliers	1	3	3%	0,2%
Total	35	1 648	100%	100%

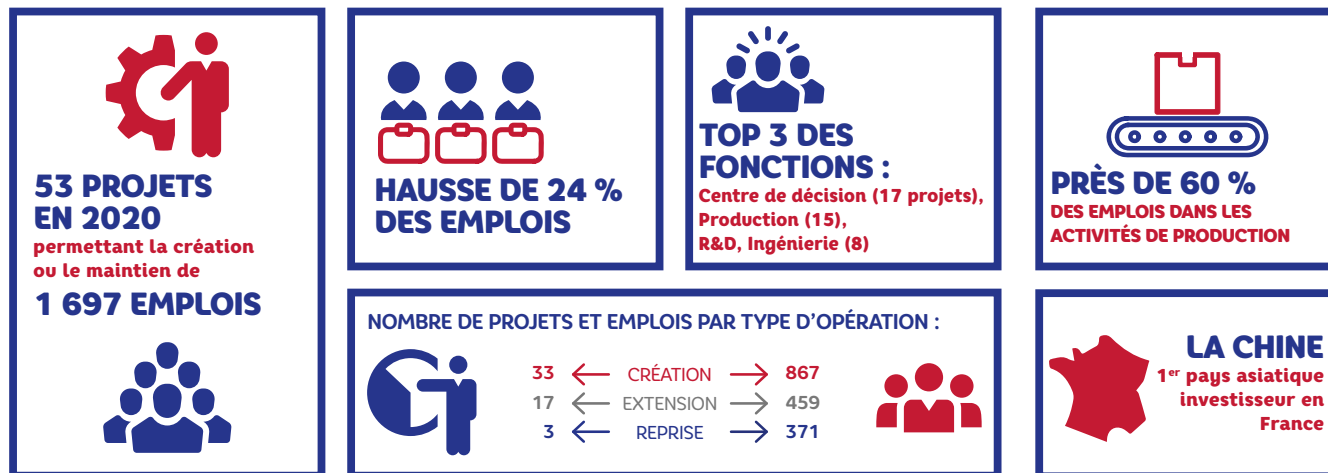
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Prestations informatiques	11	495	31%	30%
Conseil et services aux entreprises	5	199	14%	12%
Équipements et dispositifs médicaux	3	183	9%	11%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	124	9%	8%
Énergie et recyclage	3	14	9%	1%

Source : Bilan France 2020, Business France

CHINE

Avec 53 projets recensés, la Chine¹ reste le 1^{er} pays asiatique investisseur en France en 2020. Ces projets ont permis la création ou le maintien de près de 1 700 emplois, une hausse de 24 % par rapport à 2019.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

WENCAN : Créé en 1998, coté à la bourse de Shanghai en 2018 et classé parmi les leaders de la fonderie à haute pression pour l'industrie automobile, le groupe Wencan a finalisé le 10 décembre 2020 l'acquisition de la société française Le Bélier. Le montant total de l'investissement est estimé à 240 millions d'euros. Basé en région Nouvelle-Aquitaine, Le Bélier est spécialisé dans la fonderie à basse pression, essentiellement pour l'automobile. Employant 3 505 salariés dans le monde, dont 230 personnes en Gironde, Le Bélier travaille à la fois pour des équipementiers et des constructeurs. Cette acquisition permettra aux deux entreprises d'accéder à de nouveaux marchés grâce à leurs réseaux de distribution et la complémentarité

de leurs technologies.

MICROPORT : Fondé en 1998 à Shanghai, MicroPort a investi 45 millions d'euros en 2019 et en 2020 et recruté 45 personnes en deux ans au sein de sa filiale MicroPort CRM basée en Île-de-France. Ce projet de développement, porté par le numéro 5 mondial des dispositifs médicaux dans la gestion des troubles du rythme cardiaque, lui permettra de densifier ses nouveaux projets de R&D à Clamart, siège de MicroPort CRM depuis avril 2018 et centre d'excellence mondial pour le développement et la fabrication de stimulateurs cardiaques et de défibrillateurs implantables. Le groupe confirme également maintenir son intention d'investir 300 millions d'eu-

ros sur 5 ans (2019 – 2023) en France, comme annoncé lors de la 2^e édition du Sommet Choose France en janvier 2019 à Versailles.

FOSUN : Filiale du groupe FOSUN, YUYUAN a réalisé une prise de participation à hauteur de 55 % dans la marque de joaillerie française DJULA en mars 2020. L'entreprise chinoise a prévu d'investir 26 millions d'euros pour accélérer le développement de la maison en Chine et à l'international. Créée en 1994 à Paris, la maison de joaillerie DJULA compte aujourd'hui neuf boutiques à Paris, Cannes, New York, Los Angeles et Doha, des « shops in shops » au sein de grands magasins parisiens et compte plus de 80 points de vente à travers le monde.

¹ Y compris Hong Kong R.A.S.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour la Chine et Hong Kong était de 13,2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE

Plus de 900 filiales d'entreprises chinoises sont implantées en France, elles emploient plus de 50 000 personnes. En 2020, 53 projets d'investissement en provenance de Chine ont été recensés. Ils ont permis la création ou le maintien de près de 1700 emplois, une hausse de 24 % en un an.

Les projets chinois s'orientent principalement vers les centres de décision en nombre de projets (32 % des projets et 12 % des emplois) et les activités de production en termes d'emploi (28 %

des projets et 59 % des emplois). La Chine se distingue aussi dans les activités de R&D, Ingénierie, elle représente plus de 10 % des emplois induits par les investissements étrangers dans cette fonction.

La Chine se démarque par la grande diversité des secteurs dans lesquels elle investit en France. Les deux premiers secteurs destinataires des investissements de ces entreprises sont le transport et stockage (9 % des projets et 10 % des emplois), ce pays est par

ailleurs à l'origine de 12 % des emplois générés par les investissements internationaux dans ce secteur ; et les prestations informatiques (9 % des projets et 4 % des emplois).

Deux régions françaises accueillent une majorité des projets issus d'investissements de Chine : l'Île-de-France (42 % des projets et 33 % des emplois) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (15 % des projets et 10 % des emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

En 2020, la France est le 1^{er} pays d'accueil européen en nombre de projets d'investissement créateurs d'emplois en provenance de Chine. Elle accueille 26 % des projets chinois dirigés vers l'Europe, devant l'Allemagne (17 %) et le Royaume-Uni (13 %).



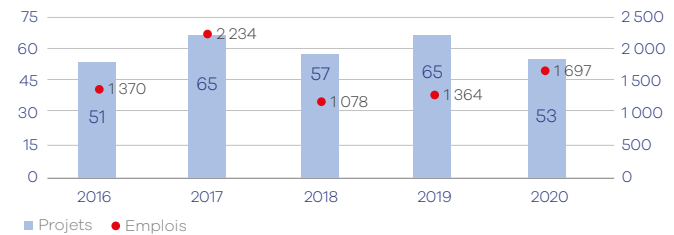
TOP 5 DES ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
FOSUN (Club Med) - Chine Hôtellerie, tourisme	10 000 - 15 000
JINING RUYI FASHION DEVELOPMENT CO (SMCP) - Chine Textile, habillement et accessoires	5 000 - 10 000
JINJIANG INTERNATIONAL (LOUVRE HOTELS GROUP) - Chine Hôtellerie, tourisme	5 000 - 10 000
CHEMCHINA - Chine Chimie, plasturgie	3 000 - 5 000
CK HUTCHISON HOLDINGS (MARIONNAUD) - Hong Kong Commerce et distribution	3 000 - 4 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	17	201	32%	12%
Logistique	5	95	9%	6%
Point de vente	3	26	6%	2%
Production / Réalisation	15	999	28%	59%
R&D, Ingénierie, Design	8	321	15%	19%
Services aux entreprises	4	45	8%	3%
Services aux particuliers	1	10	2%	1%
Total	53	1 697	100%	100%

TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	5	165	9%	10%
Prestations informatiques	5	76	9%	4%
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	131	8%	8%
Agro-alimentaire	3	155	6%	9%
Équipements électriques et informatiques	3	55	6%	3%

Source : Bilan France 2020, Business France

CORÉE DU SUD

La Corée du sud est à l'origine de 5 projets d'investissement en France en 2020. Ces projets ont permis la création de 147 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

SIAS Co. LTD : Cette grande PME agro-alimentaire sud-coréenne, spécialisée dans la production de plats surgelés et la fabrication de sauces et assaisonnements, a décidé d'implanter un site de production à Roye dans les Hauts-de-France. Le PDG de l'entreprise, francophile, a choisi la France pour créer son site de production européen. Ce projet, d'un investissement de 4,5 M€ et créateur de 75 nouveaux emplois sur trois ans, fera de SIAS le premier producteur sud-coréen en France de plats cuisinés asiatiques et de sauces ethniques.

Samsung Ventures : La branche d'investissement en capital-risque du groupe Samsung, a investi dans la startup française Aryballe Technologies. Fondée en 2014, la startup grenobloise est reconnue pour son procédé novateur de détection des arômes grâce à sa solution reposant sur l'intelligence artificielle et le machine learning. La startup a conclu avec succès sa dernière levée de fonds avec la participation de Samsung Ventures et divers investisseurs internationaux, portant ainsi le total levé d'Aryballe Technologies à 17 M€.

Celltrion healthcare : Après avoir ouvert une succursale en 2018, le leader sud-coréen producteur mondial de bio-similaires et médicaments innovants, a décidé de créer un bureau commercial et marketing à Paris pour consolider son activité et développer son propre réseau commercial sur le marché français. Déjà leader sur le marché de l'infliximab en Europe, Celltrion compte élargir son portefeuille de produits avec des médicaments à valeur ajoutée et bio-innovants. Cette extension permettra la création d'une dizaine d'emplois.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour la Corée du Sud est de 519 M€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE

Plus de 70 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire de Corée du Sud. Elles emploient plus de 5 300 personnes en France. En 2020, 5 décisions d'investissement en provenance de la Corée du Sud ont permis la création de 147 emplois en France.

Les projets sud-coréens se répartissent entre activités de production (3 projets pour 114 emplois), de R&D,

Ingénierie (1 projet pour 30 emplois) et de logistique (1 projet pour 3 emplois).

Ces investissements concernent des secteurs d'activités différents : l'agro-alimentaire, l'énergie et recyclage, la construction automobile et les équipementiers, les machines et équipements mécaniques et le textile. Notons que l'agro-alimentaire capte plus de la moitié des emplois d'origine sud-coréenne. L'ouverture à Roye d'un

site de production porté par l'entreprise SIAS, spécialisée dans la fabrication d'assaisonnements et plats congelés avec 75 emplois à la clé permet d'expliquer ce résultat.

Les projets sud-coréens ciblent les régions Grand Est (2 projets), Hauts-de-France, Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et Centre-Val de Loire (1 projet respectivement).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

En 2020, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements sud-coréens en Europe avec 17 % des projets. Elle se positionne derrière la Hongrie (23 %) et ex-aequo avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Pologne.



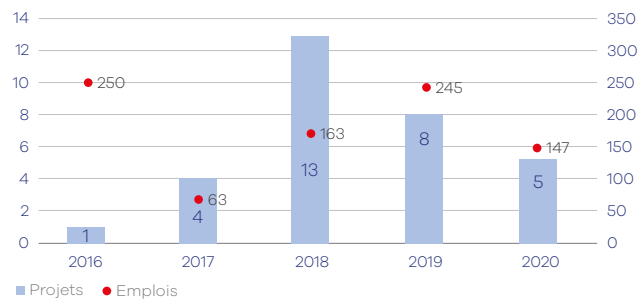
TOP 5 DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
SAMSUNG ELECTRONICS CO., LTD. Électronique grand public	450 - 500
HAHN & CO. AUTO HOLDINGS CO., LTD. Constructeurs automobiles et équipementiers	450 - 500
DOOSAN CORP Machines et équipements mécaniques	450 - 500
KC GREEN HOLDINGS CO., LTD. BTP, construction	350 - 400
LG ELECTRONICS INC. Électronique grand public	200 - 250

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logistique	1	3	20%	2%
Production / Réalisation	3	114	60%	78%
R&D, Ingénierie, Design	1	30	20%	20%
Total	5	147	100%	100%

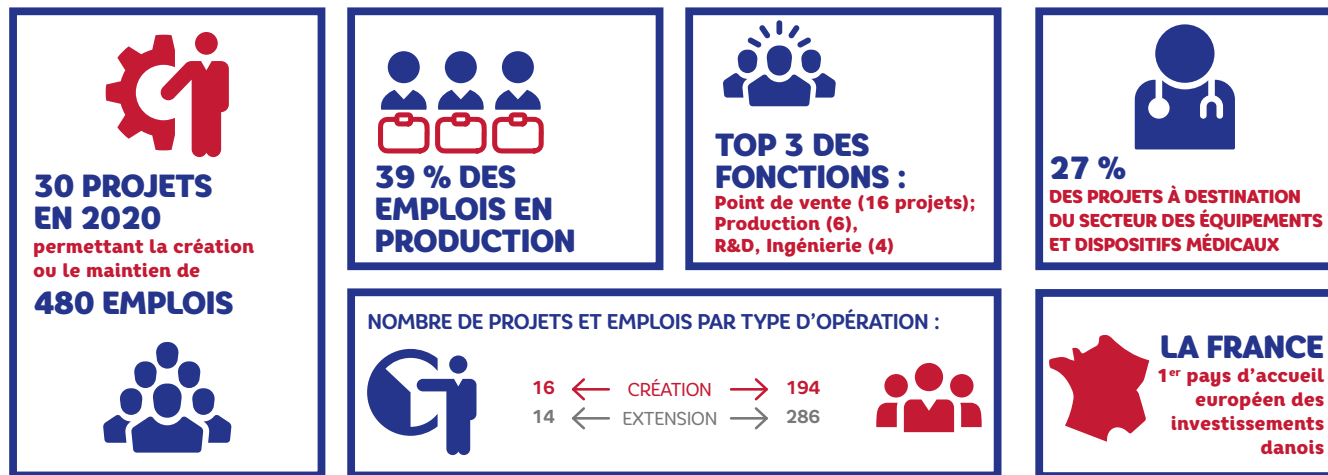
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agro-alimentaire	1	75	20%	51%
Énergie et recyclage	1	30	20%	20%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	24	20%	16%
Machines et équipements mécaniques	1	15	20%	10%
Textiles et accessoires	1	3	20%	2%

Source : Bilan France 2020, Business France

DANEMARK

Le Danemark est à l'origine de 30 décisions d'investissement en France recensées en 2020. Ces projets ont permis la création de 480 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Novo Nordisk : Novo Nordisk a choisi son site de Chartres (Eure-et-Loir) comme précurseur du programme Circular for Zero, qui consiste à faire du groupe une entreprise neutre en émission carbone. Novo Nordisk a ainsi investi 164 M€ entre 2016-2020, pour l'extension du site, la création d'une centrale de biomasse et la signature d'un contrat avec un fournisseur d'électricité verte, diminuant ainsi son émission de CO₂ de 8 500 tonnes par an pour ce seul site. Grâce à ce programme, l'entreprise a gagné le 10 décembre 2020 le prix « Choose France » dans la catégorie « Transition écologique ».

Leo Pharma : Le laboratoire pharmaceutique LEO Pharma a annoncé investir 39 M€ sur

son site de Vernouillet (Eure-et-Loir). Cet investissement vise à achever la mise en place d'une ligne de remplissage, à financer une machine de mirage unitaire de seringues adaptée à la haute cadence générée et à adapter les méthodes de conditionnement au nouveau format des seringues. Il s'accompagnera de la création de 80 emplois dans la production, la qualité et la logistique et permettra d'augmenter de 50 % la production d'Héparine de Bas Poids Moléculaire. Ainsi, le site devrait passer de 320 employés en CDI en 2019 à 400 d'ici 2023. En parallèle, le laboratoire a annoncé vouloir réduire de moitié ses émissions de carbone d'ici 2030.

VELUX : Le Groupe danois VELUX, leader mondial du marché de la fenêtre de toit et de ses équipements, a investi 3 millions € dans la création d'une nouvelle activité de production, consacrée au volet roulant souple à énergie solaire. Le site de Marnay (Bourgogne-Franche-Comté), choisi pour cette nouvelle activité, a ainsi créé 32 emplois en 2020. En outre, le Groupe VELUX a investi 6 M€ sur son site de fabrication de fenêtres de toit à Feuquières-en-Vimeu (Hauts-de-France) dans la création d'une nouvelle ligne de peinture (4 M€), et dans la robotique (2 M€). Cette dynamique a contribué à la création de 20 emplois sur le site en 2020.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour le Danemark est de 5 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE

Environ 400 filiales d'entreprises danoises sont présentes sur le territoire français et emploient près de 40 000 personnes.

Les entreprises danoises ont été à l'origine de 30 projets d'investissement à destination de la France en 2020, soit le nombre le plus important depuis la création de l'observatoire, ainsi que de la création de 480 emplois. Plus de la moitié des investissements danois (53 %) se rap-

portent à des points de vente ainsi que 40 % des emplois. L'expansion en France de la chaîne de produits du quotidien à prix réduit Normal A/S, explique l'importance de cette fonction. Ensuite, 20 % des projets et 39 % des emplois créés par des entreprises danoises concernent de la production.

Les premiers secteurs de destination des investissements danois sont le commerce et la distribution (37 % des

projets) et les équipements et dispositifs médicaux (27 %). Le Danemark est à l'origine de 16 % des investissements étrangers recensés en France dans le secteur des équipements et dispositifs médicaux.

L'Île-de-France est la première région française d'accueil des investissements danois. Avec 37 % des projets accueillis, elle se place devant la Bourgogne-Franche-Comté (17 %) et les Hauts-de-France (17 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

La France est le premier pays européen d'accueil des investissements danois. En 2020, la France a reçu 16 % des projets en provenance du Danemark, le Royaume-Uni 14 %.



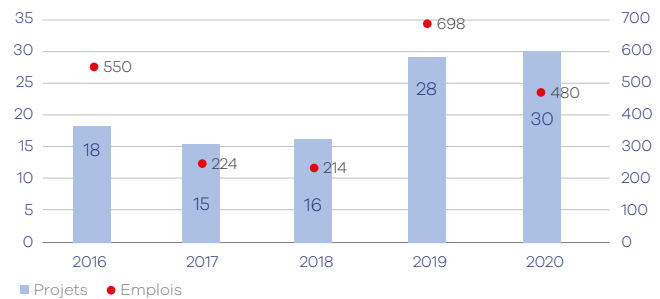
TOP 5 DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
ISS WORLD SERVICES Autres activités de services	22 000
NOVO NORDISK Médicaments et biotechnologies	1 600
DEMANT Équipements et dispositifs médicaux	1 300
CARLSBERG Agro-alimentaire	1 200
DSV GROUP Transport et stockage	1 100

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Point de vente	16	194	53%	40%
Production / Réalisation	6	187	20%	39%
R&D, Ingénierie, Design	4	33	13%	7%
Services aux entreprises	3	46	10%	10%
Logistique	1	20	3%	4%
Total	30	480	100%	100%

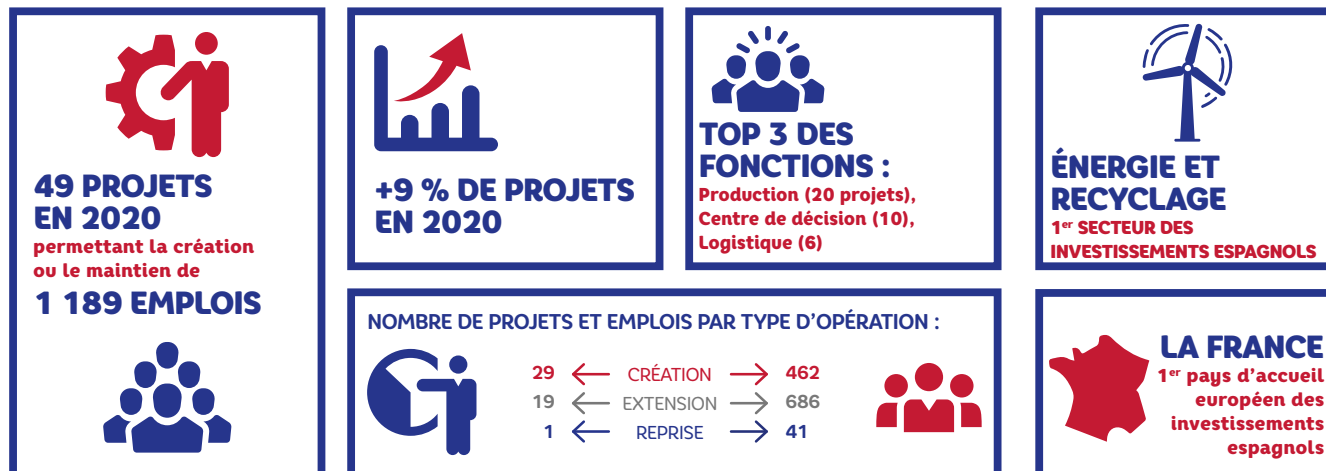
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	11	170	37%	35%
Équipements et dispositifs médicaux	8	79	27%	16%
Machines et équipements mécaniques	2	62	7%	13%
BTP, construction	2	52	7%	11%
Équipement du foyer	2	18	7%	4%

Source : Bilan France 2020, Business France

ESPAGNE

En 2020, le nombre de décisions d'investissement en France d'origine espagnole progresse pour atteindre 49. Ces projets ont permis de maintenir ou créer 1 189 emplois en France.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

Cuideo : Startup fondée en 2016 à Barcelone, Cuideo est une marketplace qui met en contact des auxiliaires de vie et des familles. La société a réalisé un CA de 3 M€ en 2020, compte 70 salariés et regroupe plus de 70 000 auxiliaires de vie. Cuideo a choisi la France comme première destination internationale et a démarré son activité en octobre à Paris. Ce projet créera 30 emplois directs d'ici 3 ans et plus de 2 000 emplois indirects. La crise de la Covid-19 et le vieillissement de la population mondiale ont mis en évidence la nécessité de structurer la filière de la Silver Economy, la présence de nouveaux acteurs comme Cuideo permettent ainsi de promouvoir le développement de cette filière d'avenir.

Grupo Sifu : Grupo Sifu est une entreprise espagnole dite «entreprise adaptée» spécialisée dans la prestation de services favorisant l'inclusion socio-professionnelle de ses travailleurs dont 90 % sont en situation de handicap. Ce projet socialement responsable a permis de créer 200 emplois en Nouvelle-Aquitaine depuis leur implantation dans cette région en septembre 2018. L'entreprise prévoit de créer jusqu'à 800 emplois sur l'ensemble du territoire national d'ici trois ans.

Casa Tarradellas : L'espagnol Casa Tarradellas, maison mère de la marque Herta, investit sur son site alsacien de Illkirch-Graffenstaden, spécialisé dans la production alimentaire à base de viande. Grâce à son investissement de 25M€ annoncé en 2020, le groupe va moderniser le site, se doter de capacité additionnelle, et agrandir le « laboratoire qualité ».

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Espagne est de 19 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE

Environ 850 filiales d'entreprises espagnoles sont présentes sur le sol français et emploient 58 000 personnes.

En 2020, 49 projets d'investissement d'origine espagnole ont été recensés en France. Ils ont permis la création ou le maintien de 1189 emplois. Parmi ces projets, 41% concernent de la production ainsi que 56 % des emplois créés ou maintenus. Les centres de décision sont la deuxième fonction la plus servie par les investissements espagnols, ils concernent 20 % des projets.

Le secteur énergie et recyclage est le premier secteur d'accueil des investissements espagnols, 7 projets en provenance d'Espagne ont été recensés en 2020 (soit 14 %) contre 1 en 2019. Viennent ensuite les secteurs machines et équipements mécaniques ainsi qu'hôtellerie, tourisme et restauration qui ont été visés chacun par 8 % des projets en 2020.

Avec 24 % des projets reçus en 2020, la région Île-de-France est la première destination des investissements espa-

gnols. Elle est suivie par l'Occitanie qui a reçu 12 % des projets. Les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Pays de la Loire sont en 3^e position avec l'accueil de 10 % des investissements espagnols détectés en 2020.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

La France est la première destination européenne des investissements espagnols. Elle a reçu en 2020 31 % des investissements en provenance d'entreprises espagnoles, le Portugal 20 % et le Royaume-Uni 12 %.



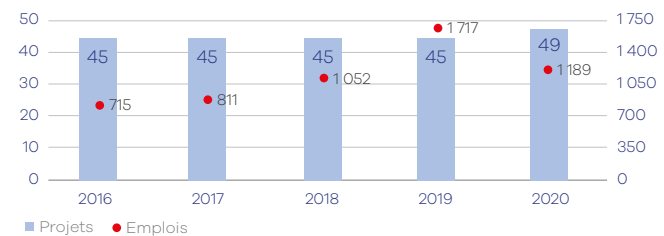
TOP 5 DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
INDITEX Textile et accessoires	9 000
AMADEUS Logiciels	4 000 - 4 500
SAICA (SOCIEDAD ANONIMA INDUSTRIAS CELULOSA ARAGONESA) Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2 000 - 2 500
PUNTA NA HOLDING (MANGO) Textile et accessoires	2 000
GESTAMP - SOFEDIT Constructeurs automobiles et équipementiers	2 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	136	20%	11%
Logistique	6	52	12%	4%
Point de vente	1	12	2%	1%
Production / Réalisation	20	668	41%	56%
R&D, Ingénierie, Design	3	30	6%	3%
Services aux entreprises	4	205	8%	17%
Services aux particuliers	5	86	10%	7%
Total	49	1 189	100%	100%

TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Énergie et recyclage	7	104	14%	9%
Machines et équipements mécaniques	4	158	8%	13%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	4	77	8%	6%
Chimie, plasturgie	3	71	6%	6%
Transport, stockage	3	40	6%	3%

Source : Bilan France 2020, Business France

ÉTATS-UNIS

En 2020, la France a accueilli 204 projets d'investissement américains, permettant de générer 8 286 emplois (+5 % par rapport à 2019). Les États-Unis conservent leur position de 1^{er} pays investisseur et créateur d'emplois en France



204 PROJETS EN 2020
permettant la création ou le maintien de
8 286 EMPLOIS




1^{er} INVESTISSEUR ET CRÉATEUR D'EMPLOIS EN FRANCE





TOP 3 DES FONCTIONS :
Production (48 projets),
Centre de décision (44),
Services aux entreprises (37)



1^{er} INVESTISSEUR DANS LA R&D

NOMBRE DE PROJETS ET EMPLOIS PAR TYPE D'OPÉRATION :

	79 ← CRÉATION → 1 439	
	112 ← EXTENSION → 6 460	
	13 ← REPRISE → 387	



LA FRANCE
2^e pays d'accueil européen des investissements américains

CHIFFRES CLÉS



58,1 MDE
Stock d'IDE
6^e rang
Source : Banque de France¹



+ de 4 400 entreprises
Source : Orbis



+ de 400 000 Effectifs salariés
Source : Orbis

ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Becton Dickinson (BD) : Fabricant et distributeur mondial de technologies médicales, Becton Dickinson a annoncé en 2020 un investissement de \$176M sur son site de Pont de Claix dans l'Isère. Ce site fait figure de centre de référence pour la production de seringues pré-remplissables (plus de 1 million/jour) et héberge le centre de R&D mondial pour cette unité de Business. Becton Dickinson prévoit également un renforcement de sa présence sur le territoire avec le recrutement de 90 collaborateurs faisant suite à cette annonce.

Collins Aerospace : Acteur majeur de l'aéronautique française avec 4 000 salariés sur le territoire dont 700 ingénieurs répartis sur 18 sites, Collins Aerospace a mis en service à Figeac le Centre d'Excellence Hélices comprenant un nouveau bâtiment de 2 300 m² pour le développement, le test et la qualification des nouvelles technologies ainsi que pour la fabrication de pales composites. Cet investissement de 32 M€ pourrait générer une centaine d'embauches d'ici à 2023. Cette initiative a valu à Collins d'obtenir le prix Choose France « Compétitivité & Innovation » en décembre 2020.

Scalefast: L'entreprise californienne, fondée en 2014, développe une large gamme de solutions et services e-commerce en B2B. Forte de sa croissance, particulièrement en Europe, ses dirigeants ont souhaité renforcer leur présence commerciale en établissant un centre d'expertise en e-commerce à Lyon avec le recrutement d'une cinquantaine de personnes à horizon de trois ans. Malgré le contexte sanitaire actuel, Scalefast s'est implantée dans les bureaux à Confluence et a notamment recruté une équipe complète experte en e-commerce.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour États-Unis était de 140,9 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE

Plus de 4 400 filiales d'entreprises américaines sont implantées en France où elles emploient près de 400 000 salariés. En 2020, la France a accueilli 204 projets d'investissement créateurs d'emplois en provenance des États-Unis. Ces projets ont permis la création ou le maintien de 8 286 emplois (+5 % par rapport à 2019).

Les investissements américains privilégient les activités de production (24 % des projets), centre de décision

(22 %), services aux entreprises et R&D, Ingénierie (18 % respectivement). À noter que plus de la moitié (53 %) des emplois créés en France dans les services aux entreprises est d'origine américaine.

Les investissements américains sont sectoriellement diversifiés. Parmi les plus importants, les secteurs des prestations informatiques (25 % des projets) et du conseil et services aux entreprises (13 %) captent près

de la moitié des emplois (49 %). On recense en outre 25 projets dans le secteur de la santé totalisant près de 600 emplois. Les États-Unis sont le 1^{er} investisseur et créateur d'emplois dans ce secteur.

L'Île-de-France accueille près du tiers des investissements américains. Elle est suivie des régions Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes (12 % respectivement).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements américains en Europe. Elle a accueilli 18 % des décisions d'investissement et se positionne entre le Royaume-Uni (21 %) et l'Allemagne (13 %).



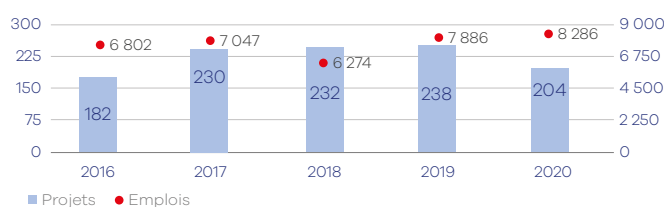
TOP 7 DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
WALT DISNEY CO Hôtellerie, tourisme, restaurant	+16 000
GENERAL ELECTRIC COMPANY Machines et équipements mécaniques	+15 000
XPO LOGISTICS, INC Transport, Stockage	+12 000
MCDONALD'S CORPORATION Hôtellerie, tourisme et restaurant	10 000 - 15 000
FEDEX CORPORATION Transport, stockage	9 000
MANPOWER INC. Conseils et services aux entreprises	8 000
AMAZON.COM Transport, stockage	7 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	44	429	22%	5%
Logistique	17	915	8%	11%
Point de vente	12	393	6%	5%
Production / Réalisation	48	1 679	24%	20%
R&D, Ingénierie, Design	37	807	18%	10%
Services aux entreprises	37	3 923	18%	47%
Services aux particuliers	9	140	4%	2%
Total	204	8 286	100%	100%

TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Prestations informatiques	52	1 548	25%	19%
Conseil et services aux entreprises	27	2 515	13%	30%
Équipements et dispositifs médicaux	15	376	7%	5%
Textiles et accessoires	12	244	6%	3%
Chimie, Plasturgie	11	301	5%	4%

Source : Bilan France 2020, Business France

INDE

Les entreprises indiennes ont été à l'origine de 9 décisions d'investissement en France en 2020 créant près de 500 emplois, soit 39 % de plus qu'en 2019.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

HCL Technologies Ltd : Leader indien des services informatiques HCL a décidé d'accroître sa présence en France, notamment à Saint-Priest (Auvergne-Rhône-Alpes), où le groupe a recruté une centaine d'ingénieurs informatiques en 2020. HCL espère doubler ses effectifs en région lyonnaise et recruter encore 250 employés d'ici 2025.

Mixe.Store : Opérationnel depuis novembre 2020 en Île-de-France, Mixe.Store, créé par un citoyen indien ancien élève de HEC, s'est imposé comme la première plateforme de e-commerce en Europe pour les produits d'épicerie et de cuisine en provenance d'Asie du Sud. L'entreprise, présente dans douze pays européens, prévoit d'intégrer de nouvelles

catégories de produits et de se développer sur de nouveaux marchés. L'entreprise prévoit un investissement de 300 K€ et le recrutement d'une dizaine de personnes à terme.

Tata Group : Fin 2020, la filiale télécoms de Tata Sons, Tata Communications, réalise une prise de participation de 58,1% dans le spécialiste de l'eSim, Oasis ; pépite française créée il y a dix ans par Olivier Leroux. Oasis développe des logiciels permettant de reprogrammer à distance les cartes SIM. Cette entreprise implantée à Saint-Germain-en-Laye et Aix-en-Provence compte quelques dizaines de salariés. Tata Communications et Oasis vont développer ensemble des produits innovants pour dessiner la mobilité et l'IoT de demain.

Aurobindo Pharma :

Spécialisée dans la production et la commercialisation de produits génériques, l'entreprise renforce sa présence à Lyon, via le laboratoire Arrow France, et investit 22 M€ sur son site de conditionnement logistique et de palettisation du parc industriel de la Plaine de l'Ain, 100 personnes ont été recrutées. Le groupe a été solidaire en fournissant à la France des «etomidate injections» dans le contexte de la Covid.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Inde est de 300 M€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE

Environ 200 filiales d'entreprises indiennes sont implantées en France où elles emploient 6 000 personnes.

En 2020, 9 décisions d'investissement en provenance d'Inde ont été recensées en France permettant la création de 496 emplois, 39 % de plus qu'en 2019. Les investissements de HCL Technologies Ltd sur ses sites d'Auvergne-Rhône-Alpes et d'Île-de-

France ont été à l'origine de 340 de ces emplois, soit 70 %. Ils englobent la totalité des emplois d'ingénierie et de services aux entreprises recensés. La première fonction servie par les investissements indiens en nombre de projets est cependant les centres de décision, qui concernent 3 projets.

Parmi les projets indiens en 2020, 3 concernent les services de prestations

informatiques, tandis que les secteurs médicaments, biotechnologies et hôtellerie ont reçu chacun 2 projets.

L'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Île-de-France sont les régions françaises ayant accueilli le plus de projets indiens en 2020, 3 chacune. Les projets restants sont répartis entre les régions Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (2 projets) et Nouvelle-Aquitaine (1 projet).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

Le Royaume-Uni est le premier pays européen de destination des investissements indiens. Sur les deux dernières années, il a reçu 27 % de ces investissements, l'Allemagne 20 %, les Pays-Bas 9 %. La France, qui en a accueilli 7 %, arrive en quatrième position.



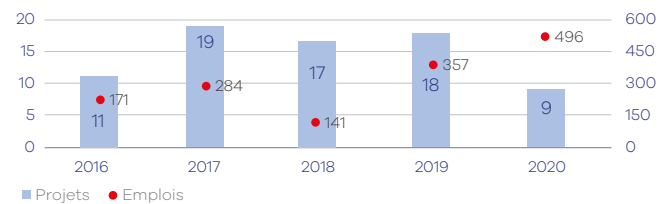
TOP 5 DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
TATA GROUP (TATA SONS, TATA CONSULTANCY SERVICES) Informatique/Travail des métaux	3 230
SAMVARDHANA MOTHERSON GROUP (SMC, SMRC) - Constructeur automobile et équipementiers	2 000
CENTUM ELECTRONICS LTD Équipements électriques et informatiques	575
UPL LTD Chimie, plasturgie	570
MAHINDRA & MAHINDRA LTD Constructeur automobile et équipementiers	500

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	50	33%	10%
Production / Réalisation	2	63	22%	13%
R&D, Ingénierie, Design	1	290	11%	58%
Services aux entreprises	1	50	11%	10%
Services aux particuliers	2	43	22%	9%
Total	9	496	100%	100%

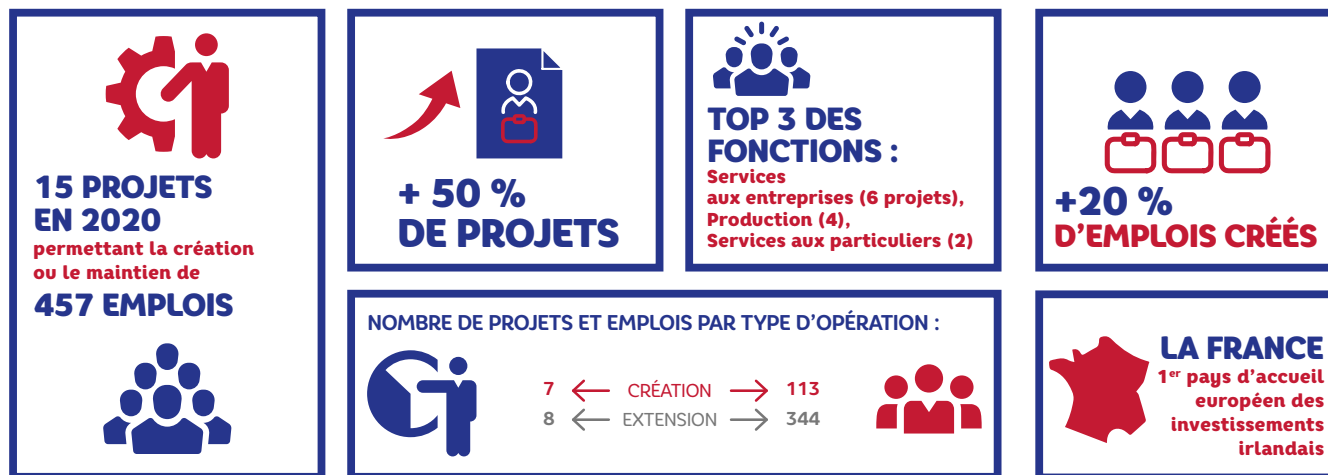
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Prestations informatiques	3	365	33%	74%
Médicaments et biotechnologies	2	63	22%	13%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	43	22%	9%
Électronique grand public	1	15	11%	3%
Commerce et distribution	1	10	11%	2%

Source : Bilan France 2020, Business France

IRLANDE

Avec une progression de 50 % des décisions d'investissement vers la France et 20 % d'emplois créés supplémentaires, l'Irlande enregistre une croissance de ses investissements en 2020.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Accenture : Leader du Conseil et de la Technologie dans le monde, Accenture accompagne ses clients dans leur transformation technologique et humaine. Le groupe, listé au Fortune Global 500, compte 514 000 employés dans 120 pays dont 7 000 collaborateurs en France, pays prioritaire. En 2020, malgré un contexte sanitaire et économique complexe, Accenture a poursuivi ses investissements à travers la France avec près de 1 000 nouveaux collaborateurs et l'intégration d'OpusLine, Gekko, Sentelis et Azéo, renforçant son expertise dans les domaines de la santé, du cloud et de la data/ IA.

Amarenco : Producteur indépendant d'énergie photovoltaïque basé en Irlande, Amarenco a racheté en 2016 le groupe Carré devenu Amarenco France. Amarenco a décidé de renforcer sa présence en France avec le recrutement d'une quarantaine de personnes sur le site de Lagrave en Occitanie (Tarn), ainsi que par l'acquisition de Synergetik, entreprise spécialisée dans la transition énergétique des territoires basée à Montélimar. Le groupe, qui compte aujourd'hui plus de 140 personnes en France, souhaite continuer à s'y développer avec des embauches additionnelles dans les prochaines années.

Ryanair : Compagnie Aérienne Irlandaise, parmi les leaders européens, Ryanair transporte aujourd'hui plus de 142 millions de passagers par an sur près de 2 400 vols quotidiens reliant 1 800 destinations à travers 37 pays. Ryanair est arrivé en France en 2018 avec une volonté de s'implanter durablement sur le territoire et de doubler son trafic dans l'hexagone sur les 3-4 années à venir. Après ses trois premières bases de France ouvertes à Marseille et Bordeaux en 2018 et à Toulouse en 2019, Ryanair a décidé d'ouvrir sa quatrième base malgré les défis de la crise sanitaire actuelle. C'est ainsi que Ryanair a installé 2 avions sur sa nouvelle base de Beauvais, sauvegardant ainsi des emplois et créant à terme 60 emplois.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Irlande est de 5,6 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE

Plus de 150 entreprises en France sont contrôlées par un investisseur irlandais. Ces entreprises emploient environ 35 000 personnes sur le territoire.

En 2020, 15 décisions d'investissement en France émanant d'entreprises irlandaises ont été recensées. Elles ont permis la création de 457 emplois en France. La première fonction visée par ces investissements est le service aux entreprises qui englobe 40 % des

projets et 58 % des emplois créés, la plupart dus au développement de la société de conseil et stratégie Accenture PLC. Ensuite les projets venant d'Irlande servent pour 27 % des fonctions de production.

Le tiers des projets irlandais en France en 2020 concerne le secteur du conseil et des services aux entreprises, plus de la moitié des emplois créés appartiennent à ce secteur (54 %). Les sec-

teurs du transport et stockage ainsi que de l'énergie et du recyclage arrivent en seconde position avec 13 % des projets chacun.

La première région française en termes d'accueil des investissements irlandais est l'Auvergne-Rhône-Alpes. Avec l'accueil d'un tiers de ces projets, la région se place devant les Hauts-de-France (20 % des projets) et l'Île-de-France (13 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

La France est le premier pays européen de destination des investissements irlandais avec le Royaume-Uni. En 2020 chacun a reçu 31 % des projets européens en provenance d'Irlande. Ils sont suivis par l'Allemagne qui a accueilli 10 % des projets.



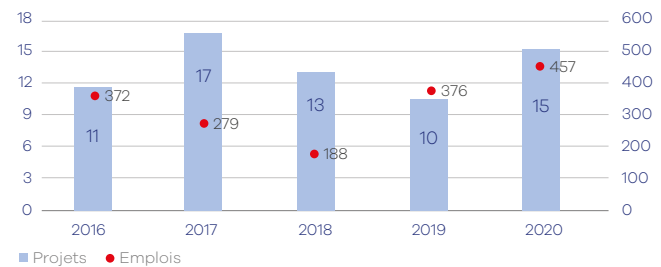
TOP 5 DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
ACCENTURE PLC Conseil et services aux entreprises	7 000
SMURFIT KAPPA GROUP Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5 500
CRH PLC BTP, construction	3 000 - 3 500
KINGSPAN GROUP PLC BTP, construction	1 000
ICON PLC. Médicaments et biotechnologies	450

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	17	13%	4%
Logistique	1	3	7%	1%
Production / Réalisation	4	87	27%	19%
Services aux entreprises	6	265	40%	58%
Services aux particuliers	2	85	13%	19%
Total	15	457	100%	100%

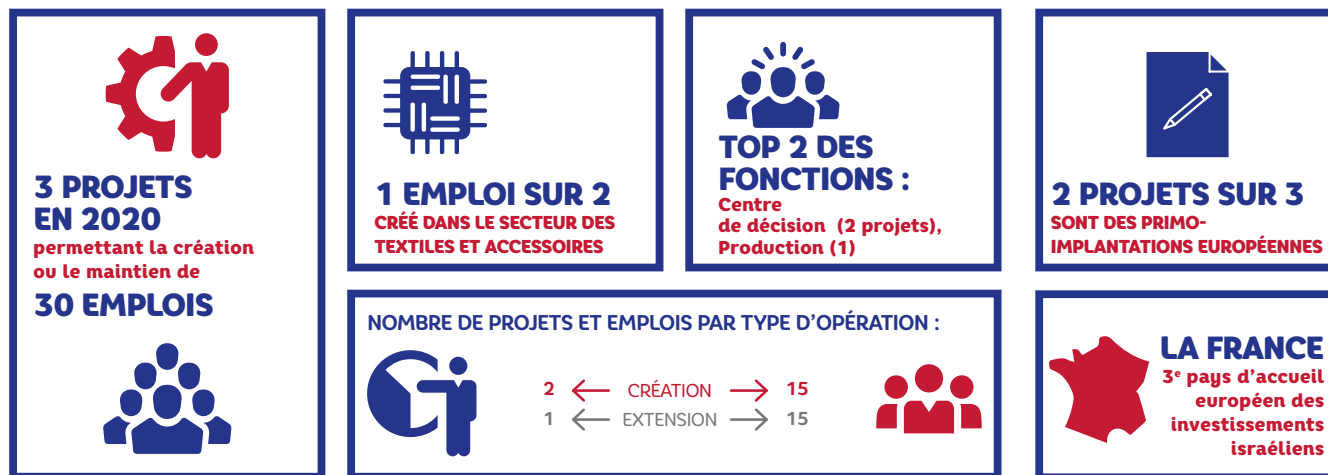
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil et services aux entreprises	5	247	33%	54%
Transport, stockage	2	63	13%	14%
Énergie et recyclage	2	52	13%	11%
Agro-alimentaire	1	40	7%	9%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	25	7%	5%

Source : Bilan France 2020, Business France

ISRAËL

En 2020, 3 projets d'investissement d'origine israélienne ont permis la création de 30 emplois en France.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

Syrengy : Société à l'avant-garde de l'innovation dans le domaine du dispositif médical d'injection. Elle est spécialisée dans la conception, mise au point et fabrication de seringues électroniques connectées qui permettent d'éviter les effets indésirables post injection de produits de comblement en Médecine Esthétique et facilitent l'injection et son contrôle par le médecin. Ce dispositif médical peut être utilisé également dans d'autres disciplines médicales. La jeune startup a choisi d'implanter son QG européen en région Sud, au sein de l'incubateur Marseille Innovation.

Sony Semiconductor Israël Ltd. : (Anciennement Altair Semiconductor Ltd.), cette société israélienne détenue par le groupe Sony, est l'un des principaux fournisseurs de puces IoT cellulaires, et s'est positionnée comme leader de la fabrication de chipsets LTE, notamment pour l'univers IoT, ce qui permet à l'entreprise d'être un point d'entrée fondamental du marché gigantesque des objets connectés et de la connectivité, à savoir : smart home, smart city, automobile, infrastructures, etc. L'ouverture d'un centre de R&D en région Île-de-France, qui s'appuie sur une dizaine d'ingénieurs, vient étoffer la présence de Sony en France.

Pontifax : Fort d'une quinzaine d'années d'existence, Pontifax est un fonds d'investissements israélien en capital risque spécialisé en sciences de la vie. Il gère aujourd'hui près de 750 M\$. Déjà présente en France où elle a investi dans plusieurs sociétés françaises, la société a pris part cette année à une levée de fonds au profit de l'entreprise lyonnaise Alizé Pharma 3. Cette prise de participation à hauteur de 3 M€ confirme bien l'appétence de Pontifax pour les opportunités d'investissement en France dans ce secteur.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019
Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour Israël était de 1,1 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE

Une cinquantaine de filiales d'entreprises israéliennes sont implantées en France où elles emploient près de 3 400 salariés. En 2020, 3 projets d'investissement issus d'entreprises israéliennes ont permis la création de 30 emplois.

Les projets israéliens se répartissent entre activités de centre de décision (2 projets et 15 emplois) et de production (1 projet et 15 emplois).

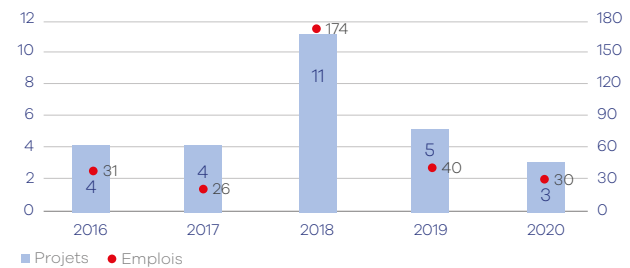
Ces projets concernent les secteurs des textiles et accessoires, du conseil et des services aux entreprises, et des médicaments et dispositifs médicaux. L'entreprise Eminence, détenue par le groupe Delta Galil, s'est illustrée au fort de la crise sanitaire en réadaptant sa production de sous-vêtements pour produire des masques de protection, et prévoit le recrutement d'une quinzaine de salariés.

Les investissements israéliens ont ciblé 3 régions : l'Occitanie avec 50 % des emplois, l'Île-de-France (33 %) et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (17 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le troisième pays d'accueil des investissements israéliens en Europe avec 13 % des projets. Elle se positionne ainsi derrière les Pays-Bas et l'Allemagne, et ex-aequo avec le Royaume-Uni et l'Espagne.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	15	67%	50%
Production / Réalisation	1	15	33%	50%
Total	3	30	100%	100%

TOP 5 DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES LTD Médicaments et biotechnologies	500 - 1000
DELTA GALIL Textiles et accessoires	400 - 500
ALROV PROPERTIES & LODGINGS LTD Hôtellerie, tourisme, restaurant	400 - 500
MAABAROT (ALGAIA) Agro-alimentaire	100 - 150
PLASAN (AMEFO) Chimie, plasturgie	100 - 150

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

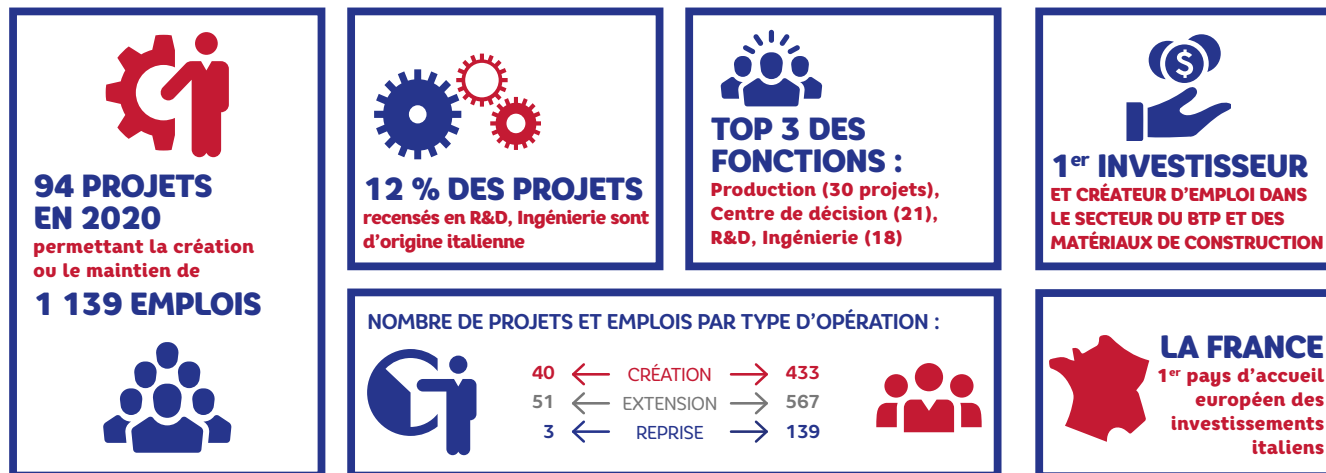
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textiles et accessoires	1	15	33%	50%
Conseil et services aux entreprises	1	10	33%	33%
Équipements et dispositifs médicaux	1	5	33%	17%

Source : Bilan France 2020, Business France

ITALIE

En 2020, les investisseurs italiens confirment leur 4^e rang mondial pour l'investissement en France, avec près d'une centaine de nouveaux projets. Avec un total de 94 projets d'investissement recensés et 1 139 emplois créés ou maintenus, les entreprises italiennes sont à l'origine de 12 % des projets dans la R&D en France.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

BARILLA : Le groupe est présent en France depuis plus de 50 ans où il compte près de 2 000 employés et réalise un CA de 600 M€ (2019). Il détient 5 sites de production ainsi que plusieurs centres logistiques sur le territoire. En juillet 2020, Barilla a annoncé un plan exceptionnel d'investissement d'une trentaine de millions d'euros sur la période 2020-2022, dont 26,4 M€ consacrés à la création d'une nouvelle ligne de production de pain Harrys « 100% mie » en Pays de la Loire. Le groupe a également réalisé l'extension de la fabrication de produits sucrés biologiques en Hauts-de-France ainsi que l'extension de la capacité de stockage (+2 000 m²) de son usine en Centre-Val de Loire. À noter enfin que le groupe réalise

chaque année en France des investissements à hauteur de 12 M€ pour la modernisation de ses équipements industriels, totalisant 200 M€ sur ces 10 dernières années.

FILA : Un des leaders mondiaux du secteur des beaux-arts. Le groupe est présent en France depuis 1999. En 2016, FILA a finalisé la reprise de la société française CANSON et a ensuite poursuivi son développement avec l'acquisition en 2020 de la société ARCHES (43,6M€). Celle-ci fabrique depuis le 15^e siècle des papiers beaux-arts haut de gamme, mondialement reconnus et utilisés principalement pour la peinture à l'aquarelle, l'huile, l'édition d'art, l'impression, l'écriture et l'édition photographique. L'usine vosgienne

ayant fait l'objet de cette opération est labellisée Entreprise du patrimoine vivant. Grâce à cette acquisition, FILA renforce son portefeuille de marques et produits avec une gamme complémentaire qui lui offre de nouvelles opportunités de croissance.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019
Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour l'Italie était de 27,2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE

Plus de 1 700 filiales d'entreprises italiennes sont implantées en France où elles emploient plus de 63 000 personnes. En 2020, 94 projets d'investissement italiens ont été recensés dans l'Hexagone, autant qu'en 2018. Ils ont permis la création ou le maintien de 1 139 emplois.

Les investissements italiens privilégient les activités de production

(32 %), centre de décision (22 %) et de R&D ingénierie (19 %), totalisant plus de 80 % des emplois. À noter que l'Italie est à l'origine de 12 % des projets dans la R&D ingénierie.

Les entreprises italiennes investissent avant tout dans les secteurs du BTP et de la construction (13 %), des textiles et accessoires (11 %) et de l'agro-alimentaire (9 %). Ces investissements sont

particulièrement dynamiques dans le BTP et la construction puisque l'Italie est à l'origine d'un quart des projets et des créations d'emplois dans ce secteur au niveau national.

Les investissements italiens se localisent majoritairement en Île-de-France (24 % des projets), en Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (16 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (12 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le premier pays d'accueil des investissements italiens en Europe. Elle a accueilli 40 % des décisions d'investissement. Elle devance ainsi l'Espagne (15 %) et l'Allemagne (15 %).



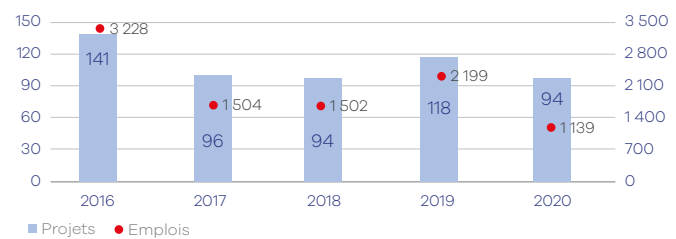
TOP 5 DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
ASSICURAZIONI GENERALI Services financiers et assurances	7 000
FCA GROUP (STELLANTIS) Constructeur automobile et équipementiers	7 000
PRYSMIAN S.P.A Composants électroniques	+ 3 000
EDIZIONE HOLDING (AUTOGRILL) Hôtellerie, Tourisme, Restauration	3 000
COMPAGNIE INDUSTRIALI RIUNITE S.P.A Constructeurs automobiles et équipementiers	+ 2 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	21	297	22%	26%
Logistique	6	33	6%	3%
Point de vente	10	105	11%	9%
Production / Réalisation	30	514	32%	45%
R&D, Ingénierie, Design	18	122	19%	11%
Services aux entreprises	8	63	9%	6%
Services aux particuliers	1	5	1%	0,4%
Total	94	1 139	100%	100%

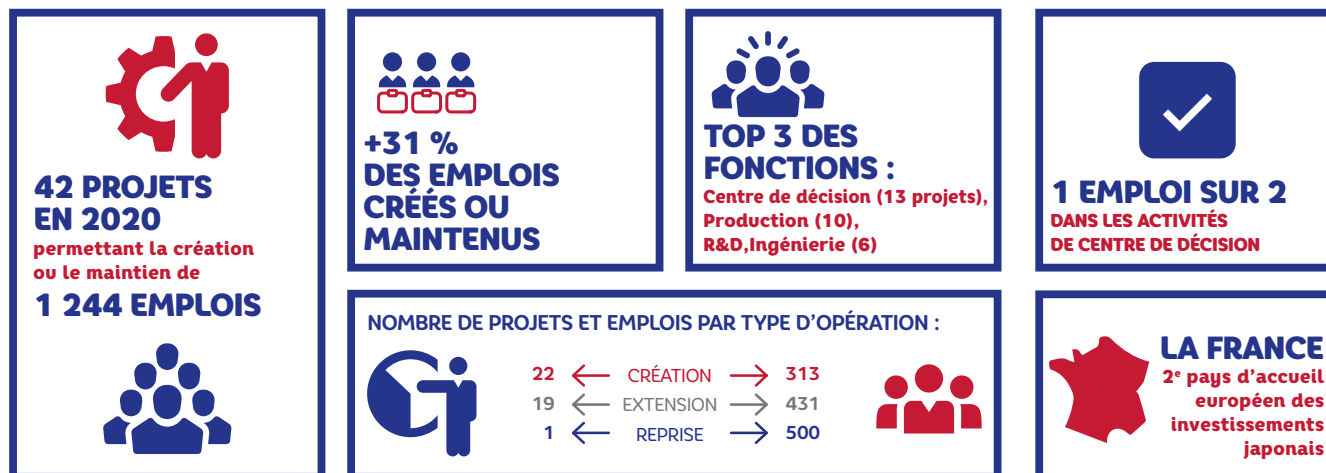
TOP 6 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
BTP, construction	12	200	13%	18%
Textiles et accessoires	10	105	11%	9%
Agro-alimentaire	8	110	9%	10%
Équipements électriques et informatiques	6	78	6%	7%
Équipement du foyer	6	50	6%	4%
Prestations informatiques	6	50	6%	4%

Source : Bilan France 2020, Business France

JAPON

En 2020, le nombre d'emplois générés par les investissements japonais en France est en hausse de 31 %. La France a accueilli 42 projets d'investissement japonais qui ont généré 1 244 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

IRIS OHYAMA : Après avoir inauguré sa nouvelle usine à Lieusaint en 2019, l'entreprise IRIS OHYAMA, spécialisée dans la production d'une grande diversité de produits d'intérieur et du quotidien pour le grand public, décide d'y installer une ligne de fabrication de masques chirurgicaux, qu'elle produisait jusqu'à présent uniquement en Chine. Cet investissement de 8 M d'euros, décidé au fort de la crise sanitaire en avril 2020, sera opérationnel dès le 1^{er} trimestre 2021. Trente machines sont installées pour une capacité de production de 40 millions de masques par mois, nécessitant la création de 70 emplois. En amont de ce projet, et face à la pénurie d'équipements médicaux constatée au début de la crise

en Europe, l'entreprise avait consenti un don à la France de 500 000 masques destinés aux professionnels de santé.

NIPRO : Leader japonais des équipements médicaux jetables (tubes en verre, aiguilles pour injection, équipements de transfusion etc.), a décidé l'extension de son usine de tubes en verre à usage pharmaceutique située à Aumale en Normandie. Ce projet consistera en la construction d'un nouveau bâtiment ainsi que l'installation et la mise en service de 2 nouveaux fours prévues pour 2022 et 2024. L'entreprise a décidé de lancer cet important investissement pour répondre à la pénurie de verre sur le marché français et européen et aux besoins de labo-

ratoires pharmaceutiques (tel que Sanofi Pasteur) qui ont des exigences de qualité « premium » pour les tubes en verre étiré destinés notamment à recevoir des vaccins. Ce projet, d'un montant de 45 M€, permettra la création de 30 nouveaux emplois d'ici deux ans.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour le Japon est de 16,3 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE

La présence d'entreprises japonaises en France se chiffre à plus de 850 employant près de 91 000 personnes. Cette année, la France a accueilli 42 projets d'investissement créateurs d'emplois issus d'entreprises japonaises. Ces projets ont permis la création ou le maintien de 1244 emplois.

Les investissements japonais privilégient les activités de centre de décision (31%). Le Japon est à l'origine de 16% des emplois dans cette nature. La reprise

d'Antalis par le groupe Kokusai Pulp & Paper qui a permis la sauvegarde de plusieurs centaines d'emplois explique ce résultat. La production reçoit 24 % des investissements.

Les projets japonais ciblent principalement les services financiers et d'assurance (14 %), l'automobile et les équipementiers (10 %), les équipements du foyer (10 %), les médicaments et biotechnologies (10 %) et les équipements électriques et informatiques

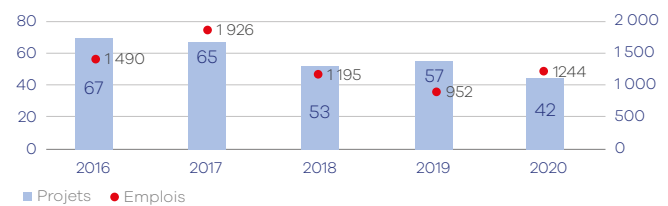
(10 %). Le Japon se distingue particulièrement dans les secteurs du verre, céramique, bois, papier (1^{er} pourvoyeur d'emplois), et dans les équipements du foyer (3^e investisseur et 2^e créateur d'emplois).

L'Île-de-France est la principale destination des investissements japonais avec 52% des projets. Viennent ensuite le Grand Est (12 %) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (12 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements japonais en Europe avec 24 % des projets. Elle se positionne derrière l'Allemagne (25 %) et devant le Royaume-Uni (12 %).

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	13	641	31%	52%
Logistique	3	38	7%	3%
Point de vente	3	80	7%	6%
Production / Réalisation	10	334	24%	27%
R&D, Ingénierie, Design	6	47	14%	4%
Services aux entreprises	4	67	10%	5%
Services aux particuliers	3	37	7%	3%
Total	42	1 244	100%	100%

TOP 5 DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
TOYOTA MOTOR CORPORATION Constructeurs automobiles et équipementiers	4 000 - 4 500
NTN CORPORATION Constructeurs automobiles et équipementiers	4 000 - 4 500
FAST RETAILING CO. LTD. Textiles et accessoires	3 500 - 4 000
NIDEC CORPORATION Machines et équipements mécaniques	2 000 - 2 500
RICOH CO. LTD Équipements électriques et informatiques	1 500 - 2 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

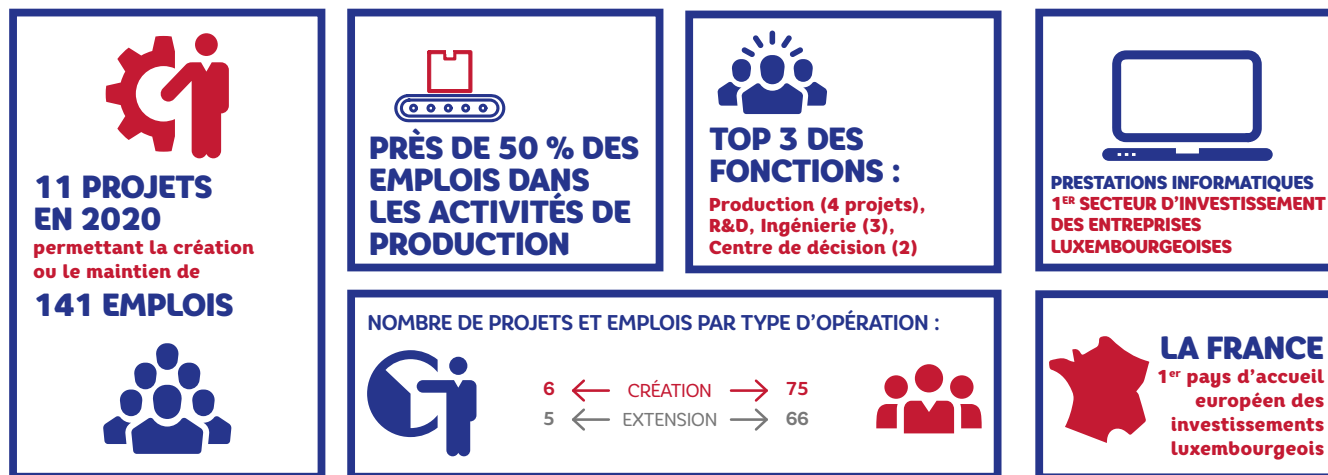
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Services financiers et assurances	6	57	14%	5%
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	140	10%	11%
Équipement du foyer	4	105	10%	8%
Médicaments et biotechnologies	4	82	10%	7%
Équipements électriques et informatiques	4	74	10%	6%

Source : Bilan France 2020, Business France

LUXEMBOURG

En 2020, 11 projets d'investissement luxembourgeois ont été recensés en France, permettant la création ou la sauvegarde de plus de 141 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

ARCELORMITTAL : Le géant de l'acier entame son virage vers l'industrie 4.0 en créant deux hubs digitaux en Moselle sur le big data, la maintenance 4.0 et la qualité ; et dans le Nord sur l'énergie, l'environnement et la sécurité. Les travaux devraient se terminer en 2021. Il s'agit d'une opportunité pour le Grand Est et les Hauts-de-France de connecter l'écosystème et d'accélérer la transition digitale. Les deux unités auront des positionnements distincts et complémentaires, et fonctionneront en interaction étroite.

UNITED CAPS : Le fabricant de bouchons a investi 12 M€ dans l'extension d'une nouvelle unité sur son site d'Alençon (Normandie) à proximité des autoroutes A 28 et A 88 ainsi que de nombreuses entreprises agro-alimentaires. Avec un chiffre d'affaires de 137 M€, l'entreprise familiale possède déjà un centre de R&D dans le Jura. Cette nouvelle usine de 4 000 m² couvrira rapidement la production de tous les produits du portefeuille de United Caps, avec 25 nouveaux collaborateurs en 2020, d'autres embauches viendront rapidement s'ajouter sur le site.

OPENFIELD : Créé en 2004, ce cabinet de conseil en systèmes d'information, notamment spécialisé dans la transformation digitale, la gestion de projets informatiques et la sécurité des données, compte 28 salariés. L'ouverture d'un bureau à Metz (Grand Est) visait à accompagner ses clients français et favoriser les relations d'affaires entre les deux territoires. La filiale française a engagé de nouveaux salariés en 2020.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour le Luxembourg était de 71,2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES EN FRANCE

1 300 filiales d'entreprises luxembourgeoises sont implantées en France, elles emploient près de 70 000 personnes. En 2020, 11 nouvelles décisions d'investissement provenant du Luxembourg ont été recensées en France, permettant la création ou la sauvegarde de 141 emplois.

Les entreprises luxembourgeoises investissent principalement dans les activités

de production (4 projets pour 56 emplois) et de R&D, Ingénierie (3 projets pour 30 emplois)

Trois secteurs regroupent 7 projets et 60 % des emplois : Prestations informatiques (3 projets et 45 emplois), Conseil et services aux entreprises (2 projets et 30 emplois) ainsi que travail des métaux (2 projets et 10 emplois).

Les investissements luxembourgeois se localisent principalement dans les régions Hauts-de-France (3 projets pour 29 emplois), Grand Est (3 projets pour 35 emplois) et Île-de-France (2 projets pour 25 emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

Sur les trois dernières années, la France a été le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance du Luxembourg. Elle a accueilli 47 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Elle se place devant l'Allemagne (13 %) le Royaume-Uni (6 %) et l'Italie (6 %).



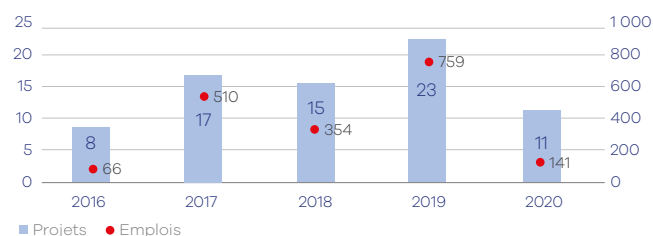
TOP 5 DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
ARCELORMITTAL Métaux, travail des métaux	16 000
SOLUTION 30 SE Opérateurs télécoms. Logiciels et prestations informatiques	3 000
APERAM S.A. Métaux, travail des métaux	2 600
ARDAGH GROUP S.A. Verre, céramique, minéraux, bois, papier Métaux, travail des métaux	1 000 - 1 500
INTERNATIONAL TECHNOLOGY SOLUTIONS (ITS) (FRANCE LOISIRS) Commerce et distribution	1 000 - 1 500

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	25	18%	18%
Production / Réalisation	4	56	36%	40%
R&D, Ingénierie, Design	3	30	27%	21%
Services aux entreprises	1	10	9%	7%
Services aux particuliers	1	20	9%	14%
Total	11	141	100%	100%

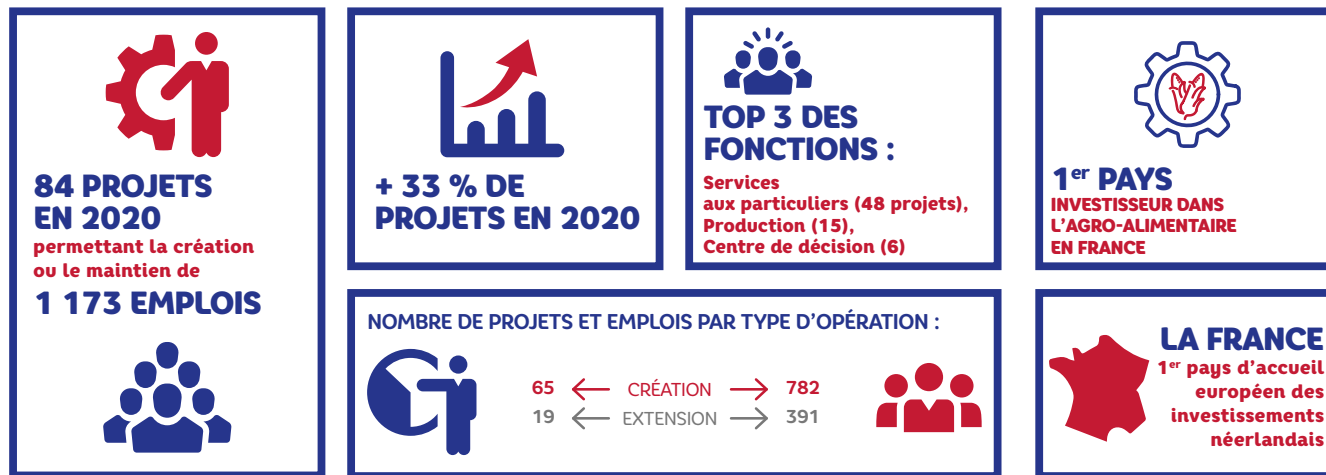
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Prestations informatiques	3	45	27%	32%
Conseil et services aux entreprises	2	30	18%	21%
Travail des métaux	2	10	18%	7%
Chimie, plasturgie	1	25	9%	18%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	20	9%	14%

Source : Bilan France 2020, Business France

PAYS-BAS

Les Pays-Bas sont à l'origine de 84 projets d'investissement en France en 2020, une valeur en hausse. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de près de 1 200 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

The Surgical Company Group (TSC) : Rachetée par TSC en 2017, AXESS VISION TECHNOLOGY, basée à Joué-Lès-Tours (Centre-Val de Loire), emploie 44 salariés et innove dans le domaine de la conception d'endoscopes à usage unique. Déjà en forte croissance, l'entreprise a vu ses volumes de vente fortement progresser depuis le début de la crise sanitaire et a recruté 14 nouveaux collaborateurs en 2020. 60 % des composants sont fabriqués en France, le tout étant assemblé en Touraine. L'entreprise mise sur son département R&D pour parfaire le rendu visuel de ses endoscopes (caméra, algorithmes d'optimisation d'image, etc.).

PLUKON : DUC, acteur majeur du secteur de la volaille en France, est passé dans le giron du groupe néerlandais PLUKON en 2017 et depuis septembre 2019 l'entreprise présente un résultat net positif. L'augmentation du capital et les investissements réalisés portent leurs fruits permettant à DUC de développer ses activités : en 2020, le principal site de l'entreprise, situé dans l'Yonne (Bourgogne-Franche-Comté), a vu le recrutement de 12 personnes et réalisé des investissements de capacité, préparant ainsi l'avenir du site.

NOWOS : Active depuis 2019, la startup Nowos propose un service de réparation et de reconditionnement pour batteries lithium-ion nécessaires au fonctionnement des vélos et trottinettes électriques. Portée par un succès immédiat, elle a entrepris des démarches pour l'installation d'un nouveau bureau et d'une usine en France. En novembre 2020, le projet se concrétise avec l'ouverture d'un site à Amplepuis (Auvergne-Rhône-Alpes) impliquant l'embauche de 25 personnes d'ici la fin de l'année 2021 et d'une centaine sur trois ans.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour les Pays-Bas était de 30 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE

Environ 1 000 filiales d'entreprises néerlandaises sont implantées en France. Elles emploient plus de 190 000 salariés. En 2020, 84 décisions d'investissement provenant des Pays-Bas ont été recensées en France, une valeur en hausse par rapport à 2019. Ces décisions ont permis la création ou la sauvegarde de 1 173 emplois.

Les investissements néerlandais en France sont en majorité des activités de services aux particuliers (57 % des projets et 40 % des emplois) comme par

exemple, le réseau de salles de sport Basic Fit qui continue son expansion sur le territoire français. Les activités de production jouent aussi un rôle prépondérant dans les projets des entreprises néerlandaises notamment en termes d'emploi (18 % des projets et 38 % des emplois).

Les investissements néerlandais se concentrent principalement dans les activités sportives et récréatives (37 % des projets et 21 % des emplois) et le commerce et la distribution (17 % des

projets et 14 % des emplois). Les Pays-Bas se distinguent dans le secteur agro-alimentaire, ils sont le premier pays investisseur et à l'origine de 20 % des emplois générés par les investissements étrangers dans ce secteur.

La région Île-de-France est la première région d'accueil des investissements néerlandais en termes de projets (18 % des projets et des emplois), et l'Auvergne-Rhône-Alpes la première en termes d'emploi (17 % des projets et 27 % des emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France reste le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance des Pays-Bas. Elle accueille 34 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant l'Allemagne (15 %), l'Espagne (12 %) et le Royaume-Uni (10 %).



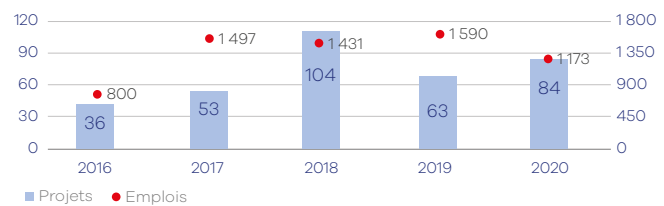
TOP 5 DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
RANDSTAD Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9 600
HEINEKEN Agro-alimentaire	4 000
AKZO NOBEL Métaux, travail des métaux Chimie, plasturgie	1 600
REFRESCO Agro-alimentaire, boissons	1 200 - 1 300
HENDRIX GENETICS Agro-alimentaire, sélection animale	1 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	6	70	7%	6%
Logistique	1	25	1%	2%
Point de vente	6	52	7%	4%
Production / Réalisation	15	441	18%	38%
R&D, Ingénierie, Design	5	83	6%	7%
Services aux entreprises	3	31	4%	3%
Services aux particuliers	48	471	57%	40%
Total	84	1 173	100%	100%

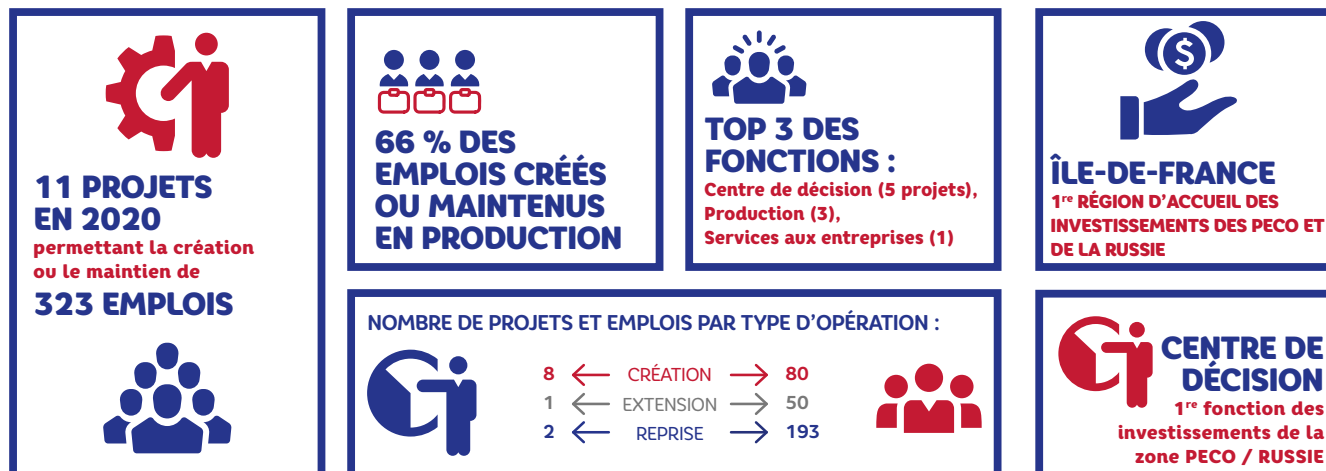
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Sport et loisirs	31	245	37%	21%
Commerce et distribution	14	162	17%	14%
Agro-alimentaire	9	213	11%	18%
Énergie et recyclage	5	170	6%	14%
Chimie, plasturgie	3	105	4%	9%

Source : Bilan France 2020, Business France

PECO + RUSSIE

En 2020, 11 décisions d'investissement en France venant d'un pays d'Europe centrale et orientale¹ ou de Russie ont permis la création ou le maintien de 323 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Chemet : Cet investissement venu de Pologne a été validé suite à la décision du tribunal de commerce de Paris début 2020. Le fabricant français de bouteilles de gaz GLI (Gaz Liquéfiés Industrie), qui possède des usines à Bischwiller (Bas-Rhin) et Civray (Vienne), ainsi qu'un réseau de 14 points de service et de dépôts de réservoirs GLI sur toute la France, a été repris par son concurrent polonais, le groupe Chemet, pour un montant de 3,15 M€. Cette reprise permet la sauvegarde de 180 emplois à Bischwiller (ainsi que prochainement 320 emplois à Civray) et illustre concrètement l'intérêt des investisseurs polonais pour la France sur des projets de reprises de taille importante.

Šark : L'entreprise slovène Šark est spécialisée dans l'organisation d'aventures de surf principalement en Espagne. En 2020, l'entreprise a ouvert son premier camp de surf à Montalivet en Nouvelle-Aquitaine. La station balnéaire est à 700 m de la mer et à peu près à la même distance de la ville de Montalivet. La petite et charmante ville regorge de marchés locaux, de bars, de boutiques de surf et de restaurants. Ce projet accompagné par la région a également permis de conduire au recrutement de 15 employés passionnés et moniteurs de surf.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
Estonie	2	50
Lituanie	2	25
République Tchèque	2	15
Pologne	1	180
Russie	1	23
Slovénie	1	15
Hongrie	1	10
Bulgarie	1	5
Total	11	323

¹ Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019, données disponibles pour la Pologne, la Bulgarie, la Slovaquie, la Roumanie, la République tchèque, la Hongrie et la Russie.

Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour la zone PECO + Russie est de 1 Md€

PRÉSENCE DES ENTREPRISES DE LA ZONE PECO + RUSSIE EN FRANCE

Environ 300 entreprises des Pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) et de Russie sont présentes en France où elles emploient 6 000 personnes.

En 2020, 11 décisions d'investissement d'un pays de la zone PECO ou de la Russie ont été recensées en France. Celles-ci ont permis la création ou le maintien de 323 emplois.

Parmi les 11 projets recensés en 2020, 5 concernent la fonction de centre

de décision et 3 de la production. La reprise de Gaz Liquéfiés Industrie par le groupe polonais Chemet qui a permis le maintien de 180 emplois en Alsace, explique la part importante des emplois de production (66 %) parmi les emplois créés et maintenus par les projets de la zone.

Les investissements d'Europe centrale et orientale et de Russie ont concerné des secteurs d'activité variés. Les secteurs des machines et équipements

mécaniques, des prestations informatiques et du BTP ont chacun été concernés par 2 projets.

En 2020, les investissements de la zone se répartissent principalement en Île-de-France (4 projets) ainsi qu'en Grand Est et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (2 projets).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

La Roumanie est la première destination européenne des investissements créateurs d'emplois des pays de l'Europe centrale et orientale et de Russie (16%). L'Allemagne et la Royaume-Uni ont chacun accueilli 12 % des projets en 2020. La France en a reçu 5 %.



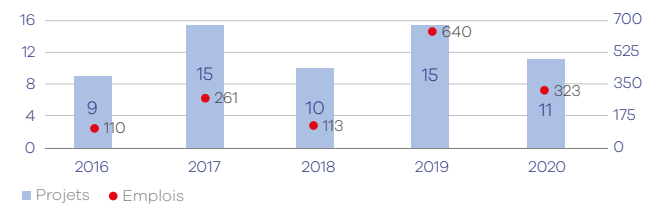
TOP 5 DES ENTREPRISES DE LA ZONE PECO + RUSSIE EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
RZHD – CHEMINS DE FER RUSSE (GEFCO) - Russie Transport, stockage	3 000
CZECH MEDIA INVEST - République tchèque Médias, édition	1 000 - 1 500
CHEMET GROUP - Pologne Machines et équipements mécaniques	1 100
WIELTON - Pologne Chimie, plasturgie	400
PLASTIWELL - Pologne Chimie, plasturgie	400

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	60	45%	19%
Point de vente	1	5	9%	2%
Production / Réalisation	3	213	27%	66%
R&D, Ingénierie, Design	1	5	9%	2%
Services aux entreprises	1	40	9%	12%
Total	11	323	100%	100%

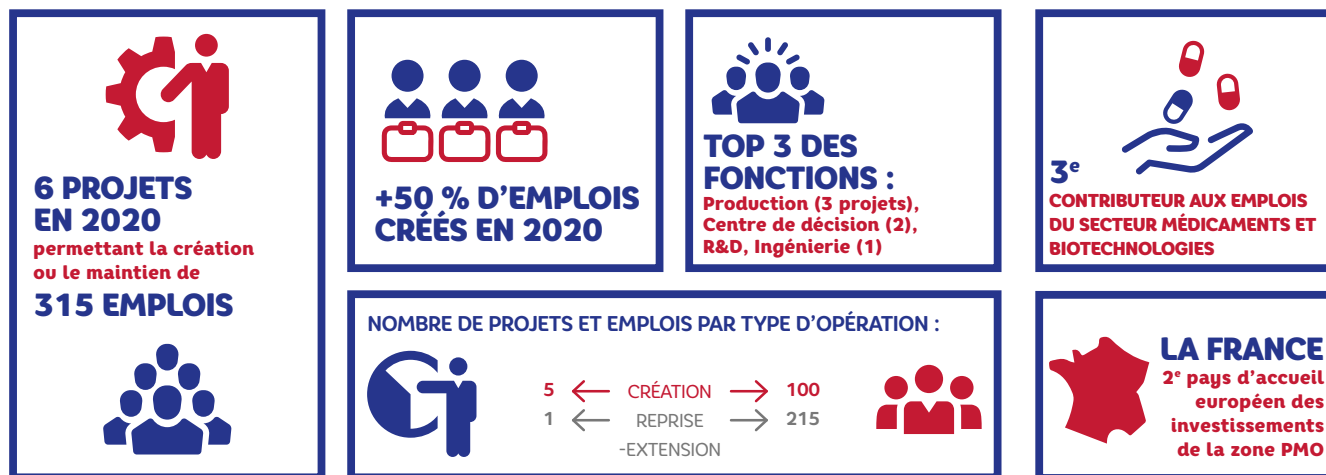
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Machines et équipements mécaniques	2	190	18%	59%
Prestations informatiques	2	45	18%	14%
BTP, construction	2	33	18%	10%
Transport, stockage	1	20	9%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	15	9%	5%

Source : Bilan France 2020, Business France

PMO

En 2020, 6 décisions d'investissement des pays du Proche et Moyen-Orient¹ ont été recensées en France où elles ont permis la création ou le maintien de 315 emplois, 50 % de plus qu'en 2019.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

Aramco : En partenariat avec le groupe IFP énergies nouvelles, l'entreprise saoudienne Aramco investit 2 M€ dans la création d'un centre R&D pour renforcer les capacités technologiques saoudiennes dans les secteurs pétrolier et pétrochimique. Cet investissement de 2 M€ permettra la création de 10 emplois, essentiellement des ingénieurs et des chercheurs.

Agility : Leader koweïtien de la logistique, Agility crée une plateforme multimodale de 26 000 m² à Blotzheim (Grand Est). Cet investissement de 5 M€ doit créer 10 emplois en 2020 en plus des 20 déjà existants. Cette plateforme multimodale est stratégiquement localisée, dans le périmètre de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, de Weil-am-Rhein (Allemagne) et de Mulhouse. Elle propose de plus des services d'acheminement par le Rhin jusqu'à Anvers et Rotterdam.

— RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
Liban	3	230
Bahreïn	1	65
Émirats Arabes Unis	1	10
Jordanie	1	10
Total	6	315

¹ Arabie Saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie et Yémen.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019.

Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour les pays du Proche et Moyen-Orient est de 13 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT EN FRANCE

Environ 650 filiales d'entreprises du Proche et Moyen-Orient (PMO) sont présentes en France où elles emploient 36 000 personnes.

En 2020, 6 décisions d'investissement en provenance de pays du PMO ont été recensées en France. Celles-ci ont permis la création de 315 emplois, soit une augmentation de 50 % par rapport à l'année 2019 et un retour au niveau d'emplois recensés en 2018.

Parmi les 6 projets recensés pour la zone, la moitié concernent de la production, deux des centres de décision et un de la R&D.

Les deux premiers secteurs servis par les investissements des pays du PMO sont le textile et les prestations informatiques (2 projets chacun). Les emplois créés et maintenus dans les médicaments et biotechnologies correspondent à 15 % de l'ensemble des

emplois comptabilisés dans ce secteur en France. Ce qui fait de la zone le 3^e contributeur aux emplois de ce secteur en 2020.

Les projets des pays du Proche et Moyen-Orient en France sont géographiquement diversifiés. La région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue par l'accueil de 2 projets.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE³

Depuis 2019, le Royaume-Uni est le pays ayant accueilli le plus de projets d'investissements des pays du PMO à destination de l'Europe (30 %). Il est suivi par l'Allemagne, l'Espagne et la France qui en ont reçu 12 % chacun.



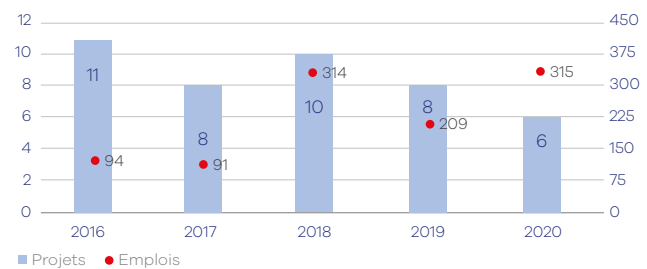
TOP 5 DES ENTREPRISES DU PMO EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
AL MANNAI CORPORATION (GFI INFORMATIQUE) - Qatar Services financiers et assurances / Informatique	20 000
MERIT CORPORATION (J. SAADE) CMA CGM) - Liban Transport, stockage	4 000
DIVINE INVESTMENT (PRINTEMPS) - Qatar Services financiers et assurances / Commerce et distribution	2 500 - 3 000
KATARA HOSPITALITY (PENINSULA) - Qatar Hôtellerie, tourisme et restaurant	1 000 - 1 500
CONSTELLATION HOTELS - Qatar Hôtellerie, tourisme et restaurant	500 - 1 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

³ Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	20	33%	6%
Production / Réalisation	3	290	50%	92%
R&D, Ingénierie, Design	1	5	17%	2%
Total	6	315	100%	100%

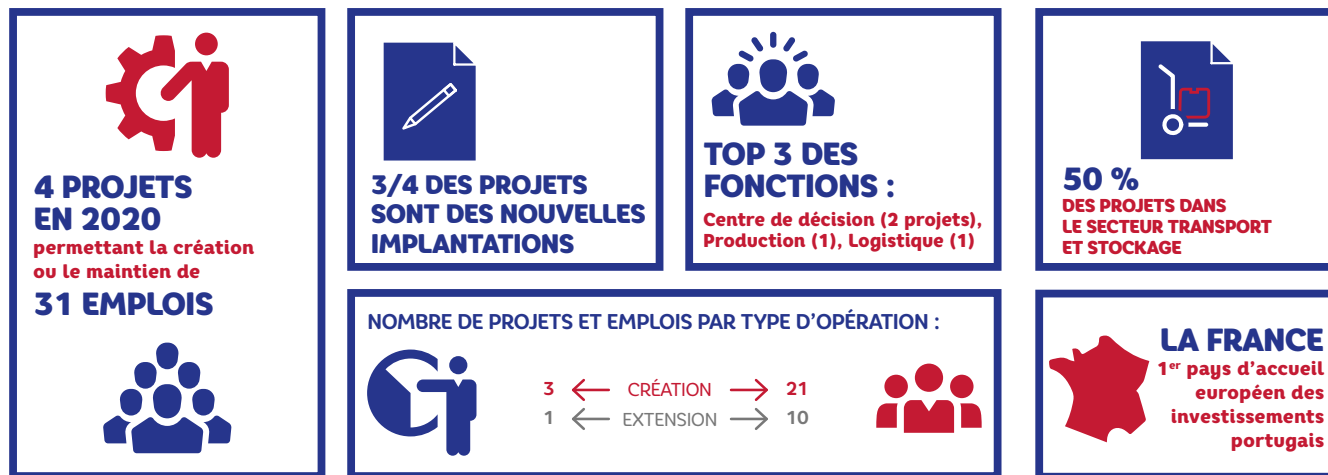
RÉPARTITION SECTORIELLES DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textiles et accessoires	2	75	33%	24%
Prestations informatiques	2	15	33%	5%
Médicaments et biotechnologies	1	215	17%	68%
Agro-alimentaire	1	10	17%	3%

Source : Bilan France 2020, Business France

PORTUGAL

En 2020, 4 décisions d'investissement créatrices d'emplois venant d'entreprises portugaises ont été recensées en France. Elles ont permis la création de 31 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

Grupo Proef : l'entreprise portugaise créée en 1984 est spécialisée dans l'ingénierie énergétique. Après son installation en Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes, Grupo Proef a choisi en 2019 l'Occitanie pour ouvrir une nouvelle filiale destinée à déployer la fibre optique dans la région. Avec la création de 30 emplois directs, il s'agit de la plus grosse création d'entreprise venue du Portugal recensée en 2019.

Purever : le groupe portugais a racheté en 2018 le groupe français Dagard, son principal concurrent en Europe dans le secteur des parois modulaires pour chambres froides, constructions isothermes et enveloppes de salles propres pour les secteurs de la santé et de la recherche. En plus de 360 emplois présents avant l'acquisition, la société prévoit de créer 100 emplois d'ici trois ans et faire de la France sa plateforme d'exportation vers l'international.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour le Portugal est de 2 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE

Plus de 700 filiales d'entreprises portugaises sont présentes sur le territoire français où elles emploient environ 7 700 personnes.

En 2020, 4 décisions d'investissement en provenance d'entreprises portugaises ont été recensées en France. Celles-ci ont permis la création de 31 emplois sur le territoire national.

Parmi ces projets, deux concernent des centres de décision, ainsi que les deux tiers des emplois créés (20). Un projet en production a permis la création de 10 emplois.

Les secteurs d'activité visés par les projets d'investissement portugais sont le transport et stockage (2 pro-

jets), l'énergie et les machines et équipements mécaniques.

L'Auvergne-Rhône-Alpes a été la destination de 2 projets en 2020, les Hauts-de-France et les Pays de la Loire en ont chacune accueilli un.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

La France est le premier pays destinataire des investissements portugais vers l'Europe. Depuis 2019, la France a accueilli 26 % des projets portugais, l'Espagne 21 %, l'Allemagne et l'Italie 11 %.



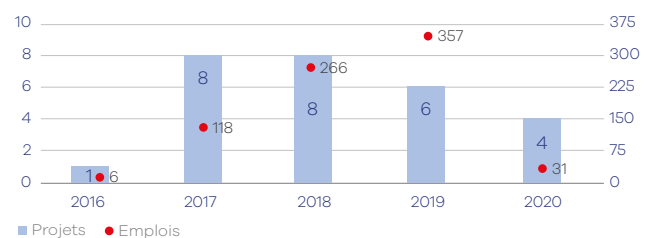
TOP 5 DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
GRUPO VISABEIRA Opérateurs télécoms et internet	2 000 - 2 500
PUREVER NEGÓCIOS E GESTÃO, SGPS, S.A. BTP, construction	500 - 550
INAPA - INVESTIMENTOS, PARTICIPAÇÕES E GESTÃO, S.A. Commerce et distribution	350
SIMOLDES PLÁSTICOS Chimie, plasturgie	250
L.T.T. LIZMONTAGENS THERMAL TECHNOLOGIES BTP, construction	200

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	20	50%	65%
Logistique	1	1	25%	3%
Production / Réalisation	1	10	25%	32%
Total	4	31	100%	100%

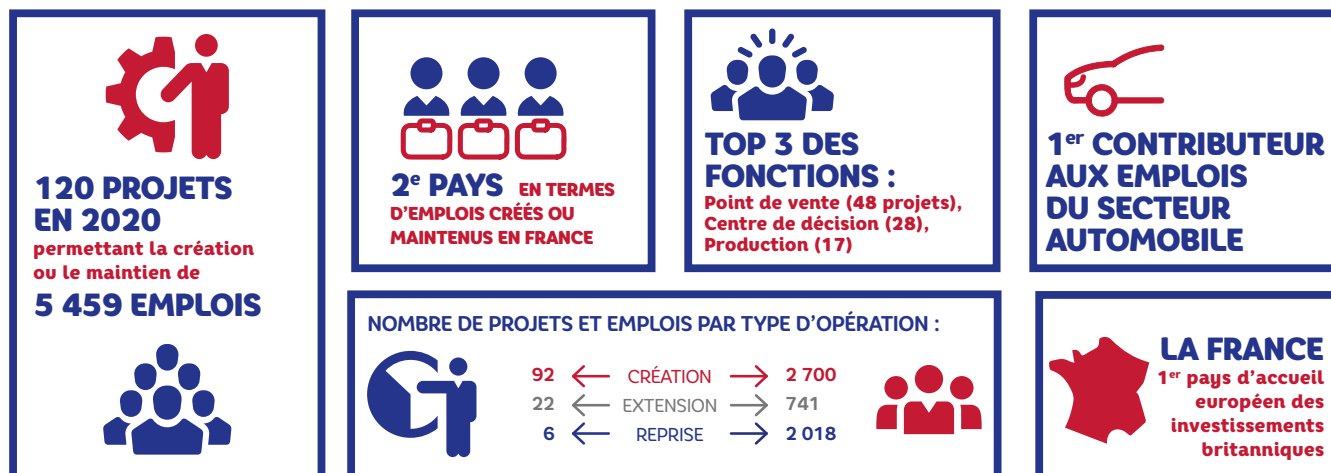
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	2	11	50%	35%
Énergie et recyclage	1	10	25%	32%
Machines et équipements mécaniques	1	10	25%	32%

Source : Bilan France 2020, Business France

ROYAUME-UNI

Le Royaume-Uni est le 3^e pays investisseur en France et le 2^e en termes d'emplois. Avec 5 459 emplois, il est à l'origine de 16 % des emplois créés ou maintenus par un investissement étranger en 2020.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

INEOS : Ineos Automotive, la branche automobile d'Ineos, premier fabricant pétrochimique du Royaume-Uni, a confirmé l'acquisition du site allemand Daimler situé à Hambach dans la région Grand Est pour fabriquer son véhicule tout-terrain 4x4 Grenadier. Ineos continuera à fabriquer sur le site la Smart EQ fortwo et certains composants Mercedes-Benz, préservant ainsi 1 300 emplois au total dans la région. Le groupe commencera à produire le Grenadier fin 2021 avec un lancement commercial prévu pour 2022.

SCC (Rigby Group) : Rigby Group est un conglomérat familial diversifié sur plusieurs activités dont les technologies/solutions informatiques via sa filiale SCC. Deuxième pays pour le groupe pour l'activité services informatiques, la France a une place importante dans le cadre de la stratégie de développement international de Rigby. Après avoir renforcé sa présence à Valenciennes en 2019, le groupe continue à se développer en France à travers l'ouverture d'un nouveau centre de support clients sur le site Recyclea à Montluçon en Auvergne-Rhône-Alpes, qui va permettre d'accueillir jusqu'à 300 ingénieurs et techniciens de support et monitoring d'infrastructures informatiques. Le groupe s'est engagé sur

une démarche sociale d'embauche de personnels en réinsertion professionnelle et en position de handicap.

Graphcore : Licorne britannique spécialisée dans la conception de micro-processeurs dédiés aux calculs d'intelligence artificielle, Graphcore a décidé d'ouvrir une filiale en Île-de-France en avril 2020. La société compte développer des activités commerciales et de R&D en France, espérant ainsi atteindre une cinquantaine d'employés à 3 ans.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour le Royaume-Uni est de 81 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE

Environ 1 800 filiales d'entreprises britanniques sont présentes en France où elles emploient plus de 182 000 personnes.

En 2020, les entreprises britanniques ont été à l'origine de 120 décisions d'investissement en France, permettant de créer ou maintenir 5 459 emplois sur le territoire national. Parmi ces investissements, les points de vente sont les plus nombreux (40 % des projets), ils ont permis la création de 31 % des emplois britanniques recensés. L'expansion du

groupe Action, détenu par le fonds 3i Group, et de l'enseigne Primark, détenus par le groupe AB Food, explique l'importance des projets de points de vente. En termes d'emplois, la fonction de production arrive en tête avec 45 % des emplois créés. La reprise du site d'Hambach par Ineos et le maintien de ses 1300 emplois expliquent le nombre d'emplois de cette fonction.

Le secteur commerce et distribution est le premier secteur d'accueil des investissements britanniques (37 % des

projets) et le secteur automobile le premier récipiendaire des emplois (25 %). Il est à noter que le Royaume-Uni est à l'origine de 19 % de l'ensemble des projets du secteur des services financiers recensés en France en 2020.

La région Île-de-France est la première destination des projets britanniques sur le territoire français (31 % des projets britanniques). Elle devance les Hauts-de-France (15 %) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (10 %).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

La France est la première destination européenne des investissements britanniques. Avec l'accueil de 24 % des projets, elle devance l'Allemagne et l'Espagne qui accueillent chacune 12 % des projets.



TOP 5 DES ENTREPRISES BRITANNIQUES* EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

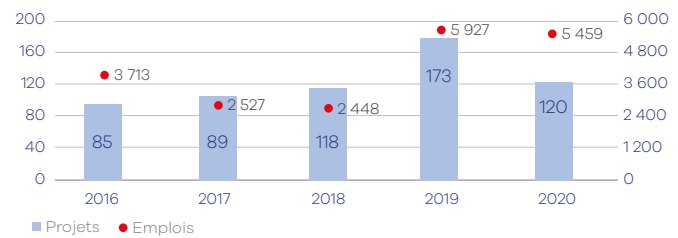
Entreprise	effectifs
KINGFISHER PLC (CASTORAMA) Commerce et distribution Équipement du foyer	+ de 19 000
COMPASS GROUP PLC Hôtellerie, tourisme et restaurant Conseil et services aux entreprises	15 000 - 16 000
HSBC HOLDINGS PLC Services financiers et assurances	+ 8 000
ASSOCIATED BRITISH FOODS PLC (Primark) Textiles et accessoires	5 000 - 6 000
DS SMITH PLC Verre, céramique, minéraux, bois, papier	4 000

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	28	275	23%	5%
Logistique	5	440	4%	8%
Point de vente	48	1 710	40%	31%
Production / Réalisation	17	2 459	14%	45%
R&D, Ingénierie, Design	5	93	4%	2%
Services aux entreprises	15	441	13%	8%
Services aux particuliers	2	41	2%	1%
Total	120	5 459	100%	100%

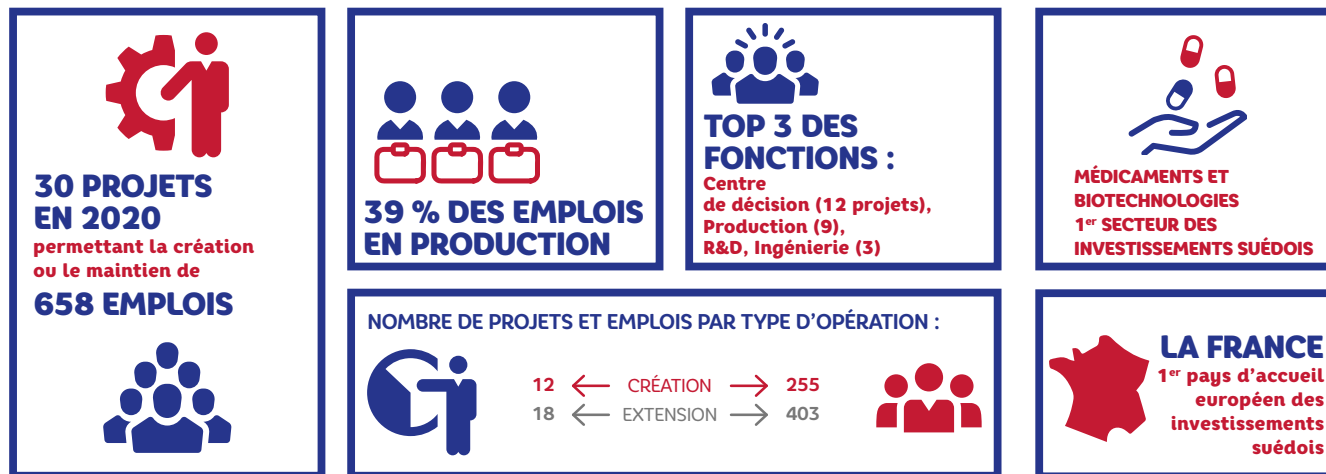
TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	44	1 663	37%	30%
Conseil et services aux entreprises	9	73	8%	1%
Services financiers et assurances	8	77	7%	1%
Prestations informatiques	8	68	7%	1%
Textiles et accessoires	7	545	6%	10%

Source : Bilan France 2020, Business France

SUÈDE

En 2020, 30 décisions d'investissement créatrices d'emplois à destination de la France provenant d'entreprises suédoises ont été détectées. Elles ont permis la création de 658 emplois sur le territoire français.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

Future Closets : La startup éco-responsable Hack Your Closet propose un service de location de vêtements de seconde-main et d'inventus, livrés directement chez le consommateur. Forte de son succès suédois, l'entreprise, dont la récente levée de fonds vient de générer plus de 20 millions de couronnes suédoises, soit environ 2 M €, a récemment créé une filiale, Future Closets SAS, à Strasbourg (Alsace). Celle-ci, en plus d'ouvrir l'entreprise au marché français et à l'international, devrait créer 120 emplois d'ici à 2022. Sa fondatrice envisage le marché français comme un test de ses capacités à pénétrer d'autres marchés à l'avenir.

Recipharm : Recipharm a signé un contrat avec Moderna pour la mise en forme pharmaceutique de leur vaccin. Il s'agit d'un vaccin contre la COVID-19 qui repose sur une technologie innovante employant un ARN-messager. En parallèle, le groupe suédois a décidé de construire des capacités de productions supplémentaires afin de faire face à des demandes récurrentes de vaccins contre des pandémies virales. Cet investissement concerne la construction d'une nouvelle unité de production comprenant une ligne de production de flacons et une ligne pour seringues préremplies ; pour un montant total estimé à 60 M€ et la création de 100 emplois sur le site.

Ericsson : Le groupe Ericsson a annoncé l'ouverture de son premier centre de R&D en France, à Massy, au sein du pôle de compétitivité Paris-Saclay. Ce centre de R&D, dédié aux logiciels et à la sécurité 5G, vise à accélérer la dynamique 5G en Europe et pourra accueillir jusqu'à 300 chercheurs et ingénieurs.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour la Suède est de 7,4 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE

Environ 460 filiales d'entreprises suédoises sont implantées en France où elles emploient 95 000 personnes.

En 2020, 30 décisions d'investissement créatrices d'emplois en France émanant d'entreprises suédoises ont été détectées permettant la création de 658 emplois. Les centres de décisions sont la première fonction servie par ces investissements. Ils regroupent 40 % des projets et 30 % des emplois. La deuxième fonction recevant le plus

de projets est la production avec 30 % des projets et 39 % des emplois. Les secteurs de la construction automobile et des médicaments contribuent pour deux tiers des projets et 80 % des emplois à la fonction de production.

Le premier secteur d'accueil des investissements suédois est celui des médicaments et biotechnologie. 5 projets suédois se rapportent à ce secteur soit 10 % de l'ensemble des projets médicaments et biotechnologie reçus

en France en 2020. Le premier secteur créateur d'emploi en provenance de la Suède est la construction automobile avec 22 % des emplois créés.

La région française ayant accueilli le plus de projets suédois en 2020 est l'Île-de-France. Avec 33 % des projets, elle se place devant l'Auvergne-Rhône-Alpes et le Grand Est qui ont chacune reçu 13 % des projets et les Hauts-de-France 10 %.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France a accueilli 19 % des projets d'investissement internationaux suédois à destination de l'Europe. Elle se place ainsi à la première place des pays européens avec le Royaume-Uni. L'Allemagne arrive en 3^e position avec 9 % des projets suédois reçus.



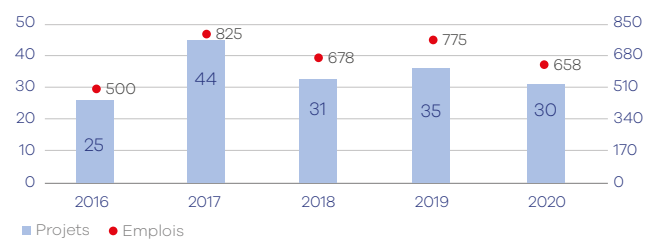
TOP 5 DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
SECURITAS AB Conseils et services aux entreprises	17 000
AB VOLVO Constructeurs automobiles et équipementiers	11 500
IKEA Équipement du foyer	9 500
HENNES & MAURITZ (H&M) Textile et accessoires Commerce et distribution	7 500
LOOMIS AB Autres activités de services	4 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	12	200	40%	30%
Point de vente	2	60	7%	9%
Production / Réalisation	9	258	30%	39%
R&D, Ingénierie, Design	3	73	10%	11%
Services aux entreprises	3	30	10%	5%
Services aux particuliers	1	37	3%	6%
Total	30	658	100%	100%

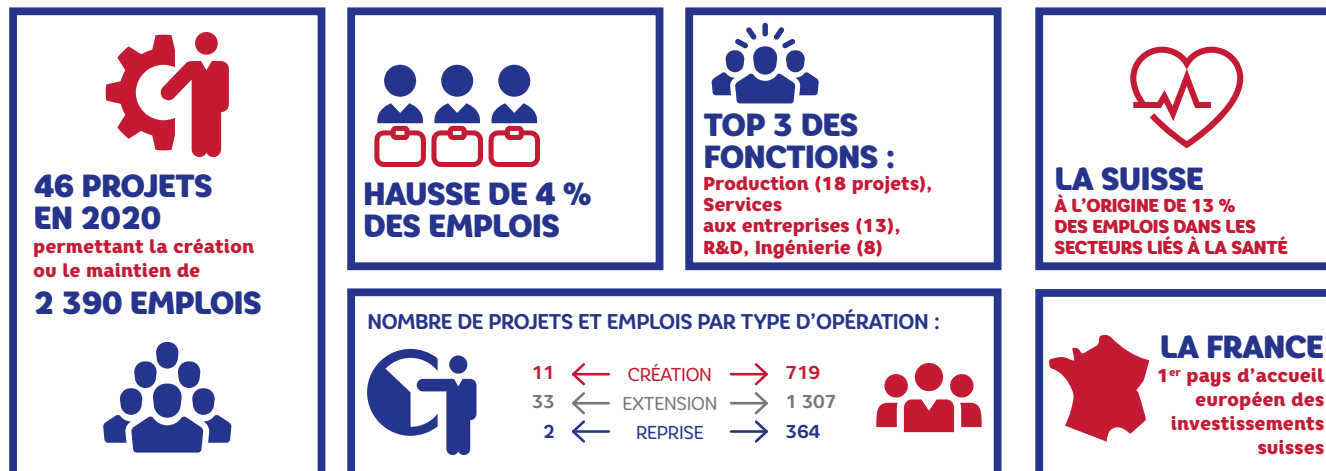
TOP 6 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Médicaments et biotechnologies	5	79	17%	12%
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	143	13%	22%
Énergie et recyclage	2	57	7%	9%
Services financiers et assurances	2	32	7%	5%
Machines et équipements mécaniques	2	15	7%	2%
Prestations informatiques	2	15	7%	2%

Source : Bilan France 2020, Business France

SUISSE

La Suisse est à l'origine de 46 projets d'investissement en France en 2020. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de près de 2 400 emplois, une hausse de 4 % par rapport à 2019. Un nombre significatif de projets d'investissement financier (rachats d'entreprises, pérennisations) complètent ce bilan et confirment le maintien des investissements suisses en France à un haut niveau en 2020.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

M3 Group : Le groupe a investi dans une usine de masques à Ploufragan (25 000 m²), en Bretagne, afin de répondre à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. La société compte produire environ 250 000 masques par an, mais également une gamme complète de produits sanitaires tels que des surblouses, des charlottes et du gel hydroalcoolique. Les activités sur site ont d'ores et déjà débuté, le recrutement de 110 personnes est prévu à terme.

Novartis : Novartis lance, Biome Paris, son premier laboratoire d'innovation digitale en Europe. Biome Paris permettra à Novartis d'apporter des solutions concrètes aux patients en travaillant étroitement avec des acteurs de l'écosystème digital tant en France qu'à l'international. Les partenariats et la coopération avec des entreprises allant de la startup aux entreprises matures du secteur, permettront également aux collaborateurs de Novartis d'explorer de nouvelles méthodologies agiles pour accélérer le développement des projets.

Lonza : Parmi les leaders mondiaux pour le développement, de la fabrication et de la commercialisation de produits chimiques, pharmaceutiques, biotechnologiques et d'ingrédients de spécialité, ce groupe opère sur 53 sites de production et de R&D dans 30 pays. Depuis juin 2017 et l'acquisition de la société américaine Capsugel, spécialisée dans le domaine des biotechnologies et des solutions de dosage, Lonza dispose d'un site de production important à Colmar (Grand Est). Ce site, qui emploie 315 salariés, bénéficiera de nouveaux investissements afin d'augmenter ses capacités d'encapsulation générant la création de 35 emplois.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2018 pour la Suisse était de 82,3 Md€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUISSES EN FRANCE

Plus de 1 000 filiales d'entreprises suisses sont implantées en France, elles emploient près de 280 000 personnes. En 2020, 46 projets d'investissement en provenance de Suisse ont été recensés. Ils ont permis la création ou le maintien de 2 390 emplois, soit une hausse de 4 % en un an.

Les investissements suisses en France concernent avant tout les activités de production (39 % des projets et 52 % des emplois), ce pays est par ailleurs à l'origine de 10 % des emplois géné-

rés par les investissements dans cette fonction. Les services aux entreprises représentent aussi une part substantielle de ces investissements (28 % des projets et des emplois).

Les investisseurs suisses privilégient le secteur conseil aux entreprises (24 % des projets et 28 % des emplois). La Suisse se distingue dans les secteurs liés à la santé (18 % des projets suisses et 16 % des emplois) puisqu'elle est à l'origine de 13 % de l'ensemble des emplois générés par les investissements étrangers

dans ce secteur. Portée par les investissements du groupe STMicroelectronics, la Suisse a créé 52 % des emplois dans le secteur composants électroniques.

Les projets d'investissement provenant de Suisse se localisent principalement en Île-de-France (24 % des projets et 27 % des emplois), en Auvergne-Rhône-Alpes (17 % des projets et 18 % des emplois) ainsi qu'en Pays de la Loire (11 % des projets et 17 % des emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France reste le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance de Suisse. Elle accueille 31 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant l'Allemagne (18 %) et l'Espagne (11 %).



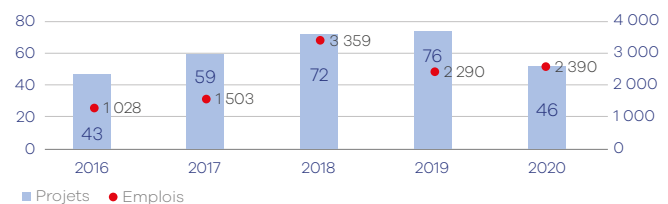
TOP 5 DES ENTREPRISES SUISSES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
NESTLE S.A. Agro-alimentaire, agriculture et pêche	13 000
KÜHNE HOLDING AG Transport, stockage	11 000
STMICROELECTRONICS Composants électroniques	10 000
EMIL FREY HOLDING AG Commerce et distribution	9 100
ADECCO SA Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9 000

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	35	11%	1%
Logistique	1	350	2%	15%
Production / Réalisation	18	1231	39%	52%
R&D, Ingénierie, Design	8	92	17%	4%
Services aux entreprises	13	672	28%	28%
Services aux particuliers	1	10	2%	0,4%
Total	46	2 390	100%	100%

TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil et services aux entreprises	11	662	24%	28%
Machines et équipements mécaniques	6	163	13%	7%
Médicaments et biotechnologies	5	198	11%	8%
Composants électroniques	3	264	7%	11%
Équipements et dispositifs médicaux	3	189	7%	8%

Source : Bilan France 2020, Business France

TAÏWAN

En 2020, 4 projets d'investissement taiwanais en France ont été recensés, soit autant qu'en 2019. Ces investissements ont permis la création de 41 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

ASE : Leader mondial du packaging et de l'encapsulation des semi-conducteurs, renforce sa position dans les zones hors Asie avec le rachat du groupe français Asteelflash, spécialisé dans la fabrication en sous-traitance des produits électroniques, pour un montant de 450 millions USD. Ce rachat a été réalisé via la filiale chinoise d'ASE : USI, société spécialisée également en sous-traitance des produits électroniques. Grâce à cette fusion, le groupe bénéficie d'une présence mondiale avec de nouveaux segments de marché et de nouveaux clients, mais apporte également à ses clients des capacités technologiques complémentaires. La direction actuelle d'Asteelflash sera intégrée à

celle du groupe USI ainsi que ses 6 000 employées dans le monde dont 800 en France. A noter que cette acquisition constitue la première opération de ce type hors Asie pour le groupe taiwanais ASE, illustrant le désir d'une présence en Europe.

Industrial Technology Investment Corporation : Le fonds quasi-souverain taiwanais appartenant à l'organisme public taiwanais de recherche et de développement ITRI a investi dans une startup grenobloise leader mondial du test de mémoires magnétiques MRAM. Ce fonds est également à la recherche d'un partenaire français pour la création d'un fonds cross border commun.

JPP Holding Company Limited : Société de machines et outils taiwanaise cherchant à se positionner comme fournisseur clé du secteur d'aéronautique, JPP a créé une filiale en France et a racheté pour un montant de 3,5 M€ la société Jin Pao Europe, située à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) et spécialisée dans le traitement de surface.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour Taiwan est de 266 M€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES TAÏWANAISES EN FRANCE

Plus de 40 filiales d'entreprises taiwanaises sont implantées en France, elles emploient près de 1 500 personnes. En 2020, 4 nouvelles décisions d'investissement taiwanaises ont été recensées en France, soit autant qu'en 2019. Ces dernières ont permis la création de 41 emplois en France.

Les investissements taiwanais correspondent majoritairement à des centres de décision (3 projets, 21 emplois), dont

les deux tiers sont des primo-implantations européennes. La France accueille un projet taiwanais dans la logistique porté par l'entreprise Yang Ming avec une vingtaine d'emplois à la clé.

Les projets taiwanais couvrent les secteurs du transport et stockage, équipement du foyer, verre, céramique, minéraux, bois et papier ainsi que les prestations informatiques.

Les régions Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France accueillent chacune un projet d'investissement taiwanais.

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France est le premier pays d'accueil des investissements taiwanais en Europe avec 57 % des projets. Elle se positionne devant les Pays-Bas (29 %) et l'Italie (14 %).



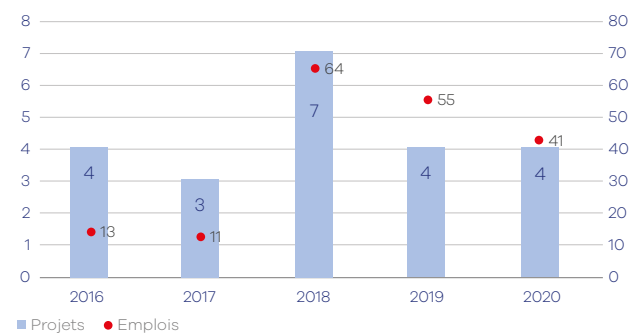
TOP 6 DES ENTREPRISES TAÏWANAISES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
MEI TA INDUSTRIAL CO., LTD. Machines et équipements mécaniques	1 000
ASTEELFLASH Composants électroniques	800
TONGTAI MACHINE & TOOL CO., LTD. Machines et équipement mécanique	100 - 150
ACER INC. Électronique grand public	100 - 150
ASUSTEK COMPUTER INC. Électronique grand public	100
JOHNSON HEALTH TECH COMPANY Machines et équipements mécaniques	50 - 100

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	21	75%	51%
Logistique	1	20	25%	49%
Total	4	41	100%	100%

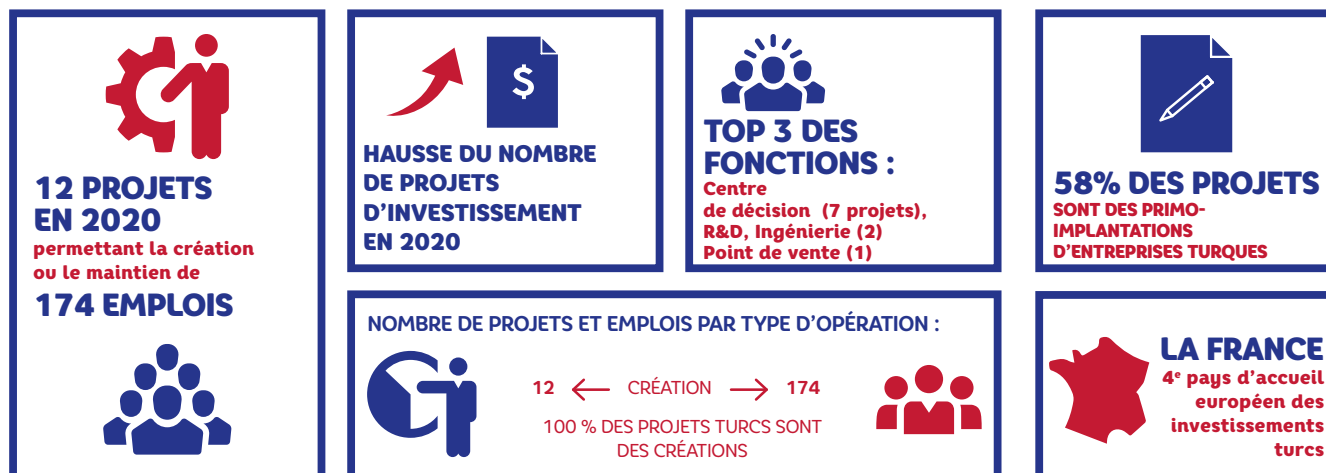
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	1	20	25%	49%
Équipement du foyer	1	10	25%	24%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	6	25%	15%
Prestations informatiques	1	5	25%	12%

Source : Bilan France 2020, Business France

TURQUIE

En 2020, la dynamique des projets d'investissement turcs en France se maintient, avec 12 projets recensés (+2 projets par rapport à 2019) qui ont permis de créer 174 emplois.



CHIFFRES CLÉS



ILS INVESTISSENT EN FRANCE EN 2020

KLEIDCO : Bureau d'étude et d'architecture, et fabricant de structures en aluminium pour les bâtiments, l'entreprise turque propose des solutions sur-mesure. L'entreprise, grâce à son offre novatrice en particulier sur le plan de l'efficacité énergétique, s'est constituée un marché en France, et a décidé d'y renforcer sa présence en y créant un bureau commercial et de montage. Elle a recruté 5 personnes dès son implantation et prévoit de se développer avec 10 emplois supplémentaires dans les mois à venir.

Dogus : Le groupe Dogus est l'un des principaux conglomérats turcs opérant au niveau mondial et actif dans divers secteurs, y compris le F&B. L'une des marques mondiales de restauration du groupe Doğuş, représentant la cuisine péruvienne moderne nommée Coya, a ouvert ses portes à Paris. Cet investissement a créé 70 emplois. Le conglomérat turc place la France parmi les grands pays gastronomiques du monde et entend s'étendre davantage dans d'autres villes de France, suivant comme toujours le même esprit qui a fait son succès dans le monde jusqu'à aujourd'hui, en ciblant des opportunités de haut standing.

Sampa : Marque mondiale, fabricant de pièces détachées pour poids-lourds basé en Turquie. L'entreprise a choisi de s'implanter à Corbas, au Sud de Lyon pour s'intégrer durablement dans l'écosystème de la distribution des pièces détachées en France. Elle a déjà formé une équipe de 9 personnes et compte continuer à se développer avec l'embauche d'une dizaine de personnes supplémentaires. À terme, l'entreprise souhaite étendre sa présence sur le marché français et améliorer son offre logistique.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2019. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2018 pour la Turquie est de 363 M€.

PRÉSENCE DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE

Plus de 440 entreprises turques sont présentes en France et emploient plus de 1 200 salariés. En 2020, la France a accueilli 12 projets d'investissement d'origine turque, le plus haut niveau enregistré sur les 5 dernières années. Ces projets ont permis de créer 174 emplois.

Les investissements turcs sont majoritairement des centres de décision représentant plus de la moitié des

projets (58 %) et 47 % des emplois. On recense également deux projets dans la R&D, Ingénierie cette année qui ont généré 8 emplois.

Plus de la moitié des projets turcs (59 %) ciblent les secteurs du BTP et de la construction (25 %), de l'automobile et des équipementiers (17 %) et du conseil et services aux entreprises (17 %). Ces secteurs totalisent un tiers des emplois. À noter que l'ouverture

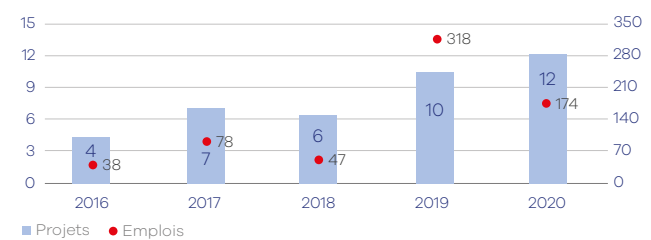
à Paris de la marque de restauration traditionnelle haut-standing Coya du groupe Dogus est à l'origine de 40 % des emplois.

L'Île-de-France est la principale destination des investissements turcs avec deux tiers des projets recensés et des emplois. Elle est suivie par l'Auvergne-Rhône-Alpes (17 %) des projets et 24 % des emplois).

PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE²

En 2020, la France se hisse au 4^e rang des pays d'accueil des investissements turcs en Europe avec 8 % des projets recensés sur son sol. Elle se positionne ainsi derrière l'Allemagne (17% des projets), et ex-aequo avec Royaume-Uni, le Danemark et l'Espagne.

ÉVOLUTION DES PROJETS ET DES EMPLOIS



RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Fonction du projet	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	81	58%	47%
Point de vente	1	70	8%	40%
Production / Réalisation	1	5	8%	3%
R&D, Ingénierie, Design	2	8	17%	5%
Services aux entreprises	1	10	8%	6%
Total	12	174	100%	100%

TOP 5 DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE, EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise	effectifs
YILDIZ HOLDING (UNITED BISCUITS) Agro-alimentaire	250 - 300
ORHAN HOLDING ANONIM SIRKETI Constructeurs automobiles et équipementiers	200 - 300
ECZACIBASI HOLDING ANONIM SIRKETI Céramique	100 - 150
ÖZLER PLASTIK Chimie, plasturgie	100 - 150
ARÇELIK A.S. Électronique grand public	70 - 100

Source : Orbis, Bureau Van Dijk

² Observatoire Europe, Business France.

TOP 5 DES SECTEURS EN NOMBRE DE PROJETS

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
BTP, construction	3	29	25%	17%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	17	17%	10%
Conseil et services aux entreprises	2	13	17%	7%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	70	8%	40%
Équipement du foyer	1	30	8%	17%

Source : Bilan France 2020, Business France

6

Annexes

**136 CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DES INVESTISSEMENTS
PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI**

140 BUSINESS FRANCE

CRITÈRES DE PRISE EN COMPTÉ DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

Le bilan des investissements étrangers en France se veut un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française

Élaboré depuis 1993, le Bilan France recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

PAYS DE CONTRÔLE D'UNE ENTREPRISE

En première analyse, la nationalité des entreprises est conditionnée par la localisation du siège social, qui détermine le droit applicable. Ce principe est complété par la notion de siège social réel proposée par le droit français, à travers la jurisprudence. Ce concept renvoie

au lieu où se réunissent les organes de direction de l'entreprise, où se prennent les décisions stratégiques, où les principaux contrats sont signés, etc. Ainsi, conformément aux préconisations européennes, l'Insee considère que le pays de contrôle d'un groupe multinational est défini par le pays de localisation de l'unité de contrôle opérationnel du groupe et où les informations financières de l'ensemble des filiales sont généralement consolidées. Pour certains groupes, lorsqu'on dispose d'informations objectives complémentaires, cette unité peut être différente de la tête de groupe, ou maison mère. Dans cette définition, le pays attribué à un groupe est indépendant de la nationalité des principaux actionnaires du groupe.



Ce premier niveau d'analyse est complété par la notion de contrôle des activités des filiales. Le critère statistique choisi pour la collecte des données est celui du contrôle majoritaire (plus de 50 % des actions d'une société donnant droit de vote au conseil d'administration). On suppose que le fait de posséder plus de 50 % des actions d'une société permet d'exercer un réel contrôle sur sa gestion, même si, dans certains cas, ce contrôle peut être exercé avec la possession de moins de 50 % des actions.

COMPTABILISATION DES EMPLOIS

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir, cette durée correspondant approximativement à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

RECUEIL ET VALIDATION DES DONNÉES

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

- / l'analyse de l'environnement concurrentiel, qui s'opère au moyen des observatoires des investissements internationalement mobiles, recensant les annonces publiques d'investissements d'origine étrangère créateurs d'emploi en France et en Europe ;
- / la prospection des projets conduite par Business France, mobilisant en particulier le réseau de ses bureaux à l'étranger ;
- / l'information collectée par les correspondants chefs de file en région sur leur territoire, au travers des contacts qu'ils entretiennent avec les acteurs économiques et les investisseurs étrangers.

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe Business France et les correspondants chefs de file en région.

TAUX DE RÉALISATION DES PROJETS

Les bilans ou classements publiés par les agences de promotion de l'investissement comptabilisent des décisions d'investissement (ou des annonces publiques, pour certains consultants). Business France a procédé en 2010 à l'étude ex post des projets enregistrés au Bilan France 2007, pour évaluer le taux de réalisation des projets dans une conjoncture économique difficile. Pour l'échantillon étudié (320 projets), près de 90 % des décisions enregistrées en 2007 ont été mis en œuvre. Le taux de réalisation est de 98 % pour les reprises d'entreprises en difficulté. L'étude montre, dans le même temps, que l'origine étrangère de l'entreprise qui investit en France n'a pas suffi à la prémunir contre les risques entrepreneuriaux ou conjoncturels. Ainsi, un cinquième des investissements sous revue en 2007 a connu des difficultés allant jusqu'à la cessation de l'activité.

DES ÉCARTS ENTRE LES DONNÉES PUBLIÉES PAR BUSINESS FRANCE, FDI MARKETS ET EY

Le mode de recensement des informations du Bilan France en fait une base de données fiable et unique, dont le taux de couverture des investissements recensés est largement supérieur à celui des consultants privés, comme IBM/PLI, fDi Markets ou EY. Les différences de champs et de méthodes de comptabilisation expliquent une partie des écarts importants observés : exclusion des points de vente, secteur de l'hôtellerie, reprises de sites en difficulté et reprises-extensions. Cependant, outre les différences méthodologiques mentionnées, les écarts relèvent majoritairement du fait que de nombreux projets d'investissement n'ont fait l'objet d'aucun article de presse ou de communiqué au moment du recensement. Ces projets ne peuvent donc pas être recensés par les outils de veille des consultants privés. En revanche, Business France dispose de ces informations grâce aux données transmises par ses bureaux à l'étranger ainsi que par ses partenaires territoriaux.



TYPES D'INVESTISSEMENT RETENUS AU BILAN FRANCE

/ **Les créations**¹ correspondent à des emplois créés sur un nouveau site.

/ **Les extensions** correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.

/ **Les reprises**² de sites en difficulté correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger. Les difficultés de l'entreprise doivent être avérées :

- procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce ;

- difficultés financières de l'entreprise devant l'administration fiscale et sociale ;

- perspective de fermeture du site à court terme (absence de succession...).

/ **Les reprises-extensions** correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société en difficulté résidente en France.

/ **Les rachats-extensions** correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.

¹ Au niveau régional, pour une firme et une activité données, les créations sont prises en compte dans la mesure où elles ne s'accompagnent pas de destructions nettes d'emplois.

² Les reprises de sites en difficulté peuvent se traduire par des regroupements et des transferts de site. Le Bilan France comptabilise l'emploi maintenu associé à ces transferts.

NOMENCLATURES DU BILAN FRANCE

Des classifications conçues pour refléter les caractéristiques du marché de l'investissement international

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 26 postes, compatible avec celle de l'Insee (NAF 700 rév. 2), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

La fonction servie par le projet

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc.

De la production se distinguent les fonctions tertiaires qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, le conseil, l'ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

- / Activités sportives, récréatives et de loisirs
- / Agroalimentaire, agriculture et pêche
- / Ameublement et équipement du foyer
- / Autres activités de services
- / Bâtiment et travaux publics, matériaux de construction
- / Chimie, plasturgie
- / Commerce et distribution
- / Composants électroniques
- / Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises
- / Constructeurs automobiles et équipementiers
- / Éducation et formation
- / Électronique grand public
- / Énergie, recyclage et autres services concédés
- / Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
- / Hôtellerie, tourisme et restaurant
- / Immobilier et bureaux d'affaires
- / Logiciels et prestations informatiques
- / Machines et équipements mécaniques
- / Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
- / Médias, édition
- / Médicaments et biotechnologies appliquées
- / Métaux et travail des métaux
- / Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à internet
- / Parfums, cosmétiques
- / Textile, textile industriel, habillement et accessoires
- / Transport et stockage
- / Services financiers, bancaires et assurances
- / Verre, céramique, minéraux, bois, papier

FONCTION DU PROJET

1	R&D, INGÉNIERIE, DESIGN	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2	CENTRE DE DÉCISION	Primo-implantation en France et quartiers généraux français.
3	QUARTIERS GÉNÉRAUX	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.).
4	PRODUCTION / RÉALISATION	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital, biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5	LOGISTIQUE	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6	SERVICES AUX ENTREPRISES	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data center, etc.).
7	SERVICES AUX PARTICULIERS	Site ayant pour mission principale la vente de produits et de services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8	POINT DE VENTE	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN FRANCE

- / les emplois intérimaires et saisonniers;
- / les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette entreprise;
- / les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale, par exemple).

RÉALISATION DU BILAN FRANCE

Sources

- / Bureaux Business France
- / Agences régionales de développement
- / Observatoire France

Vérification croisée des données

Traitement de l'information :

- / vérification de la conformité des projets aux critères du Bilan;
- / compléments d'information sur certains projets.

Bilan

Validation des projets par :

- / les agences régionales de développement;
- / Business France.

BUSINESS FRANCE

Connecter, accélérer, réussir

Business France, au service de l'internationalisation de l'économie française, valorise et promeut l'attractivité de l'offre de la France, de ses talents, de ses entreprises et de ses territoires.

Véritable levier au service de la compétitivité de la croissance et de l'emploi, Business France rend lisible et efficace la chaîne d'acteurs et de services dédiés au développement et au succès des entreprises, quels que soient leur secteur, leur taille et leur pays.

Qu'il s'agisse d'exportation, d'investissement ou de partenariats internationaux, qu'il s'agisse d'identifier, de mettre en relation ou de sécuriser, Business France accompagne les entreprises françaises et internationales du début jusqu'à l'aboutissement de leurs projets, dans une démarche clairement orientée efficacité et résultats. Grâce à son réseau et à son équipe dynamique de 1 500 professionnels sur le terrain dans 70 pays, Business France intervient du montage opérationnel des actions jusqu'à leur suivi à long terme.

Spécialisées par domaines de compétences et secteurs d'activité, nos équipes sont profondément passionnées et engagées... tant par leur promesse d'efficacité opérationnelle que par leur mission pour la France.

Au service du pays et des entreprises, Business France porte haut et fort un message d'ouverture économique de la France, et agit sur le terrain pour activer tous les leviers nécessaires au développement et à la réussite des entreprises, tant en France qu'à l'étranger.

NOS MISSIONS

- / Développement international des entreprises – en particulier les ETI et PME – implantées en France et de leurs exportations sur les marchés internationaux.
- / Prospection et accueil des investissements étrangers en France.
- / Promotion de l'attractivité et de l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires.
- / Gestion, promotion et développement du volontariat international en entreprise (VIE), contribuant ce faisant à la formation de jeunes actifs français ayant acquis une expérience à l'international.



NOTRE PROMESSE

La réussite d'un projet, c'est aussi la qualité des interlocuteurs qui vont vous accompagner et vous guider sur place pour concrétiser votre implantation. C'est le rôle de Business France et de ses équipes, dévolues à vous aider à réussir vos projets.

Business France vous accompagne tout au long de votre démarche et s'investit à vos côtés, étape après étape : assistance juridique et fiscale, démarches administratives, choix du marché/lieu d'installation... Business France mobilise ses ressources ainsi que celles de ses partenaires et met en place une équipe dédiée chargée d'activer et de coordonner l'ensemble des expertises et des solutions pour monter vos projets internationaux et les suivre à long terme dans leurs développements.

À vos côtés et pour mieux comprendre vos besoins et vos attentes, vous pouvez compter sur le réseau de Business France, présent dans 70 pays majeurs. Au sein des équipes qui composent les 92 bureaux de Business France, un professionnel dévoué à votre succès sera votre contact personnel.

NOTRE PRIORITÉ

Simplifier et accélérer la réalisation de vos projets

Business France vous propose une approche globale de votre projet d'internationalisation, depuis la prise de décision jusqu'à la réalisation concrète, en passant par l'analyse du marché. Business France vous informe en fonction des spécificités stratégiques, sectorielles et humaines de votre projet...

Business France est votre partenaire privilégié, l'interface qui se charge de collecter toutes les données dont vous avez besoin pour mener votre projet à bien. Dès la première prise de contact, Business France est donc, si vous le souhaitez, votre interlocuteur unique.

Solliciter Business France, c'est bénéficier

- / de la première plateforme de services personnalisés aux entreprises françaises et étrangères pour l'accompagnement et la réussite de leurs projets internationaux de A à Z ;
- / des analyses de marché objectives et détaillées, analyses macroéconomiques, études comparatives, observatoires et cartes, etc. Nous mettons à votre disposition toute une palette d'outils qui vous aideront à faire les bons choix ;
- / **du soutien et du savoir-faire d'un réseau de partenaires experts en développement international et d'une communauté d'acteurs associés : les chambres de commerce et d'industrie en France et à l'étranger, Bpifrance, Coface, les conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) notamment, mais également des banques, des cabinets d'audit, des consultants experts, des sociétés de transports, des avocats, etc.**

Directeur de publication : Christophe Lecourtier, Directeur Général
Rédactrice en chef : Sylvie Montout, Chef Économiste
Contributeurs : Louise Cassagnes, Habib Karamoko, Manuel Marcias,
Économistes
Conception, réalisation : Guillaume du Rivau, Yoann Marcel – Mars 2021

Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 55 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires.

Depuis janvier 2019, dans le cadre de la réforme du dispositif public d'accompagnement à l'export, Business France a concédé l'accompagnement des PME et ETI françaises à des partenaires privés sur les marchés suivants : Belgique, Hongrie, Maroc, Norvège, Philippines et Singapour.

Pour plus d'informations : www.businessfrance.fr

Business France

77, boulevard Saint-Jacques

75680 Paris Cedex 14

Tél. : +33 1 40 73 30 00